DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Dimanche 19 septembre 2021 / 12 safar 1443 - N° 2870 - 9e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€

Horaire des prières

Fajr : 05h06 Dohr : 12h41
Asr : 16h10 Maghreb : 18h49 Isha : 20h11

MÉTÉO

Alger	27°	21°
Oran	30°	20°
Annaba	31°	20°
Béjaia	27°	16°
Tamanrasset	36°	22°

www.dknews-dz.com

ALGÉRIE-LYBIE

Tebboune reçoit le vice-président du Conseil présidentiel libyen

P. 24

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Le 15 septembre décrété journée nationale de l'Imam

P. 3

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Adopté à la majorité par l'APN

P. 4

DÉCÈS DE L'ANCIEN PRÉSIDENT ABDELAZIZ BOUTEFLIKA

Mise en berne de l'emblème national pendant trois jours

L'ancien président de la République, Abdelaziz Bouteflika, est décédé vendredi à l'âge de 84 ans, plus de deux ans après sa démission. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé la mise en berne de l'emblème national à travers le territoire national, pendant trois jours. Vendredi soir, la présidence de la République a annoncé, dans un communiqué, le décès de cet ancien chef de l'Etat qui a présidé aux destinées de l'Algérie pendant 20 ans. Si la date de son enterrement n'a pas encore été annoncée, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé la mise en berne de l'emblème national à travers le territoire national, pendant trois jours, à compter d'hier.

P. 3

DKnews-APS

FÊTE DE INDÉPENDANCE

Un concours national pour la conception du logo du 60e anniversaire

P. 24

AIR ALGÉRIE

Vers le lancement d'un plan de développement 2021-2025

P. 6

BECHAR

Enquête judiciaire sur la disparition d'un enfant

P. 8

SANTÉ

DIABÈTE

Les 9 meilleurs aliments anti-diabète

P.p 12-13

FOOTBALL

BUREAU FÉDÉRAL DE LA FAF

Motion de soutien au sélectionneur Belmadi

P. 21

OPÉRA D'ALGER

Auditions pour la sélection de musiciens et de choristes polyphoniques

P. 2

ANP

Livraison d'aides humanitaires au Niger

P. 24

TIZI-OUZOU

Une vingtaine d'incendies enregistrés

Une vingtaine d'incendies ont été enregistrés mardi soir dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale de la protection civile.

Selon le chargé de communication de cette institution, le capitaine Kamel Bouchakor, sur ces vingt incendies, qui ont été tous éteints, deux étaient importants.

Il s'agit des feux qui se sont déclarés dans les régions d'Azeffoun (nord de la wilaya) et Assi Youcef (au sud-ouest).

Tous les moyens humains et matériels de la protection civile, nécessaires aux opérations d'extinction, ont été mobilisés, a-t-on souligné de même source, ce qui a permis de vite maîtriser ces foyers d'incendies.

Le capitaine Bouchakor a observé que la lutte contre le feu de la région d'Assi Youcef, a nécessité la mobilisation, en plus des moyens de l'unité de la protection civile de Draa El Mizan déployé sur le terrain aux côtés de ceux des autres services concernés, de la colonne mobile et d'un renfort de l'unité principale de Tizi-Ouzou.

CNAC

Cérémonie en l'honneur de la championne paralympique Mounia Gasmi

Le directeur général DG de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) Mahieddine Ouaguenouni a présidé mardi-soir au siège de la CNAC de Batna une cérémonie en l'honneur de l'athlète Mounia Gasmi qui s'est adjugée la médaille de bronze aux jeux paralympiques (Tokyo 2020), fonctionnaire dans cette agence.

Au cours de la cérémonie à laquelle ont assistés le chef de l'exécutif local, Toufik Mezhoud, des cadres de la CNAC et des invités, M. Ouaguenouni a mis en valeur la prouesse réalisée par l'athlète considérant que l'hommage réservé à Mounia Gasmi qui a décroché la médaille de bronze, est "une reconnaissance à tous les champions de l'Algérie parmi les personnes aux besoins spécifiques qui sont parvenus à hisser le drapeau national dans le ciel de Tokyo".

Il s'agit là d'un message à tous les jeunes algériens pour lever le défi et atteindre les objectifs, a ajouté le même responsable, affirmant "qu'il ne ménage aucun effort de concert avec les autorités et la tutelle pour donner à l'athlète Gasmi les moyens nécessaires dans le milieu professionnel ou dans le domaine sportif pour réaliser davantage deprouesses et ce en application des instructions du ministre de tutelle".

ECHAUFFOURÉE À TISSEMSILT

7 arrestations et 4 blessés par armes blanches

Les éléments de la sûreté de la wilaya de Tissemsilt ont procédé à l'arrestation de sept individus impliqués dans une affaire d'échauffourée sur la voie publique ayant fait quatre blessés par armes blanches, a-t-on appris vendredi de ce corps constitué.

Un communiqué de la sûreté de wilaya a annoncé l'arrestation, cette semaine, de sept personnes impliquées dans une affaire d'échauffourée sur la voie public ayant fait quatre blessés par armes blanches qui ont été pris en charge au niveau des UMC de l'établissement hospitalier du chef-lieu de la wilaya.

Les mis en cause ont été déférés devant le procureur de la république du tribunal de Tissemsilt qui a ordonné leur mise en détention, a-t-on ajouté de même source.

PERSONNES AUX BESOINS SPÉCIFIQUES

Plus de 22 mds DA d'affectations financières en 2021

En réponse aux questions des députés lors du débat du Plan d'action du gouvernement (PAG), M. Benabderrahmane a fait état de la consécration, pour l'année 2021, d'affectations financières estimées à 22,646 mds DA pour prendre en charge 268.272 personnes aux besoins spécifiques, ajoutant que cette allocation a été attribuée à 258.973 bénéficiaires jusqu'au qu'au 31 août dernier.

Le Premier ministre a précisé que le taux d'exploitation de ces allocations jusqu'à la fin du mois dernier s'élevait à 95,53%, après épuration périodique des listes de bénéficiaires.

CRA

Aides au profit des sinistrés des derniers incendies à Boumerdes

Le Croissant rouge algérien (CRA) a accordé des aides comprenant des denrées alimentaires, des couvertures et des articles scolaires, aux familles sinistrées des derniers incendies dans la wilaya de Boumerdes.

Dans une déclaration à la presse, la présidente du CRA, Saida Benhabilès a indiqué que ces aides "consistent en 300 colis alimentaires, 200 couvertures et en 100 trousseaux scolaires comprenant des articles scolaires nécessaires".

ACCIDENTS DE LA ROUTE EN ZONES URBAINES

11 morts et 393 blessés en une semaine

Onze (11) personnes ont trouvé la mort et 393 autres ont été blessées dans 326 accidents de la route survenus en zones urbaines durant la période allant du 7 au 13 septembre en cours, a indiqué, jeudi, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Le bilan fait état d'une hausse dans le nombre des accidents (+38) et celui des blessés (+46) et des décès (07), précise la même source.

Selon les données présentées, le facteur humain demeure "la principale cause de ces accidents (+95%)", en raison du non-respect du code de la route, notamment la distance de sécurité, l'excès de vitesse, la fatigue, le manque de concentration, entre autres facteurs liés à l'état des véhicules, ajoute la même source.

EMIGRATION CLANDESTINE

Une tentative mise en échec et 2 membres du "MAK" arrêtés

Les éléments de la Gendarmerie nationale ont mis en échec une tentative d'émigration clandestine et arrêté 15 individus, a indiqué, jeudi, un communiqué de ce corps constitué, ajoutant que les investigations ont donné lieu à l'identification de deux (02) membres actifs du mouvement terroriste "MAK" qui tentaient de fuir les poursuites judiciaire vers l'étranger.

Le départ était programmé à partir des côtes d'Annaba vers l'Italie, a précisé le document, ajoutant "les enquêtes menées ont révélé que les deux mis en cause avaient été instruits par les dirigeants du mouvement terroriste "MAK" de quitter le territoire national pour fuir la justice". "Les deux suspects fuyaient les régions ayant connu des incendies criminels de forêts", a rappelé la même source.

OPÉRA D'ALGER

Auditions pour la sélection de musiciens et de choristes polyphoniques

L'Opéra d'Alger " Boualem Bessaiah" a annoncé, jeudi, l'organisation du 20 au 24 septembre courant, d'auditions nationales en vue de la sélection de musiciens et de chanteurs issus de l'Institut national supérieur de musique (INSM), les conservatoires, les IRFM (Institut national de formation musicale d'Alger) et annexes à travers le territoire national.

"Dans le cadre de la réorganisation et la redynamisation se ses effectifs (l'orchestre et Chœur Symphonique), l'Opéra d'Alger "Boualem Bessaiah" organise des auditions du 20 au 24 septembre 2021, en direction des musiciens issus des instituts de musique, tels que l'INSM, les conservatoires et les IRFM et annexes à travers le territoire national ainsi que les musiciens activant au paysage artistique professionnel algérien", lit-on dans un communiqué posté sur la page Facebook de l'Opéra d'Alger.

RÉFUGIÉS SAHRAOUIS

Don de dattes de l'Arabie saoudite

Le Royaume d'Arabie saoudite a fait un don de 350 tonnes de dattes aux réfugiés des camps sahraouis, a annoncé lundi le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies dans un communiqué.

Le PAM a salué cette contribution de 350 tonnes de dattes, d'une valeur de 723.000 dollars américains, selon la même source. Le don a été officiellement remis, lors d'une cérémonie au siège de l'Ambassade du Royaume d'Arabie Saoudite à Alger, en présence du Chef de mission adjoint à l'ambassade, M. Ahmed Al-Harthy, et du directeur régional du PAM et son représentant en Algérie, M. Imad Khenfir. M. Khenfir a regretté de ne pas avoir pu distribuer les dattes durant le dernier mois de Ramadan, ajoutant "nous sommes ravis de les distribuer aux réfugiés au bon moment, avant la célébration du nouvel an d'hégire".

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Le président Tebboune décrète le 15 septembre journée nationale de l'Imam

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décrété, mercredi, la date du 15 septembre, qui coïncide avec l'anniversaire du décès de l'éminent Cheikh Sidi Mohamed Belkebir, Journée nationale de l'imam, mettant en avant le rôle scientifique, culturel et social de l'imam algérien qui donne sens à la citoyenneté.

"Nous avons décidé de décréter la date du 15 septembre, qui coïncide avec l'anniversaire de la mort de l'éminent Cheikh Sidi Mohamed Belkebir, Journée nationale de l'imam, en hommage au défunt et en reconnaissance de sa symbolique, du projet civilisationnel dont il était porteur et de ses contributions avérées dans l'édification du pays et la formation des générations", a précisé le Président Tebboune dans un message adressé aux participants aux travaux de la 19e édition du colloque national dédié à la mémoire de Cheikh Sidi Mohamed Belkebir et lu en son nom par le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi.

Cheikh Sidi Mohamed Belkebir était un "éminent érudit" et un "réconciliateur vertueux", a souligné le président de la République, précisant qu'"à travers cet hommage, dans son école d'enseignement et de formation des imams et des récitants du saint Coran, nous contemplons avec fierté les fruits de l'œuvre de l'éminent Cheikh dont le rayonnement scientifique et éducatif dépasse nos frontières nationales pour illuminer d'autres contrées, notamment en Afrique". "Digne héritier des prédécesseurs parmi nos oulémas, chouyoukh et éminents imams ayant marqué l'histoire scientifique et culturelle de l'Algérie, il n'est pas étonnant que Cheikh Sidi Mohamed Belkebir jouisse d'une acceptation sur cette terre bénie", a ajouté le Président Tebboune.

Et de mettre en avant l'importance d'évoquer la symbolique de l'imam Belekbir au sein de la société, étant une référence de par sa culture et son identité, qui a ancré chez ses enfants la considération et le respect de l'imam qui, a-t-il dit, demeure digne de la confiance de notre peuple noble qui apprécie également chez nos oulémas et nos imams leur engagement quant aux questions de la religion, de la patrie, de la nation et de l'Homme".

Saluant les efforts des imams, le Président de la République dira, "les caravanes des moudjahidine et des chouhada ont pris le départ des mosquées et des zaouias, pour mener les révolutions populaires bénies jusqu'à la Glorieuse révolution du 1er novembre. Les efforts et démarches de nos imams ont fait échouer les plans d'atteinte à l'unité, en faisant face aux complots".

"Après l'indépendance de l'Algérie et le recouvrement de la souveraineté nationale, l'imam aux côtés des enfants de la patrie, est passé de la bataille du djihad et de la libération à l'illumination, pour répandre la modération et rejeter l'extrémisme. Il se dévouera à la moralisation de la vie sociale et la propagation de la vertu pour faire face aux épreuves et éteindre le feu de la fitna à chaque fois que les ennemis du pays tentent de la semer", a-t-il souligné.

Rappelant que l'imam "s'est acquitté, dans notre chère Patrie, de ses différents rôles scientifiques, culturels et sociaux et a donné sens à la citoyenneté à travers ses contributions dans l'éducation et l'enseignement", le Président Tebboune a relevé, à cet égard, le rôle important de l'imam "dans la concrétisation du sens du droit, de la justice, de la sécurité et de la conciliation, ainsi que son apport dans la mise en œuvre des programmes préventifs mis en place pour la préservation de la santé publique, outre sa participation aux actions caritatives de solidarité". "La mosquée étant l'espace où l'imam s'acquitte de sa mission, et partant de la conviction qu'elle est une institution sociale bâtie par la société pour être un partenaire essentiel dans la concrétisation de son développement inclusif et durable, les enfants de cette Patrie et ses institutions ont rivalisé dans l'édification, l'entretien et la préservation de ces édifices religieux", a ajouté le Chef de l'Etat. Pour affirmer cette conviction, poursuit le Président de la République, "la Mosquée d'Alger (Djamâa El Djazaïr) a été édifiée pour être un phare civilisationnel et un guide pour les mosquées pôles érigées dans toutes les wilayas du pays", relevant qu'elle aura aussi à organiser toutes les activités menées par les imams dans les mosquées de la République, appuyée en cela par des instituts de formation des imams, des centres culturels, zaouïas et écoles coraniques".

UNIVERSITÉ

Convention de coopération entre l'université Sétif 2 et l'université Jena (Allemagne)

L'université Mohamed Lamine Debaghine (Sétif 2) a conclu jeudi, une convention de coopération avec l'université Jena (Allemagne) d'une durée de 3 ans concernant toutes les spécialités et niveaux scientifiques.

La convention intervient dans le cadre du programme international Erasmus + à travers la concrétisation du projet de recherche intitulé "l'alliance académique pour la réconciliation et l'édification de la paix" par l'université algérienne Mohamed Lamine Debaghine et l'université allemande Jena en partenariat avec des universités de l'Autriche, la Jordanie, l'Algérie et Gaza (Palestine), a déclaré à l'APS la vice recteur de l'université Sétif 2 chargée des relations internationales Nawel Abdelatif Mami en marge de la signature de cette convention.

La convention liant les deux universités pendant 3 ans donnera lieu à un jumelage entre les 2 universités concernant tous les niveaux et spécialités scientifiques, a déclaré la même responsable, précisant qu'il sera procédé à travers ce jumelage au lancement du premier projet Master académique international en Droit et sciences politiques, spécialité sciences politiques intitulé "les relations internationales, la réconciliation et études de la paix ".

Ces recherches académiques seront encadrées par des experts de l'université allemande et des enseignants de l'université Mohamed Lamine Debaghine au profit des étudiants Master spécialité relations internationales, a-t-elle dit, indiquant que les étudiants bénéficieront de formation de présence à l'université Jena en deuxième année Master en vue de préparer le mémoire de fin d'étude financé par l'union européenne. Le jumelage permettra l'élargissement des différents domaines de recherche scientifique à l'université Sétif 2 et concernera aussi des offres spécialisées en doctorat relatives à différents domaines de l'université dans les spécialités des sciences humaines et sociales, a-t-on souligné.

Il s'agit là du plus grand projet international entretenu par l'université Sétif 2 dans le domaine des sciences humaines et sociales, a fait savoir Mme. Abdelatif Mami.

Erasmus+ est un programme agréé par la commission européenne dans le domaine de l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport , a-t-on rappelé, ajoutant que récemment il a été procédé à l'adoption de partenariat entre les pays de l'union européenne et les différents pays du monde dans le cadre de ce programme.

Ce programme vise notamment la consolidation de la solidarité et l'entraide dans les différents domaines de l'éducation , d'entrainement et de jeunes et l'élimination des frontières artificielles entre les différentes formes de travaux et projets et l'encouragement également des nouvelles idées pour capter de nouveaux éléments efficaces du monde du travail, et de la société civile ainsi que l'encouragement des nouvelles formes de coopération.

APS

PERSONNALITÉS-DÉCÈS

L'ancien président Abdelaziz Bouteflika est décédé, mise en berne de l'emblème national pendant trois jours

L'ancien président de la République, Abdelaziz Bouteflika, est décédé vendredi à l'âge de 84 ans, plus de deux ans après sa démission. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé la mise en berne de l'emblème national à travers le territoire national, pendant trois jours. Vendredi soir, la présidence de la République a annoncé, dans un communiqué, le décès de cet ancien chef de l'Etat qui a présidé aux destinées de l'Algérie pendant 20 ans. Si la date de son enterrement n'a pas encore été annoncée, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé la mise en berne de l'emblème national à travers le territoire national, pendant trois jours, à compter de ce samedi.

Né le 2 mars 1937, le défunt Abdelaziz Bouteflika avait succédé en 1999 à Liamine Zeroual lors d'une présidentielle marquée par le retrait des six autres candidats. Il a été réélu trois fois: en 2004, 2009 et 2014, soit une année après un accident vasculaire cérébral (AVC) qui l'avait affaibli physiquement. Dès son accession à la présidence de la République, Bouteflika œuvrera p our le rétablissement de la paix et la stabilité dans le pays. Il engage le processus de concorde civile, consacré, le 16 septembre 1999, par un référendum qui recueille plus de 98% de suffrages favorables.

Il fut à l'origine d'une politique dite de "réconciliation nationale" qui a conduit, en septembre 2005, et conformément à sa promesse électorale, à l'adoption par un référendum populaire, une charte de réconciliation nationale, plébiscitée par 80% des Algériens. Auparavant, le défunt avait participé à la guerre de libération nationale. Il avait rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) en 1956 pour assumer, pendant deux ans, la mission de contrôleur général de la wilaya V (1957 et 1958).

En 1960, officier de l'ALN, il est affecté aux frontières sud du pays pour commander le "front du Mali" dont la création entrait dans le cadre des mesures visant à faire échec à l`entreprise de division du pays de la part de la puissance coloniale et à organiser l'acheminement des armes pour le compte des maquis de l'ALN à partir du sud, ce qui lui vaudra le nom de guerre de "Si Abdelkader El Mali". En 1962, il est député à l`Assemblée constituante et à 25 ans, il devient ministre de la Jeunesse, des Sports et du tourisme du premier gouvernement de l`Algérie indépendante. Il est no mmé, la même année, ministre des Affaires étrangères. Reconduit dans les fonctions de ministre des Affaires étrangères, il anime jusqu'en 1979, l'action diplomatique de l'Algérie, sous la houlette de l'ancien président feu Houari Boumediene qui avait initié la politique de défense des pays du Tiers mode et le parachèvement des mouvements de libération.

Diplomate chevronné et reconnu, Bouteflika impulsera, pendant plus d'une décennie, la politique étrangère qui donnera à l'Algérie une notoriété au niveau international. Elu à l`unanimité président de la 29ème session de l`Assemblée générale des Nations Unies en 1974, Bouteflika obtient la mise au ban, par la communauté internationale, du régime sud-africain pour sa politique de l`apartheid et fait admettre, malgré les oppositions, le leader de l`Organisation de libération de la Palestine, feu Yasser Arafat, qui prononcera un discours devant l`Assemblée générale.

A la mort du président Houari Boumediene, en 1978, il est contraint à un exil. De retour en Algérie en janvier 1987, il sera signataire de la "motion des 18" consécutive aux événements d`octobre 1988.

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Adopté à la majorité par les membres de l'APN

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, jeudi après-midi, à la majorité, le plan d'action du gouvernement lors d'une séance plénière présidée par le président de l'Assemblée, Ibrahim Boughali, en présence du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, et des membres du gouvernement.

Le plan a été adopté par 318 députés qui ont voté "oui" et 65 "non" sur 380 députés présents. Le plan d'action du gouvernement est axé essentiellement sur l'engagement de réformes structurelles destinées à relancer l'économie nationale et moderniser le système bancaire et financier. Il est composé de cinq chapitres, qui s'inspirent des 54 engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à savoir la consolidation de l'Etat de droit et la rénovation de la gouvernance, la relance et le renouveau économiques, le développement humain et une politique sociale renforcée, une politique étrangère dynamique et proactive, ainsi que le renforcement de la sécurité et de la défense nationale.

Le rétablissement de la confiance du citoyen, "priorité absolue" du Gouvernement

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a affirmé, jeudi à Alger, que le rétablissement de la confiance du citoyen constituait la "priorité absolue" pour son Gouvernement, en sus d'autres dossiers tout aussi importants, en tête desquels la lutte contre la corruption.

Répondant aux questions des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) relatives au Plan d'action du Gouvernement, M. Benabderrahmane a insisté sur le rétablissement de la confiance du citoyen, qui une "priorité absolue".

La lutte contre la corruption est également une priorité qui ne manque pas d'importance, selon le Premier ministre qui a souligné qu'"en dépit de la corruption et des opérations de pillage systématiques, l'Algérie est resté debout grâce à ces vaillants enfants".

Dans le cadre du respect de la mise en oeuvre des mécanismes mis en place pour la lutte contre ces phénomènes à l'instar de la corruption, le Premier ministre s'est engagé à informer périodiquement les représentants du peuple quant à la mise en oeuvre des projets contenus dans le Plan d'action du Gouvernement qui repose sur les 54 engagements contenus dans le programme du président de la République.

Cela devra passer par de nouveaux mécanismes de suivi, créés au niveau de ses services, outre l'élaboration de rapports périodiques publiés en temps voulu, et ce, en concrétisation du principe de transparence.

A ce propos, le Premier ministre avait déclaré que les mécanismes en question devront fonctionner selon des "indicateurs quantitatifs précis", soulignant que le "Gouvernement est animé d'une volonté d'oeuvrer avec toutes les personnes intègres dans ce pays au service de notre pays et de nos citoyens sous la conduite du président de la République et ses orientations".

Le Premier ministre affirme la détermination de l'Etat à récupérer l'argent pillé

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a réaffirmé jeudi la volonté de l'Etat et sa détermination à récupérer l'argent pillé et détourné vers l'étranger et ce, à travers l'activation d'une série de mécanismes juridiques dans le cadre des conventions internationales. Répondant aux questions des député lors du débat du Plan d'Action du Gouvernement (PAG), le Premier ministre a fait état de "l'adoption d'une approche globale concernant ce dossier (argent pillé) à travers la mise en place de mécanismes de coordination de haut niveau, outre le lancement d'une série de procédures avec les pays vers lesquels les fonds pillés ont été détournés".

Il a expliqué que cette approche passera par "l'activation des outils juridiques disponibles dans le cadre des accords internationaux bilatéraux et multilatéraux, notamment la Convention des Nations Unies contre la corruption". En outre, ajoute le Premier ministre, "des mécanismes et des initiatives de coopération ont été activés dans le cadre d'organisations internationales spécialisées afin de suivre la traçabilité de ces biens, les localiser et échanger des informations à leur sujet".

Concernant le mécanisme de règlement à l'amiable pour la récupération des fonds pillés détournés vers l'étranger, M. Benabderrahmane a indiqué que ce mécanisme "s'est avéré efficace dans de nombreux pays et considéré comme une pratique idéale et efficiente dans la lutte contre la corruption. Cependant, il ne concerne pas les personnes physiques mises en cause, ni les sanctions prononcées à leur encontre, mais concerne plutôt les personnes morales, à savoir les sociétés étrangères impliquées dans des opérations de corruption, qui ont également bénéficié de ces fonds détournés dans le cadre de transactions et de projets, objet de pratiques de corruption. Il par ailleurs réitéré "la volonté de l'Etat de lutter sans relâche contre la corruption et les corrupteurs et de récupérer l'argent du peuple pillé, et ce par la mobilisation de toutes les institutions de l'Etat, y compris son poids diplomatique, dans le strict respect de la loi et de l'indépendance de la justice". "L'Etat ne cédera sur aucun dinar volé ou détourné, ni aucune parcelle de terrain pillé ou détourné de sa vocation. C'est là une 'Amana' que nous veillerons tous à préserver".

Appel à la prise en charge des zones d'ombre

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont mis en avant mercredi lors de la séance consacrée au débat du Plan d'action du gouvernement, la nécessité d'une meilleure prise en charge des zones d'ombre à travers des projets de développement permettant d'éliminer le chômage et la pauvreté.

Lors de cette séance, dirigée par le président de l'APN, Brahim Boughali, en présence des membres du gouvernement, les députés ont estimé que le plan du gouvernement, qui vise à rétablir la confiance des citoyens dans les institutions étatiques, "doit être traduit dans les faits à travers la réalisation de la justice sociale et la garantie d'une vie décente aux citoyens par la consécration de leur droit au travail, au logement et au transport".

Dans ce cadre, le député Benalia Boubekeur (Mouvement de la Société pour la paix) est revenu sur les "mauvaises" conditions dans lesquelles vivent les habitants du sud alors même que cette région regorge de ressources naturelles, a-t-il dit, déplorant le retard de concrétisation de nombreux projets, notamment dans le domaine de la santé et des ressources en eau, et le chômage croissant des jeunes.

Dans le même ordre d'idées, le député Abdelkader Gori (Indépendants) a souligné l'importance d'accélérer la mise en œuvre de solutions pratiques pour résorber le chômage, appelant à accroître les mesures incitatives dans le domaine des investissements productifs dans l'agriculture, l'industrie et le tourisme, et à lancer des projets créateurs de richesses et d'emplois dans ces zones "marginalisées".

Les députés ont également évoqué la cherté de la vie et la flambée des prix qui se sont accentuées en raison du manque d'infrastructures de stockage et de transformation ainsi que l'absence de mécanismes permettant de limiter la spéculation.

Dans ce sens, Rabah Foughali, député du Rassemblement national démocratique (RND) a proposé le renforcement et la modernisation de ces infrastructures de manière à réguler le marché et à exporter l'excédent de production.

De même qu'il a appelé à valoriser les superficies agricoles inexploitées en les accordant à ceux pouvant les exploiter et à améliorer les moyens de transport et moyens logistiques pour faire parvenir les ressources agricoles à toutes les régions du pays de manière équilibrée.

De son côté, Nabil Bouzidi du Front de libération nationale (FLN) a relevé l'importance du facteur humain, "un élément clé", a-t-il dit pour améliorer la vision économique de ce Plan, améliorer la performance de l'administration et lutter contre le chômage.

Leila Lyazidi du Front El-Moustakbal a mis l'accent, pour sa part, sur la nécessité de promouvoir le secteur de la santé, à travers la réalisation d'hôpitaux répondant aux "standards internationaux", appelant à prendre des mesures pour réduire la pollution environnementale.

Dans leurs interventions, les députés ont soulevé l'impérative réévaluation de la monnaie nationale, l'élimination du marché noir des devises, saluant les efforts consentis en matière de modernisation du système bancaire.

Les députés ont également appelé à doter le Plan d'un calendrier de mise en œuvre et à préciser ses sources de financement pour leur permettre en tant que députés d'imposer leur contrôle sur les projets contenus dans le PAG.

ELECTIONS LOCALES

Le MSP annonce sa participation

Le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrezak Makri, a annoncé vendredi à Alger la participation de sa formation politique aux élections locales du 27 novembre prochain.

S'exprimant lors des travaux de la 20e Université du mouvement tenue sous le slogan "Elections locales: défis et enjeux", M. Makri a souligné que le mouvement "poursuivra son combat politique constructif en participant à ces élections locales (...) et ne ménagera aucun effort au service du pays".

"En dépit de la conjoncture actuelle qui prévaut dans le pays", le MSP "ne cédera pas au désespoir et à la frustration politique", a-t-il soutenu, exprimant "sa disposition à participer au débat et au dialogue constructif avec toutes les parties pour concrétiser le consensus politique au service du pays".

Dans ce cadre, M. Makri a mis en avant la nécessité de faciliter l'action militante de tous les partis, d'accorder la chance à tout un chacun et d'organiser des élections libres, régulières et transparentes en luttant contre la fraude".

Le président du MSP a également insisté sur l'impératif de lutter contre la corruption et de sensibiliser les citoyens à une participation massive aux prochaines élections locales.

Concernant le Plan d'action du gouvernement adopté, jeudi, par l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Makri considère que ce programme "ne prévoit pas de vision prospective claire suivant des objectifs et des chiffres objectifs dans tous les domaines socioéconomiques et commerciaux, en adéquation avec la réalité du pays".

Il a insisté sur l'impératif de lutter contre la corruption vu la disponibilité des compétences et des capacités pour réaliser la relance économique", a-t-il dit, jugeant nécessaire de "lutter contre le marché parallèle, d'ouvrir l'investissement et d'accompagner les Petites et moyennes entreprises (PME)".

M. Makri a enfin exprimé le rejet de sa formation politique de l'idée de recourir à "un règlement à l'amiable avec la Isaba (bande) pour la récupération des fonds pillés".

TIZI OUZOU

Projet "Saffronfood" : une trentaine de safranières ciblées à travers le territoire national

Une trentaine de safranières réparties sur plusieurs wilayas du territoire nationale, sont ciblées par le projet Prima "Saffronfood" qui vise à promouvoir la production de safran biologique à travers six pays, dont l'Algérie, a-t-on appris, vendredi, des concernés.

Selon le responsable de la communication à l'Association nationale des producteurs de Safran (ANPS), Amir Beladel, le projet " Saffronfood", coordonné par l'Espagne et lancé cette année à travers six pays qui sont l'Algérie, l'Italie, la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal, vise à améliorer quantitativement et qualitativement la production du Safran Biologique, grâce à l'apport de la science.

Une trentaine de safranières biologiques, membres de l'ANPS, réparties sur le territoire national (Nord, Est, Ouest et Sud), à raison d'une à deux safranières par wilaya, et de 17 pour Tizi-Ouzou, région montagneuse qui, de par son relief, dispose de plusieurs microclimats (différentes altitudes, mer), participent à ce projet, a-t-on ajouté de même source.

Dans le cadre de ce projet, il a été procédé, jeudi dernier, à l'installation d'un système d'irrigation intelligent conçu par le Centre de recherche scientifiques et Technique sur les Régions Arides (CRSTRA) de Biskra, au niveau de la safranière-pilote de M. Beladel, sise au village El Ainser dans la localité de Draa El Mizan, au sud-ouest de Tizi-Ouzou, a-t-on appris de ce safranier.

Ce système d'irrigation intelligent, breveté par la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT) du ministère de l'Enseignement supérieure et de la recherche scientifique, permet d'obtenir des parcmètres climatiques en calculant, entre autres, le taux d'humidité au sol, la température de l'air et la lumière. Dotés d'électrovannes il va gérer le système du goute à goute pour irriguer la parcelle, a expliqué M. Beladel.

Selon ce même producteur, 9 autres safranières de Tizi-Ouzou vont bénéficier d'enregistreurs de paramètres climatiques pour obtenir les données de chaque région, qui seront transmises directement au CRSTRA, pour étude.

Pour les 7 safranières restantes (sur les 17 de la Tizi-Ouzou qui participent au projet) il sera procédé à des analyses du sol et du safran produit, gratuitement, pour connaître la qualité et décider si les cultivateurs doivent améliorer leur production, a-t-il indiqué.

Chaque wilaya participante va bénéficier d'un projet de recherche du CRSTRA, selon M. Beladel, qui a observé que Saffronfood travaille aussi sur d'autres volets plus techniques, à but médicinal, culinaire et cosmétique, en s'intéressant, notamment, aux produits dérivés et aux composants volatiles du safran.

"Cette démarche permettra d'avoir des données précises sur le comportement des safranières, en fonction du climat et à partir desquelles on pourra améliorer la culture du Safran, le but étant d'augmenter le rendement et la qualité des safranières, tout en restant dans la culture biologique, et de connaître les terres les plus adéquates pour cultiver l'or rouge " a-t-il signalé.

"Il s'agit d'un travail à long terme avec des appuis scientifiques et une collaboration internationale pour produire un safran biologique qui est très rare et le plus demandé sur le marché mondial et qu'on veut développer en Algérie ", a-t-il précisé.

BECHAR

Saoura-Ciment entame la production du ciment résistant aux sulfates

La société "Saoura-Ciment" a entamé la production d'un nouveau produit en l'occurrence le ciment résistant aux sulfates (ciment CRS), au titre des efforts de diversification de sa production, a-t-on appris jeudi du responsable de la communication de cette cimenterie, Djamel Eddine Belkhiri. C'est grâce aux efforts des cadres techniques et de gestion de la cimenterie, filiale du groupe public industriel des ciments en Algérie (Gica) et l'existence localement de matières premières entrant dans sa fabrication, qu'il a été relevé le défi de lancer la production de ce nouveau produit, a-t-il indiqué à l'APS.

Un produit qui présente plusieurs avantages et particularités dans les grands projets du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH), tels que aéroports, barrages, ponts et autres grands projets de travaux publics, au regard de sa résistance aux aléas de la nature et à la salinité des sols, a expliqué M. Belkhiri. La cimenterie a décidé de produire ce type de ciment et de le mettre sur le marché à des prix concurrentiels, dans le but de contribuer au développement des infrastructures dans la région et à l'économie nationale, en réduisant les coûts de son acheminement depuis les cimenteries du Nord du pays, a-t-il souligné.

"Le lancement de la chaine de production du ciment-CRS, qui a été fort bien accueillie par nos partenaires, sera d'un grand apport aux entreprises réalisatrices opérants dans la région du Sud-ouest du pays, de même que dans les pays voisins vers lesquels nous exportons nos autres types de ciment", a affirmé M.Belkhiri. Cette cimenterie, première du genre dans la wilaya de Bechar et qui est entrée en production effective au début de 2020, dispose d'une capacité de production annuelle d'un (1) million de tonnes de ciment.

A la fin du mois d'aout 2021, elle a produit 180.000 tonnes de ciment dont 25.000 tonnes ont été exportées vers les pays voisins, à savoir le Mali, le Niger et la Mauritanie, a fait savoir son responsable de la communication. "La baisse actuelle de la production de la cimenterie est liée essentiellement à la pandémie de Covid-19, mais nous nous attendons à une reprise et une augmentation sensible du niveau de production, pour répondre aux besoins de nos partenaires avec la relance de plusieurs chantiers et projets, tant de logements que de travaux publics, à travers le sud-ouest du pays", a-t-il ajouté.

L'unité dispose d'un réseau commercial de quatre (4) points de vente dans la région, à savoir un (1) dans la commune frontalière de Béni-Ounif (110 km au nord de Bechar), un au chef lieu de la daira d'El-Ouata (259 km au sud de Bechar) et deux (2) autres points de vente à Bechar, selon le M.Belkhiri. La réalisation de cette cimenterie, située à une trentaine de kilomètres de Bechar et qui s'étend sur une superficie de plus de 100 hectares, a nécessité un investissement public de plus de 34 milliards DA, dans le but du développement et de la promotion du tissu industriel de la région, de même que pour répondre à ses besoins en ce matériau.

Elle bénéficie de l'existence à ciel ouvert de minerais entrant dans sa fabrication dans la région de Ben-Zireg, de la proximité de la route nationale RN-6 et de la ligne ferroviaire Bechar-Oran, selon une fiche technique de la cimenterie.

ALGER

La BNA inaugure la 1ère agence de la finance islamique à Hussein Dey

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a inauguré, jeudi, l'Agence d'Hussein Dey "635", la première dédiée exclusivement aux services de la finance islamique.

La Directrice de l'Agence d'Hussein Dey de la finance islamique, Mounia Mansour a précisé que l'agence d'Hussein Dey disposait d'un guichet islamique et a été convertie, aujourd'hui, en une agence dédiée exclusivement à cette activité. Dans ce cadre, Amina Athamnia, chef de service de la Finance islamique à la BNA a annoncé que d'autres agences dédiées à la finance islamique seront ouvertes dans les prochains mois.

La BNA est la première banque publique à avoir lancé la finance islamique en date du 4 août 2020, en offrant des produits conformes à la charia à travers 64 guichets existant au niveau de ses agences à travers les différentes régions du pays. La responsable a annoncé des projets portant création d'agences similaires à celle d'Hussein Dey à travers tout le territoire national pour assurer des services dédiés exclusivement à la finance islamique.

Un nouveau produit pour l'acquisition de logement

En marge de l'inauguration de cette agence, la BNA a lancé un nouveau produit "Ijara Akaria Tamlikia" qui permet au client de devenir le propriétaire de biens immobiliers à usage d'habitation, moyennant le paiement d'un montant de location sur une période n'excédant pas 30 ans. Dans ce contexte, Mme Athamnia a souligné la volonté de la banque d'enrichir sa stratégie commerciale en fonction des besoins et aspirations des citoyens, affirmant que la banque disposait d'une offre riche et diversifiée constituée de formules de financement et de comptes d'épargne destinés aux particuliers, aux professionnels et aux entreprises. Neuf produits conformes à la Charia ont été étendus à tous les guichets répartis sur tout le territoire national, depuis le lancement de la finance islamique, précise la même source indiquant que cette démarche s'inscrivait dans le cadre des objectifs de la banque visant à renforcer sa stratégie commerciale, à drainer les fonds dont disposent les particuliers et les familles et à enrichir les produits existants tels que les produits de financement pour les commerçants, les professions libérales et les particuliers, tout en encourageant les produits d'épargne non usuraires. Pour sa part, Dr Kamel Bouzidi, membre de l'instance charaïque de la BNA, ayant assisté à la cérémonie d'inauguration de cette agence, a précisé que la généralisation des agences bancaires autonomes adoptant la finance islamique pourrait inciter les citoyens à aller vers ces produits et services ne s'opposant pas aux dispositions de la charia, conformément aux fatwas de savants locaux et internationaux. L'inauguration de cette agence à Hussein Dey s'est déroulée sous la supervision du Directeur général de la BNA, Mohamed Lamine Lebbou, qui était accompagné du président du conseil d'administration, Mohamed Belkasmi et de nombre de cadres de la banque. Ont été également présents à cette cérémonie le délégué général de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers, Rachid Belaid, en plus de chouyoukh, membres de l'instance charaique de la BNA.

EL-OUED

Lancement de la campagne de récolte d'arachides depuis El-Magrane

La campagne de récolte d'arachides dans la wilaya d'El-Oued a été lancée vendredi à partir d'une exploitation agricole dans la zone de "Houd El-Maleh", commune d'El-Magrane (35 km du chef-lieu de wilaya), a-t-on constaté.

Les services agricoles tablent cette année sur une production de 121.000 quintaux (Qx), en hausse de 16% par rapport à la saison écoulée où avait été enregistrés 104.000 Qx, a indiqué le directeur de wilaya du secteur, Ahmed Achour.

Une superficie de 4.000 hectares a été consacrée cette année à la culture d'arachides, contre 3,300 ha l'an dernier, soit une extension de l'ordre de 18%, a-t-il ajouté. La wilaya d'El-Oued enregistre une extension de la culture d'arachides qui touche 21 de ses 22 communes, avec une forte concentration de cette activité agricole dans six (6) communes, à savoir Hassi-Khelifa, Trifaoui, Sidi-Aoun, El-Magrane, Réguiba et Ourmès, à vocation agricole et disposant de sols fertiles permettant des rendements "appréciables" dépassant souvent les 30 quintaux à l'hectare, a expliqué M.Achour.

Selon le même responsable, bien que la wilaya ait enregistré une perturbation dans la commercialisation de ce produit, influant sur son prix la saison écoulée, elle continue d'occuper la tête des wilayas du pays productrices d'arachides, avec une production annuelle moyenne de 110.000 Qx, représentant quelque 60% de la production nationale.

La mise en place d'un atelier technique pour la labellisation des variétés locales d'arachides est projetée durant ce mois, dans la perspective de valoriser ce genre cultural, a révélé, par ailleurs, le directeur des services agricoles d'El-Oued, en annonçant aussi la préparation d'une fête des arachides qui constituera une manifestation technico-scientifique pour promouvoir les cultures locales à forts rendements. Les superficies arables sont estimées à plus de 4,45 millions d'hectares dans la wilaya d'El-Oued, dont 120.000 ha irrigués consacrés en grande partie (40.000 ha) à la culture de la pomme de terre, soit 46%, selon les données des services agricoles.

APS

AIR ALGÉRIE

Vers le lancement d'un plan de développement 2021-2025

La Compagnie aérienne nationale Air Algérie compte lancer un plan de développement 2021-2025 pour renforcer sa position sur le marché algérien et occuper une place de prestige sur le marché aérien mondial, particulièrement dans l'espace africain, a indiqué un communiqué du ministère des Transports. Dans le cadre de ses rencontres avec la direction générale d'Air Algérie visant à examiner sa situation, à élaborer son plan de restructuration et à réformer sa gestion, le ministre des Transports, Aïssa Bekkaï a présidé, mercredi, une réunion en présence de cadres du ministère, du PDG par intérim de la compagnie, de son conseiller aux affaires financières, de la directrice du département commercial, de la directrice de gestion des recettes, du directeur des finances et de la comptabilité et d'un chargé des études et de l'analyse, a posté le ministère sur sa page Facebook.

Le PDG par intérim d'Air Algérie a donné un aperçu général sur la vision prospective pour le développement de la compagnie et se préparer à la période post-coronavirus, en prenant en considération les grands changements enregistrés en matière de transport aérien aux plans local, régional et international, selon la même source. Dans ce cadre, il a cité les mesures à prendre pour permettre à la compagnie d'occuper une place de prestige, particulièrement dans l'espace africain qui enregistre "un développement notable" dans tous les domaines. Pour leur part, les gestionnaires et cadres de la compagnie ont présenté les principaux axes du plan de développement 2021-2025 que la compagnie compte lancer. Ce plan prévoit essentiellement de renforcer la position de la compagnie sur le marché algérien, de développer les lignes intérieures et de renouveler la flotte d'Air Algérie pour un accès au marché africain croissant, de révision les textes juridiques et organisationnels régissant l'activité du transport aérien et de les restructurer en créant des filiales spécialisées dans les activités secondaires de l'aviation.

Il est prévu la création d'une entreprise de maintenance avant le 31 décembre prochain ainsi qu'une société de services terrestres en 2022.

Le plan vise également l'adhésion à certains groupes professionnels, la promotion de la destination Algérie en collaboration avec les instances et établissements concernés, outre l'introduction de la technologie et la numérisation dans l'ensemble des services clients afin de "les promouvoir et les rendre plus attractifs". Par ailleurs, il a été question, durant la réunion, de présenter la grille tarifaire adoptée par Air Algérie, insistant dans ce sens, sur l'intérêt accordé au mode d'établissement des prix de billets des vols locaux et extérieurs. La rencontre a permis de mettre en avant la technologie de gestion de revenus et de réservations au vu de "la rude concurrence" des compagnies aériennes. Intervenant à cette occasion, M. Bekkaï a salué les efforts consentis à l'effet d'améliorer l'entreprise et préserver ses acquis, en dépit des "conditions difficiles" à savoir la pandémie, soulignant la nécessité de mettre en place des plans de développements à court, moyen et long termes avec une vision claire dans des délais définis.

Air Algérie est appelée à compter sur ses propres capacités et saisir toutes les opportunités pour la concrétisation de ses plans de développement, a insisté le ministre, rappelant les instructions du Président de la République et les orientations du Premier ministre, à savoir la restructuration de cette compagnie, la révision de son mode de gestion et l'amélioration de ses prestations de service.

L'ouverture du transport aérien au privé est l'une "des priorités du ministère" appuyant ainsi la promotion de la destination Algérie et la relance économique, a-t-il mis en avant, appelant la compagnie aérienne à examiner la possibilité de réduire les prix des vols intérieurs pour encourager les Algériens à se déplacer par avion aux différentes régions du pays, notamment le Sud. Au terme de son intervention, M. Bekkaï a instruit les responsables d'Air Algérie à l'effet de prendre "toutes les mesures nécessaires pour concrétiser ses démarches et de lui communiquer périodiquement l'état d'avancement.

PLAN D'ACTION FU GOUVERNEMENT

De nouvelles bases pour la réalisation du décollage économique

Le Gouvernement s'emploie, à travers son Plan d'action adopté, jeudi par l'Assemblée populaire nationale (APN), à asseoir de nouvelles bases pour réaliser le décollage économique, à travers une révision "approfondie" de la loi sur l'investissement et une réforme du système de gestion du foncier destiné à l'investissement outre la numérisation des marchés publics et la recherche de moyens de financement alternatifs.

En réponse aux députés de l'Assemblée populaire nationale dans le cadre du débat sur le Plan d'action du gouvernement, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a indiqué que le Gouvernement avait finalisé la révision de la loi relative à l'investissement qui sera présentée dans les semaines à venir à l'APN.

Cette révision "profonde" a été menée "pour prendre en charge les préoccupations exprimées par les opérateurs économiques qui ont demandé la levée des obstacles qui empêchent la réalisation des projets d'investissement.

Le Premier ministre a indiqué que cette réforme donnera "des signaux forts et des garanties susceptibles d'accroître l'attractivité du pays aux investissements étrangers directs et d'établir des partenariats réels et solides à même de contribuer au développement de l'économie nationale". Le gouvernement entend également numériser les marchés publics en créant un portail électronique qui leur est dédié, avant la fin de l'année 2021, selon le Premier ministre, qui a affirmé que cette mesure s'inscrivait dans les mesures visant à rationaliser les dépenses et à améliorer la gestion de l'Argent public.

Le Premier ministre a indiqué que le gouvernement s'attelait actuellement à réviser le cadre législatif et réglementaire de la gestion du foncier destiné à l'investissement en vue de faciliter aux investisseurs l'obtention des assiettes foncières nécessaires pour la réalisation des projets et l'élimination du "blocage" que connait actuellement l'opération d'octroi du foncier industriel. Le recensement du foncier industriel a démontré que de "vastes" assiettes étaient inexploitées par leurs bénéficiaires.

Concernant le financement du plan d'action que les députés avaient débattu avec "grand intérêt", M. Benabderrahmane a indiqué que le nouveau plan d'action qui vise la relance et la diversification de l'économie nationale se base sur de nouveaux modes de financement, à même de réduire la dépendance aux recettes pétrolières.

Parmi ces nouveaux modes, figure principalement le recours au marché financier par la relance de la bourse, la promotion du rôle des banques dans l'accompagnement et le soutien des investissements et des entreprises, outre l'ouverture des capitaux des banques publiques, l'ouverture de nouvelles banques privées, la promotion de la finance islamique, ainsi que l'établissement d'un partenariat public-privé pour financer des projets d'infrastructures économiques en vue de créer des postes d'emploi.

A cet effet, M. Benabderrahmane a annoncé la présentation du projet de loi relatif au partenariat public-privé dans les "prochains jours".

Le Premier ministre a affirmé, dans ce contexte, que le budget de l'Etat était basé à 30% sur la fiscalité pétrolière et à 70% sur la fiscalité ordinaire, soulignant l'impératif de distinguer la part du secteur pétrolier en termes de recettes en devise qui oscillent entre 96 et 97% de la fiscalité pétrolière qui représente 30% du budget de l'Etat. M. Benabderrahmane a indiqué, en outre, que les prémices d'une reprise économique commençaient à se dessiner à l'horizon, après la stagnation induite par la pandémie (Covid-19). La reprise économique est en bonne voie avec un taux de 2,8% enregistré durant le premier trimestre, lequel devrait dépasser les 4% à la fin de l'année 2021, a indiqué le Premier ministre, ajoutant qu'"il s'agit là d'un indicateur positif pour l'emploi et la stabilité des prix. Il a expliqué, en outre, la hausse des prix de certains produits alimentaires au niveau local, par la hausse importante des prix enregistrée sur les marchés mondiaux, induite par les retombées de la pandémie, ajoutant qu'il s'agit d'une hausse "conjoncturelle".

"La réforme du système de subvention vise un meilleur ciblage garantissant ainsi une justice sociale", a ajouté M.

Benabderrahmane, soulignant qu'"à travers la loi des finances 2021, un montant de 1.900 mds DA a été alloué à l'aide sociale, soit 23.78% du budget de l'Etat".

2.790 milliards de DA dépensés pour l'assainissement des entreprises publiques depuis 1991

Evoquant la situation des entreprises publiques nationales, le Premier ministre a déclaré qu'"en dépit du soutien de l'Etat à ces entreprises, celles-ci sont restées dans une situation difficile" et l'enveloppe financière affectée à leur assainissement depuis 1991 jusqu'au 30 juin 2021 s'élève à près de 2790 milliards de DA.

Il a été décidé, à cet effet, de revoir la gouvernance de ces entreprises et les modalités de leurs gestion, en les soumettant à des contrats de performance stricte pour qu'elles soient l'une des piliers "importants" pour la relance économique, a-t-il dit.

Il est inconcevable de voir l'aspect commercial et productif d'une entreprise économique composé de 600 travailleurs, alors que celui administratif est de 1000 travailleurs, a relevé le Premier ministre.

Le gouvernement oeuvre à récupérer les potentialités des entreprises publiques économiques, a ajouté le Premier ministre, faisant état d'un recensement national des différentes entreprises qui se trouvent en état de fermeture ou de stagnation.

Entre autres ces entreprises, le Premier ministre a cité la société "ALZINC" de Ghazaouet, le complexe de papier à Saida, l'usine de levure à Bouchegouf, l'usine de marbre à Guelma, l'usine de verre à Tébessa, la société africaine de verre à Taher, l'usine de céramique sanitaire à Médéa et l'usine de cuirs à Sig, lesquelles constituaient "la fleur du tissu industriel de l'économie national". Le Premier ministre a indiqué que "certaines parties n'ont pas saisi l'occasion comme il se doit et se sont dirigées vers l'importation, ce qui nous a fait perdre des milliers d'emplois et la fermeture de centaines d'entreprises. Il est grand temps de récupérer ces entreprises et d'en faire un moyen de création de richesses et d'emplois".

Concernant le soutien au développement dans les régions érigées récemment en wilayas, M. Benabderahmane a indiqué que le Gouvernement avait pris en charge cette préoccupation , par une série de mesures urgentes et des affectations financières déterminées après définition des besoins et évaluation de l'incidence financière dans le cadre d'une commission interministérielle.

Les opérations au titre de l'année 2021 seront enregistrées concernant la réhabilitation des infrastructures, avec une enveloppe financière de 3,4 milliards de dinars, parallèlement au dégel des opérations inscrites au profit de la wilaya mère et relative à l'examen de la réalisation des infrastructures et logements au niveau de ces nouvelles wilayas.

Le projet de loi relatif au partenariat public-privé présenté à l'APN dans "les prochains jours"

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aimene Benabderrahmane a annoncé, jeudi à Alger, la présentation du projet de loi relatif au partenariat public-privé dans les "prochains jours".

Répondant aux questions des députés de l'Assemblée populaire nationale dans le cadre du débat du plan d'action du Gouvernement, M. Benabderrahmane a affirmé que "nous allons débattre au niveau de votre aimable assemblée, du projet de loi relatif au partenariat public-privé dans les prochains jours", ajoutant qu'il figurait "sur la liste des projets de loi à débattre". A ce sujet, le Premier ministre a mis l'accent sur l'importance de ce nouveau mécanisme dans le financement des grands projets structurants qui auront un retour sur investissement à moyen terme. Le partenariat public - privé constitue "une alternative" aux modèle de financement conventionnels et l'un des modes à adopter par les pouvoirs publics pour financer, gérer et exploiter les structures publiques, a ajouté le Premier ministre.

COOPÉRATION ALGÉRIE - UE

L'investissement, les échanges commerciaux et la migration en tête des projets prioritaires prévus

L'ambassadeur, Chef de la délégation de l'Union européenne (UE) auprès de l'Algérie, Thomas Eckert a affirmé, mercredi, que plusieurs projets revêtant "un caractère prioritaire" étaient prévus entre les deux parties pour les quelques mois prochains, en premier lieu les dossiers liés à l'investissement, aux échanges commerciaux et à la migration. Dans une déclaration au terme de la cérémonie de remise de ses lettres de créance au Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Eckert Thomas a indiqué que la rencontre a été une occasion d'évoquer "exhaustivement" les projets futurs entre l'Algérie et l'UE, notamment dans les domaines de "l'investissement, des échanges commerciaux et de la migration". "Il existe d'autres projets qui ne sont pas de moindre importance, néanmoins la priorité est accordée aux secteurs précités où le lancement est prévu pour les quelques mois prochains", a ajouté M. Eckert. Il a exprimé sa joie d'être nommé à ce poste qu'il a qualifié de "grande responsabilité", affirmant son engagement à œuvrer pour "un partenariat fructueux" entre l'Algérie et l'UE. M. Eckert a souligné, en outre, "les nombreux projets communs et les opportunités prometteuses offertes". Pour rappel, la cérémonie de remise des lettres de créance s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra et du Directeur de Cabinet de la Présidence de la République, Noureddine Bardad Daïdj.

APS

PÉTROLE

Les prix du pétrole en légère hausse

Les prix du pétrole se sont repris, légèrement, en fin de séance jeudi, le marché tablant sur une offre moindre qu'attendue du fait des perturbations persistantes dans les installations du Golfe du Mexique.

Après s'être replié jusqu'à 74,48 dollars (-1,29% par rapport à la clôture de la veille), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre a rebondi quelques minutes avant la clôture, pour finir en hausse de 0,27% ou 21 cents, à 75,67 dollars.

Même trajectoire pour le baril de WTI américain pour le contrat à échéance en octobre, qui avait lâché jusqu'à 1,48% en cours de séance mais a fini à l'équilibre parfait, à 72,61 dollars.

Pour Matt Smith, analyste de Kepler, les opérateurs ont continué de digérer la baisse, sensiblement supérieure aux attentes, des stocks de brut aux Etats-Unis, annoncée mercredi par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA).

Ce repli a été analysé comme la conséquence du redémarrage plus poussif que prévu des installations de pompage dans le Golfe du Mexique et de raffinage en Louisiane, deux régions touchées, fin août, par l'ouragan Ida. La situation s'est nettement améliorée ces dernières heures, le Bureau de régulation de l'environnement et de la sécurite (BSEE) indiquant jeudi que quelque 71% de la capacité de production du Golfe était en état de fonctionnement, contre 60% seulement mardi. Ces "inquiétudes sur l'offre", que font peser ces perturbations ont permis aux cours de rester proches de leurs plus hauts depuis plus d'un mois, a retenu Matt Smith.

Mercredi, le Brent avait ainsi atteint 76,13 dollars et le WTI 73,14 dollars, des plus hauts depuis début août.

Pour Nishant Bhushan, analyste pour le cabinet Rystad Energy, les prix devraient se détendre dans les jours à venir, à mesure que la situation s'améliore dans le Golfe du Mexique, d'autant que la tempête tropicale Nicholas, brièvement classée en ouragan, "n'a pas eu d'impact majeur sur les installations" de production ou de raffinage.

"Nous sommes en haut de la courbe (de prix), avant que le rétablissement des capacités n'entraîne les cours à la baisse", a-t-il analysé dans une note, "à moins que l'offre mondiale ne soit perturbée par une autre surprise."

BANQUE MONDIALE

L'institution met fin à son rapport controversé "Doing Business"?

Le Groupe de la Banque mondiale(BM) a annoncé avoir mis fin à son controversé rapport Doing Buisness après des irrégularités signalées dans les données des éditions 2018 et 2020.

" Après avoir examiné toutes les informations disponibles à ce jour sur le rapport Doing Business, y compris les conclusions d'examens et audits antérieurs et le rapport rendu public aujourd'hui par la Banque au nom du Conseil des Administrateurs, la direction du Groupe de la Banque mondiale a pris la décision de mettre un terme à la publication du rapport", indique jeudi l'institution de Bretton Woods dans un communiqué.

LA BM évoque "des irrégularités dans les données des éditions 2018 et 2020 du rapport Doing Business qui ont été signalées en interne en juin 2020", ayant conduit sa direction à " suspendre l'édition suivante et à lancer une série d'examens et d'audits du rapport et de la méthode utilisée pour l'établir".

" Les rapports internes ont soulevé des questions d'éthique, concernant notamment la conduite d'anciens responsables du Conseil des Administrateurs ainsi que de certains employés actuels et/ou anciens de la Banque, la direction a porté les allégations y relatives aux mécanismes internes appropriés de reddition de comptes de la Banque, indique le communiqué.

La directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, était sous le feu des critiques jeudi, mise en cause pour avoir fait pression pour modifier un rapport afin de ménager la Chine, alors qu'elle était en poste à BM. Une enquête du cabinet d'avocats WilmerHale a mis en lumière des irrégularités, dans la rédaction des éditions 2018 et 2020 du rapport "Doing Business" de la Banque Mondiale, qui passe au crible les conditions d'affaires dans les différents pays.

Lors du classement de 2017, la Chine s'était montrée mécontente de sa 78e place. Fin octobre 2017, peu avant la publication de l'édition 2018, la Banque Mondiale était engagée dans des négociations sensibles avec Pékin.

De hauts responsables chinois auraient été consternés par le classement du pays.

Kristalina Georgieva, qui était alors directrice générale de la Banque Mondiale, et Jim Yong Kim, qui en était président, auraient alors demandé à leurs équipes d'adapter la méthodologie, pour ménager la Chine, selon cette enquête. Kristalina Georgieva aurait réprimandé un haut responsable de la Banque mondiale pour "avoir mal géré les relations de la Banque avec la Chine et ne pas avoir apprécié l'importance du rapport Doing Business pour le pays", selon le rapport qui a analysé 80.000 documents et interrogé plusieurs dizaines d'employés actuels et anciens.

Sous la pression, ses équipes auraient alors modifié certaines données, et permis à la Chine de conserver sa 78e place, au lieu de dégringoler de sept places.

"Je suis en désaccord fondamental avec les conclusions et les interprétations" de cette enquête "en ce qui concerne mon rôle dans le rapport Doing Business de la Banque mondiale de 2018", a -t-elle réagi jeudi.

ENERGIE

Les Etats-Unis et plusieurs Etats de l'UE restent opposés au gazoduc Nord Stream 2, selon le ministre russe des AE

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a affirmé mercredi que malgré l'achèvement du gazoduc Nord Stream 2, plusieurs Etats membres de l'Union européenne (UE), ainsi que les Etats-Unis, continuaient de s'opposer agressivement à ce projet.

"Tant de critiques ont été soulevées contre ce gazoduc et cela est incompréhensible", a déclaré M. Lavrov lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion de l'Organisation du traité de sécurité collective à Douchanbé, selon un communiqué publié par le ministère russe des Affaires étrangères.

La plupart de ces critiques émanent des Etats-Unis, qui affirment que ce gazoduc pourrait "nuire à la sécurité énergétique de l'Europe", a-t-il ajouté. M. Lavrov a indiqué que l'Allemagne était activement impliquée dans ce projet et qu'elle avait confirmé son engagement à celui-ci.

Avec l'achèvement de tous les travaux de construction, la Russie attend désormais d'obtenir tous les permis nécessaires des autorités de régulation allemandes, a-t-il ajouté.

L'UE critique la Russie pour son refus de discuter avec le bloc dans son ensemble, pourtant c'est l'UE elle-même qui a continuellement détruit les relation avec la Russie à tous les niveaux, a déclaré M. Lavrov.

"Nous communiquerons avec ceux qui sont prêts à le faire", a-t-il ajouté.

Le géant du gaz russe Gazprom a annoncé vendredi dernier l'achèvement de la construction de son gazoduc Nord Stream 2.

INDE

Tata Group veut racheter le transporteur aérien endetté Air India

Le conglomérat Tata Group a confirmé mercredi avoir soumis une offre pour faire l'acquisition du transporteur aérien public Air India, fortement endetté du fait de la pandémie en cours.

Il s'agirait d'un retour aux sources, en cas de validation de l'offre, la compagnie aérienne ayant étant à l'origine possédée par la famille Tata, avant sa nationalisation il y a plusieurs décennies.

Le gouvernement indien a annoncé vouloir vendre la totalité de sa participation au capital de la compagnie, laissant jusqu'à ce jour aux éventuels repreneurs pour déposer une offre, après avoir tenté, sans succès, de chercher un actionnaire majoritaire.

"Nous avons déposé une offre", a confirmé un porte-parole Tata Group, sans donner plus de détails.

Le conglomérat est déjà actionnaire de deux autres transporteurs, AirAsia India et Vistara.

Le fondateur de la compagnie low cost SpiceJet, Ajay Singh, a également déposé une offre, à titre personnel, selon le quotidien Times of India.

Le secrétaire au département des investissements gouvernementaux et participations publiques, Tuhin Kanta Pandey, a confirmé que plusieurs offres ont été reçues, ajoutant sur Twitter que "le processus se poursuit jusqu'à la conclusion".

Tata Group avait lancé la première ligne aérienne commerciale dans le pays, en 1932, avec sa compagnie Tata Airlines, surnommé un temps le "Maharadja des cieux", avant que la compagnie soit nationalisée et renommée Air India.

Mais elle a subi d'importantes pertes depuis plus d'une décennie, entraînant un endettement de plusieurs milliards de dollars, notamment du fait de pertes de part de marché au profit des compagnies low cost, dans un marché en forte progression mais extrêmement concurrentiel.

Le gouvernement indien prévoit plusieurs autres privatisations, notamment du groupe pétrolier Bharat Petroleum.

New Delhi a expliqué au mois d'août vouloir lever 6.000 milliards de roupies (81 milliards d'euros) via la privatisation de plusieurs entreprises publiques, les fonds récoltés devant servir à remettre à niveau les finances publiques, fortement chahutées du fait de la pandémie, et lancer un programme de nouvelles infrastructures.

ESPAGNE

Accord sur une nouvelle hausse du salaire minimum

Le gouvernement de gauche espagnol et les syndicats ont scellé jeudi soir un accord sur une légère hausse du salaire minimum après plusieurs jours de négociations tendues, ont-ils annoncé dans un communiqué.

"La hausse de 15 euros par mois (environ 1,6%) s'appliquera (rétroactivement) à partir du 1er septembre 2021", ont indiqué le ministère et les syndicats CCOO et UGT dans un communiqué commun.

Cet accord, qui porte le salaire minimum à 1.125 euros mensuels bruts sur douze mois, n'a en revanche pas été souscrit par le patronat qui considérait qu'une nouvelle hausse du salaire minimum pouvait saper la reprise.

Cette hausse de 15 euros avait initialement été jugée insuffisante par les syndicats, sur fond d'accélération de l'inflation et de prix record de l'électricité.

Mais ils ont finalement décidé de l'accepter après avoir convenu avec le gouvernement que de nouvelles hausses auraient lieu en 2022 et en 2023 afin de tenir l'objectif de porter le salaire minimum à 60% du salaire moyen d'ici la fin de la législature en 2023. En 2019, le gouvernement de M. Sanchez avait déjà augmenté le salaire minimum de 22%, à 1.050 euros bruts.

Cette revalorisation avait été suivie d'une seconde hausse de 5,5% en janvier 2020.

Ces hausses, les plus importantes depuis des décennies, sont destinées à hisser le salaire minimum espagnol - jusqu'alors très faible - au niveau de celui de ses voisins européens.

APS

INSÉCURITÉ ROUTIÈRE

Hausse des indicateurs durant les sept 1ers mois de 2021

Les indicateurs de l'insécurité routière en Algérie ont enregistré une hausse durant les sept premiers mois de 2021, par rapport à la même période de l'année dernière, selon un bilan sur les accidents de la circulation fourni par la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR).

La DNSR a fait état dans un bilan rendu public "dans le cadre de la sensibilisation quant au phénomène d'insécurité routière" d'une hausse de tous les indicateurs de l'insécurité routière en Algérie, par rapport à la même période de l'année écoulée.

Un total de 14601 accidents corporels a été enregistré, en hausse de plus de 38%.

Le nombre de morts a également augmenté de 27,44%, atteignant lors des sept premiers mois de l'année en cours 1974 morts, et celui des blessés est passé à plus de 37%, atteignant durant la même période 19576 blessés.

S'agissant des principaux indicateurs de sécurité routière durant la période de référence, le bilan précise que la catégorie des jeunes âgés entre 18 et 29 ans est la plus impliquée dans ces accidents, avec 5150 accidents corporels, soit 35,27 % du nombre global des accidents enregistrés.

Les enfants et les jeunes âgés de moins de 29 ans viennent en tête des victimes des accidents de la route, avec 914 morts ne dépassant pas 29 ans, soit 46,30 % du nombre global des victimes, contre 11386 blessés durant la même période, soit un taux de 58,16%.

Ainsi, les titulaires de permis de conduire de moins de 05 ans ont été à l'origine de 6234 accidents, soit 42.69% du total de conducteurs impliqués. La DNSR a imputé ce taux élevé d'accidents au faible niveau de formation, outre le jeune âge des conducteurs expliquant d'ailleurs leurs comportements irresponsables sur la route.

Le bilan fait ressortir également l'implication des motocyclistes, derrière pas moins de 3065 accidents, soit 20.99% du total d'accidents.

A noter que les motocyclettes ne représentent que 1.83% du parc national automobile soit 171988 motocyclettes, d'après les statistiques du parc national automobile de 2018.

Les piétons, à leur tour, sont les plus exposés aux accidents dans les zones urbaines avec 223 morts enregistrés les sept (7) premiers mois de 2021 sur un total de 411 morts et 5363 blessés sur un total de 12811 blessés dans les différents accidents survenus sur les zones urbaines, ajoute la DNSR. La DNSR indique dans son document que l'autoroute Est-Ouest et la RN 01 (Alger-Tamanrasset) enregistrent les plus lourds bilans avec respectivement 300 et 141 accidents.

Les deux routes ont connu une hausse en nombre d'accidents par rapport aux sept (7) premiers mois de l'année 2020 avec un taux de 12.06% sur la RN 01 et 01% sur l'autoroute Est-Ouest.

Par ailleurs, la RN 02 reliant Oran -Tlemcen demeure l'axe routier le plus sécurisé avec 05 accidents. La wilaya de Batna vient en tête des wilayas, enregistrant 645 accidents corporels et 879 blessés, tandis que la wilaya de Sétif a occupé la 1e place en termes de nombre de décès, à savoir 97 morts. Alger, M'sila et Chlef restent parmi les wilayas déplorant le plus d'accidents et de victimes, occupant, ainsi, des classements avancés dans tous les indicateurs (nombre d'accidents, de tués et de blessés). Dans son analyse des données enregistrées dans les wilayas précitées, la DNSR a expliqué que cette lecture ne saurait se faire "sans prendre en considération les caractéristiques de ces régions".

Alger, à titre d'exemple, est avancée comme étant la première wilaya s'agissant du parc automobile (15,75% du total des véhicules du parc national), de son réseau routier (2.364 km), et de sa densité urbaine.

De même, les wilayas de M'sila, Sétif et de Batna sont considérées comme le carrefour principal entre les régions Centre-Est et Sud du pays, ce qui induit une grande circulation des différents types de véhicules, notamment les poids lourds.

La délégation tient également à rappeler que "l'excès de vitesse, le manque de vigilance et de prudence, ainsi que l'imprudence des piétons sont les raisons principales de survenue des accidents de la circulation".

L'excès de vitesse serait à l'origine de 2224 accidents de la circulation, soit 15,23% du total des causes des accidents relatifs au facteur humain.

L'imprudence du conducteur à l'intérieur des cités a causé 2083 accidents, soit 14,27%, alors que les piétons sont impliqués dans 978 accidents de la circulation, soit l'équivalent de 6,70% du total des accidents enregistrés pendant la période susmentionnée.

BECHAR

Ouverture d'une enquête judiciaire sur la disparition d'un enfant

Une enquête judiciaire a été ouverte par la police judiciaire (PJ), relevant de la sûreté de la wilaya de Bechar suite à la disparition d'un enfant âgé de quatre (4) ans , a-t-on appris samedi auprès de la cellule de communication de ce corps sécuritaire.

"Une enquête judiciaire a été diligentée sous la supervision du procureur de la république prés le tribunal de Bechar, pour retrouver l'enfant Houaychi Ahmed Soheib disparu jeudi dans la soirée de son lieu d'habitation situé à proximité d'un oued et d'un canal d'évacuation des eaux usées au quartier de Bechar-Djedid au sud de Bechar et ce dès l'annonce de sa disparition par ses proches" a-t-on précisé.

" Les éléments des mêmes services enquêtent actuellement sur le terrain en collaboration avec d'autres services de police, de la gendarmerie nationale et la protection civile", a-t-on souligné.

Les opérations de recherches qui se sont poursuivis tôt ce matin pour la deuxième journée consécutive n'ont, malheureusement, pas permis de retrouver l'enfant disparu en cette demi journée du samedi, a indiqué , pour sa part , le sous –lieutenant Baali Abou Bakr Sedik, responsable de la cellule de communication de la direction de la protection civile.

"Nos éléments dotés de moyens logistiques conséquents ont procédé à l'exploration d'un puits et d'un jardin situé à proximité du lieu de la disparition de l'enfant, ainsi que le ratissage d'une vaste zone à proximité de l'oued et du canal d'évacuation des eaux usées", a-t-il fait savoir .

RENTRÉE SCOLAIRE À BLIDA

Plus de 46.000 livres scolaires aux points de vente agréés

Les huit points de vente ouverts, pour la première fois, en perspective de la rentrée scolaire 2021/2022 disposent de plus de 46.000 manuels scolaires (tout cycles confondus), a-t-on appris auprès du directeur du Centre de distribution des documents pédagogiques de Blida, Ait Mesbah Kaci. Il a signalé la tenue, parallèlement à ces points de vente, de la foire du livre scolaire, organisée annuellement à la veille de la rentrée scolaire. Ces points de vente, concentrés au niveau des zones à forte densité démographique aux fins de les rapprocher des citoyens, ont été repartis au niveau des centres culturels "Mohamed Khedioui" de la cité Djilali Bounaàma, et "Hadj Mahfoudh" de la cité El-wouroud Walbanafsadj du centre ville de Blida. A cela s'ajoutent, les points de vente ouverts au niveau des maisons de jeunes de la cité AADL d'Ouled Aich, la cité "Dallas" de Boufarik, face au CEM "Mehali" d'El Affroun (Ouest), le CEM "El Mourabitoune" de Meftah (extrême Est) et devant la maison de jeunes mitoyenne au CEM " Arabi Larbi" de l'Oued El Alleugue.

Toujours selon M.Ait Mesbah, cette opération devant se poursuivre jusqu'au 20 du mois courant dans le but d'assurer le livre scolaire aux élèves, par tous les moyens et au même prix, "se déroulera parallèlement à la vente des mêmes livres au niveau des établissements scolaires". Il a fait part de la distribution, au mois de juin dernier, de plus d'1,7 million de livres scolaires (tout cycles confondus) au profit des établissements scolaires de la wilaya. Le même responsable a, également, rassuré quant à la disponibilité du livre scolaire à Blida, dans les trois cycles éducatifs, a-t-il dit, soulignant la disponibilité actuellement, au niveau CDDP de la wilaya, d'un stock de 2,4 millions de manuels scolaires.

AADL 2013

Lancement du retrait des ordres de versement de la 1ère tranche

L'opération de retrait des ordres de versement de la première tranche au profit de 6.000 souscripteurs dans la formule AADL, inscrits en 2013 et dont les dossiers ont été admis, a débuté via la plateforme électronique de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL).

Supervisant cette opération au siège de l'agence, le Directeur général chargé de la gestion des services de l'agence AADL, Fayçal Zitouni, a indiqué que " le retrait des ordres de versement relatif à la première tranche concerne 6.000 souscripteurs dans la formule des logements AADL inscrits en 2013 et englobe, d'autre part, ceux dont le recours a été accepté après examen des dossiers".

Pour le même responsable, le lancement de l'opération de retrait des ordres de versement de la 1e tranche pour ces souscripteurs, intervient en application des instructions du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi qui a ordonné " la prise en charge de tous les souscripteurs qui réunissent les conditions prévues dans le décret présidentiel N 01-105 de l'année 2001". Le ministre a également donné, ajoute M. Zitouni, des instructions en vue d'examiner tous les dossiers des souscripteurs au niveau national et de répondre aux recours déposés. M. Belarbi avait présidé, lundi, une rencontre qui a regroupé les cadres du secteur, lors de laquelle, a été abordé le calendrier des souscripteurs concernés par le versement de la première tranche, parmi ceux dont le recours a été accepté et ayant été inscrits en 2013. Dans le même contexte, M. Zitouni a annoncé la création d'une autre application électronique vers la fin du mois courant, laquelle permettra aux souscripteurs inscrits en 2013 et qui n'ont pas des dossiers admis et qui réunissent les conditions d'accès aux logements de formule AADL, peuvent s'inscrire dans la base électronique et déposer les documents demandés.

Et d'ajouter: "avec cette opération, le dossier des souscripteurs qui n'ont pas versé la première tranche des redevances de leur logement, sera clôturé".

Retrait des ordres de versement de la 4e tranche fin septembre aux souscripteurs concernés par la remise des clés le 1e novembre prochain

Concernant la livraison des logements AADL programmée le 1e novembre prochain, M. Zitouni a indiqué que dans le cadre de la préparation de cette opération, il sera procédé à l'intensification des visites sur le terrain, en vue de s'enquérir de la disponibilité des logements et du déroulement des travaux, en vue de les livrer, le jour de la célébration de la fête du déclenchement de la Glorieuse révolution du 1e Novembre.

A cet effet et selon le responsable de l'Agence AADL, les souscripteurs bénéficiaires de l'opération de remise des clés en novembre pourront retirer les ordres de versement de la quatrième tranche des redevances de leurs logements, sans toutefois révéler le nombre de souscripteurs concernés par cette opération. A rappeler que l'opération de retrait de la première tranche a été effectuée avec succès pour les souscripteurs qui se sont présentés à l'agence à cet effet, d'autant qu'ils ont reçu les ordres de versement après avoir accédé à la plateforme électronique de l'AADL, a constaté sur place l'APS.

APS

CLIMAT

Guterres et Johnson organisent un sommet sur le climat à l'ONU avant la COP26

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres et le Premier ministre britannique Boris Johnson organisent lundi un sommet mondial à huis clos sur le climat afin de doper la mobilisation des Etats à l'approche de la COP26 en Ecosse.

Cette réunion d'une quarantaine de dirigeants se tient le 20 septembre, à la veille de l'ouverture officielle des débats de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, qui retrouvera cette année une forme de normalité avec des débats et des réunions physiques.

"L'AG de l'ONU est le dernier grand rendez-vous international avant la COP26" programmée du 31 octobre au 12 novembre à Glasgow, a fait valoir l'ambassadrice du Royaume-Uni à l'ONU Barbara Woodward, martelant que "le changement climatique sera la première des priorités" de son pays.

D'après un diplomate à l'ONU, la réunion à huis clos permettrait un dialogue "franc" entre les participants plutôt que des "déclarations" d'intention "préparées à l'avance". La liste

précise des participants n'est pas encore connue: elle devrait inclure les dirigeants d'Etats du G20 et ceux des pays insulaires menacés par le dérèglement climatique. Rien ne dit que le président américain Joe Biden - qui doit s'exprimer mardi à la tribune de l'Assemblée - sera présent, ni son homologue chinois Xi Jinping.

Le réchauffement de la planète pourrait atteindre le seuil de +1,5 C autour de 2030, dix ans plus tôt qu'estimé en 2018, menaçant l'humanité de nouvelles catastrophes "sans précédent" après des canicules et inondations en série ces dernières années, se sont alarmés en août des experts climat de l'ONU (Giec).

Selon ce rapport d'évaluation, les êtres humains sont "indiscutablement" responsables des dérèglements climatiques et n'ont d'autre choix que de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre, s'ils veulent en limiter les dégâts.

Et si ces émissions ne sont pas drastiquement réduites, les +2 C seront dépassés au cours du siècle.

Ce qui signerait l'échec de l'Accord de Paris et son objectif de limiter le réchauffement "bien en-deçà" de +2 C, si possible +1,5 C.

Aide climat : les promesses des pays riches toujours pas tenues, selon l'OCDE

Le financement climat fourni par les pays développés aux pays en développement a atteint 79,6 milliards de dollars en 2019, a indiqué vendredi l'OCDE, un montant encore loin des promesses avant même d'intégrer l'impact de la crise sanitaire.

Les pays du Nord se sont engagés en 2009 à Copenhague à porter à 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 l'assistance aux pays du Sud pour s'adapter aux impacts du changement climatique et réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

Cette promesse est, depuis, un sujet récurrent de colère des pays pauvres, premières victimes des effets du dérèglement climatique, qui dénoncent le manque de solidarité des pays riches, principalement responsables de ce réchauffement. Et le sujet sera sans aucun doute un des points de contentieux de la conférence climat COP26 de Glasgow en novembre. Selon l'OCDE, cette aide Nord-Sud (publique et fonds privés mobilisés par l'intermédiaire de mécanismes publics) a atteint 79,6 milliards de dollars en 2019, soit une augmentation de seulement 2% par rapport à 2018 (78,3 milliards). Alors que le taux de croissance de cette aide ne cesse de ralentir depuis 2017, il faudrait au contraire une augmentation massive de 20 milliards en 2020 pour atteindre l'objectif.

Les chiffres pour 2020, qui risquent d'être affectés par les conséquences de la pandémie ne seront pas disponibles avant 2022. Quand ces données seront disponibles, "une analyse rigoureuse sera conduite pour tirer les leçons", indique l'OCDE.

"L'étendue de l'impact de la crise du Covid-19 et de ses répercussions sur la finance climat" sera également évaluée à ce moment-là, alors que les pays les plus pauvres ont eux-mêmes été frappés durement par la pandémie. En 2019, les fonds destinés à des actions de réduction des émissions représentent toujours les deux-tiers du total, avec un accent sur les secteurs de l'énergie et des transports.

Même si les aides destinées à l'adaptation aux impacts du changement climatique ont augmenté de 20% à 20,1 milliards de dollars.

Quant à la répartition géographique, l'Asie est toujours le principal bénéficiaire (43%), devant l'Afrique (26%) et les Amériques (17%).

Tous les ans, les évaluations de l'OCDE sont contestées par des ONG mettant en doute la sincérité de certains financements étiquetés "climat".

Même si la promesse de 100 milliards de dollars d'aide annuelle était respectée, cela serait loin du compte pour permettre aux pays les plus pauvres de se préparer au réchauffement et ses impacts dévastateurs.

BRÉSIL

Report d'un jugement crucial sur les terres des indigènes

La Cour suprême du Brésil a reporté sine die un jugement-clé sur la démarcation de terres indigènes, un des juges ayant demandé plus de temps pour analyser le dossier. Dans ce jugement, les 11 magistrats de la haute cour doivent statuer sur la validité du "cadre temporel" accordant des droits aux indigènes seulement sur les terres qu'ils occupaient l'année de la promulgation de la Constitution en 1988.

Mercredi, il y avait un vote pour et un vote contre quand le juge Alexandre de Moraes a demandé le report, considérant que certains aspects devaient être analysés plus en profondeur. Le jugement devra être repris à une date ultérieure, sans aucun délai fixé, ce qui pourrait repousser la décision finale de la Cour suprême de plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

La semaine dernière, le premier juge à se prononcer, le rapporteur Edson Fachin, avait voté contre le "cadre temporel", estimant qu'il empêcherait les indigènes "d'exercer pleinement leur droit" à occuper leurs terres ancestrales.

Mercredi, le juge Kassio Nunes Marques, nommé récemment à la Cour suprême par le président d'extrême droite Jair Bolsonaro, a au contraire voté pour.

Selon lui, l'absence de ce "cadre temporel" risquerait de donner "la possibilité d'augmenter indéfiniment l'étendue" des terres indigènes.

Une thèse défendue par le puissant lobby de l'agronégoce mais contraire à la Constitution, pour les communautés indigènes. Selon eux, de nombreuses terres ancestrales n'étaient pas occupées par les autochtones en 1988 parce qu'ils en avaient été évincés au fil des siècles, notamment durant la dictature militaire (1964-1985). "Beaucoup de communautés indigènes attendent la démarcation de leurs territoires, ce report du jugement donne plus de temps aux envahisseurs pour exploiter illégalement ces terres", a déploré dans un communiqué Eloy Terena, juriste de la l'Association des peuples indigènes du Brésil (Apib).

De nombreuses terres indigènes subissent des intrusions d'orpailleurs et de trafiquants de bois, avec des conséquences environnementales catastrophiques, comme la pollution des fleuves et la déforestation.

Peu après son élection, Jair Bolsonaro avait annoncé qu'il ne cèderait "pas un centimètre de plus" aux indigènes dont les territoires couvrent 13% du pays.

Si la Cour suprême du Brésil devait valider la notion de "cadre temporel", les peuples autochtones pourraient se voir expulsés de leurs terres s'ils ne parviennent pas à prouver qu'ils les occupaient en 1988.

JAPON

Une alerte après l'éruption d'un volcan

Le Japon a émis une alerte vendredi après l'éruption d'un volcan dans le sud-ouest du pays, qui a projeté de gros rochers à près d'un kilomètre du cratère, a rapporté l'agence de presse Kyodo.

Selon Kyodo, aucun blessé n'a été signalé dans l'immédiat après l'éruption du mont Otake, sur une île de la préfecture de Kagoshima. L'Agence météorologique japonaise a fixé le niveau d'alerte à trois - sur une échelle de cinq, où cinq déclenche l'évacuation - pour restreindre l'accès à la zone autour du volcan après l'éruption vers 2h00 du matin (1700 GMT jeudi). De multiples "explosions" initiales ont eu lieu dans le cratère jeudi, a indiqué l'agence, citée par Kyodo, qui a prévenu que de gros rochers projetés par le volcan pourraient atterrir dans un rayon de deux kilomètres.

Une éruption similaire a eu lieu au Mont Otake en mars, pour laquelle l'agence météorologique avait également émis une alerte de niveau 3. Le Japon, qui compte de nombreux volcans actifs, se trouve sur la "ceinture de feu" du Pacifique, où une grande partie des tremblements de terre et des éruptions volcaniques du monde sont enregistrés.

GUINÉE

Le ministère de la Santé déclare la fin de l'épidémie de fièvre Marburg

Au terme d'une surveillance renforcée de 42 jours, durée d'incubation, dans la zone épidémique, et étant donné qu'aucun cas suspect n'a été détecté dans la localité, le secrétaire général du ministère de la Santé, Sékou Condé a annoncé dans une déclaration rendue publique jeudi la fin de l'épidémie de fièvre Marburg en Guinée.

M. Condé a rappelé que la Guinée avait enregistré le 2 août dernier, un cas de la fièvre de Marburg dans la sous-préfecture de Témèssadou M'Bokè, relevant de la préfecture de Guéckedou, située à plus de 700 km au sud-ouest de Conakry.

Ce cas avait fait l'objet d'une riposte appropriée dont le suivi régulier de 173 contacts s'est achevé sans aucun cas suspect.

"En application du règlement sanitaire international, le ministère de la Santé en collaboration avec ses partenaires, déclare la fin de l'épidémie de la fièvre de Marburg dans la préfecture de Guéckedou", a dit M.

Condé dans sa déclaration.

Il a par ailleurs fait savoir qu'une enquête écologique sur les chauves-souris initiée le 25 août se poursuivait pour clarifier l'origine animale de cette épidémie.

Dans le souci d'éviter une résurgence de la maladie, plusieurs mesures préventives ont été prises, dont la poursuite de la sensibilisation de la population sur les symptômes, le mode de transmission de cette maladie et la consommation de la viande des chauves-souris.

De même, des plateformes One Health ont été mises en place pour la surveillance renforcée des cas. Le ministère de la Santé a saisi cette occasion pour remercier les autorités et les leaders communautaires de la localité pour leur implication dans la gestion de cette épidémie.

Il a aussi remercié les partenaires qui ont accompagné le gouvernement guinéen dans sa réponse face à la situation.

ETATS UNIS

Un juge ordonne aux Etats-Unis de suspendre le refoulement des familles de migrants

Un juge fédéral a ordonné jeudi au gouvernement américain de suspendre le refoulement immédiat des familles de migrants interpellées à la frontière sous couvert de lutte contre le Covid-19.

Le magistrat Emmet Sullivan, qui a donné 14 jours aux autorités pour se plier à sa décision, a estimé qu'il existait suffisamment de mesures alternatives pour limiter la propagation du virus.

"Considérant la grande disponibilité des tests, des vaccins et d'autres mesures sanitaires, la Cour n'est pas convaincue que la transmission du Covid-19 lors des procédures à la frontière ne puisse pas être contenue", a-t-il écrit dans son arrêt long d'une cinquantaine de pages.

Au début de la pandémie, le gouvernement du républicain Donald Trump avait invoqué une règle sanitaire pour ordonner d'expulser tous les migrants entrés clandestinement aux Etats-Unis.

Depuis son arrivée à la Maison Blanche, le démocrate Joe Biden a suspendu la pratique pour les mineurs isolés, tout en continuant à refouler les familles et les adultes au grand dam des associations de défense des migrants, qui ont salué jeudi la décision du juge Sullivan.

"Il y a longtemps que le président Biden aurait dû mettre un terme à cette politique cruelle et illégale et le tribunal a raison de la rejeter aujourd'hui", a notamment commenté Omar Jadwat de l'organisation de défense des droits humains ACLU, cité par l'agence AFP.

Il est toutefois probable que le gouvernement, confronté à des flux migratoires historiques à la frontière avec le Mexique, fasse appel. Plus de 200.000 arrestations ont encore eu lieu en août à la frontière sud, dont 86.000 migrants voyageant en famille, selon les derniers chiffres officiels. Il s'agit du niveau le plus élevé depuis une vingtaine d'années. L'opposition républicaine accuse depuis des mois le président Biden d'avoir provoqué une "crise migratoire" en assouplissant les mesures de son prédécesseur.

APS

VACCINATION CONTRE LA COVID-19

Les services de santé militaire participent à la campagne nationale de vaccination

La Direction centrale des services de santé militaire (DCSSM) du ministère de la Défense nationale (MDN) a participé, samedi dernier, à la campagne nationale de vaccination contre le coronavirus (Covid-19), à travers la mobilisation de "staffs médicaux qualifiés" composés de médecins et d'infirmiers relevant des services de santé militaire, "dotés de tous les moyens matériels nécessaires à la réussite de l'opération", indique lundi un communiqué du MDN.

"Dans le cadre des efforts continus visant à renforcer le système de santé nationale, pour lutter contre la propagation du Coronavirus, et en exécution des instructions du Haut Commandement de l'Armée nationale populaire, la DCSSM du MDN a participé à la campagne nationale de vaccination, et ce en déployant samedi 11 septembre 2021, des points de vaccination dans les différentes Régions militaires, avec la mobilisation de staffs médicaux qualifiés composés de médecins et d'infirmiers relevant des services de santé militaire, dotés de tous les moyens matériels nécessaires à la réussite de l'opération", précise la mêm e source.

"D'autre part, des caravanes médicales ont été dirigées aux différents secteurs militaires à travers l'ensemble des Régions militaires, notamment vers les zones reculées afin de prendre en charge les citoyens, particulièrement les nomades", ajoute le communiqué, soulignant que cette campagne "a permis, en sus de la vaccination des citoyens, de prodiguer des examens médicaux spécialisés ainsi que de sensibiliser les citoyens sur les mesures de prévention des différentes maladies pandémiques et infectieuses".

Le MDN signale que "les citoyens ayant bénéficié de cette campagne médicale à travers les régions du pays ont exprimé leur satisfaction de cette initiative et leurs vifs remerciements pour les nobles efforts fournis par l'ANP, en apportant aide et assistance aux différentes franges de la population, et en se tenant à leur coté en toutes circonstances".

ILLIZI

Mise en place de sept points de vaccination pour le personnel de l'éducation

Sept (7) points de vaccination anti Covid-19, en faveur des personnels du secteur de l'Education nationale, ont été mis en place à travers la wilaya d'Illizi, a-t-on appris mardi auprès de la Direction locale du secteur.

Ces points de vaccination ont été ouverts au niveau des unités de dépistage scolaire (UDS), a précisé la source en signalant que 64% du personnel de la communauté scolaire ont été jusque là touchés et que les efforts se poursuivent pour en cibler le plus grand nombre possible.

Pour la nouvelle rentrée scolaire, 17.011 élèves devront rejoindre dans une semaine leurs établissements dans la wilaya d'Illizi, a affirmé le directeur de wilaya du secteur, Abdedaim Abdedaim.

Ils sont répartis entre les cycles du primaire (10.350 élèves), du moyen (5.032) et du secondaire (1.629), et devront entamer une nouvelle année scolaire dans des conditions de strict respect des mesures de prévention de la Covid-19, a-t-il ajouté.

Pour cette nouvelle année scolaire, le secteur s'est renforcé de nouvelles structures socio-pédagogiques, dont un collège de substitution (de type Base-6) dans la commun e de Debdeb et d'un groupement scolaire à In-Amenas, en plus de salles d'extension, de stades et cantines scolaires dans divers établissements, en vue d'y améliorer les conditions de scolarité, a fait savoir M.Abdedaim.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

201 nouveaux cas, 177 guérisons et 11 décès

Deux cent un (201) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 177 guérisons et 11 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, samedi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 201.425 dont 201 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 5.681 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 137.775 cas. Par ailleurs, 28 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 21 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 22 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 5 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Le Gouvernement envisage de tenir des Assises nationales sur la santé (Premier ministre)

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a annoncé, jeudi, que le Gouvernement envisage, sur instruction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de tenir des Assises nationales sur la santé en vue de procéder à une évaluation "minutieuse" du secteur et trouver des "solutions pratiques applicables sur le terrain".

En réponse aux préoccupations et questions des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) lors du débat du Plan d'action du gouvernement (PAG), le Premier ministre a indiqué que ces assises nationales seront une "halte majeure et décisive pour un diagnostic précis de la situation sanitaire en Algérie, desquelles devront donner lieu à des solutions pratiques et applicables sur le terrain".

Dans le même contexte, il a révélé la volonté du Gouvernement d'"engager, dans les plus brefs délais, une révision de l'ensemble du système de santé en procédant à une réforme profonde et globale basée principalement sur la révision de la carte sanitaire à travers l'adoption de nouvelles normes qui prennent en compte les besoins réels de chaque région, sur la base d'un diagnostic précis et de données objectives".

M. Benabderrahmane a expliqué que le gouvernement, à travers cette démarche, élaborera "une feuille de route équilibrée menant à un système de santé qui répond aux aspirations des citoyens pour une couverture sanitaire conforme aux normes internationales, avec la participation de tous les acteurs du secteur." Le Premier ministre a également salué les efforts et les sacrifices de "l'Armée blanche" tout au long de la crise sanitaire provoquée par la pandémie de Covid 19, soulignant son accord pour "lever le gel des projets de réalisation des établissements hospitaliers et des établissements de santé de proximité, notamment dans les régions éloignées et dans le Grand sud".

A cette occasion, il a indiqué que le Gouvernement plaçait parmi ses priorités "la modernisation du secteur, notamment dans le domaine de la gouvernance et de la gestion du système sanitaire, que ce soit au niveau central ou local ou au niveau des établissements eux-mêmes afin de développer et d'améliorer les mécanismes de gestion basés sur la planification et l'introduction des systèmes d'information et de tous les systèmes de contrôle de gestion financière.

Concernant les projets en suspend, le Premier ministre a fait savoir que sur instructions du président de la Républiques, il sera procédé à la levée du gel sur les projets ayant été suspendus en raison du manque de ressources financières", soulignant que cette opération devra être effectué conformément à la nouvelle carte sanitaire avec organisation des priorités et en prenant en considération les besoins de chaque région".

M. Benabderrahmane a rassuré les citoyens des wilayas du Sud et des Hauts plateaux que le Gouvernement "a placé la question de l'amélioration de la couverture sociale au profit des habitants de ces régions parmi les priorités de ses objectifs en mettant en place des programmes spécifiques à prendre en considération lors de la révision de la nouvelle carte sanitaire".

En dépit de toutes les critiques faites sur le système sanitaire national, le Premier ministre a affirmé que l'Algérie "intervient en tête des pays arabes et occupe la 3e place au niveau continental en termes d'indicateurs de développement humain, où elle dispose de plus de 361 établissements hospitaliers et plus de 8.070 polycliniques et salles de soins, outre plus de 100 centres de dialyse, 13 centres de lutte contre le cancer et 433 centres de proximité d'accouchement".

Le secteur participe, en outre, au système sanitaire à travers 660 établissements hospitaliers et centres sanitaires dans plusieurs spécialités, en sus de 6 centres de lutte contre le cancer qui fonctionnent au système de contractualisation avec le secteur de la santé publique et les organes de sécurité sociale".

Concernant les ressources humaines, l'Algérie compte plus de 56.700 praticiens dont 4518 enseignants universitaires, 14.774 praticiens spécialistes, 28.100 praticiens généralistes, 2192 pharmaciens et 7119 chirurgiens dentistes".

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Les établissements de fabrication appelés à conformer leurs dossiers

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique a appelé les établissements pharmaceutiques de fabrication, régulièrement autorisés, à conformer leurs dossiers aux nouvelles dispositions réglementaires introduites par l'article 27 du décret exécutif n 21-82 relatif aux établissements pharmaceutiques et les conditions de leur agrément, selon un communiqué du ministère.

Selon le document, publié mercredi sur la page Facebook officielle du ministère, "les établissements pharmaceutiques de fabrication régulièrement autorisés à la date de publication du décret exécutif au journal officiel, sont tenus de se rapprocher, au plus tôt de la sous-direction de la production et du développement industriel, et ceci afin de conformer leurs dossiers aux nouvelles dispositions réglementaires".

En outre, le ministère a rappelé qu'au-delà de la date du 23 février 2022, et ce, conformément au décret, aucun agrément autre que celui délivré par les services compétents du ministère chargé de l'industrie pharmaceutique ne sera valable.

APS

PANDEMIE DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE

Au moins 4.667.150 morts

La Covid-19 a fait au moins 4.667.150 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019 en Chine, selon un bilan annoncé vendredi par des sources officielles.

Plus de 226.967.810 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois. L'OMS estime même, en prenant en compte la surmortalité directement et indirectement liée au Covid-19, que le bilan de la pandémie pourrait être deux à trois fois plus élevé que celui officiellement recensé. Une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques reste aussi non détectée malgré l'intensification du dépistage dans de nombreux pays.

Sur la journée de jeudi, 10.745 nouveaux décès et 668.063 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 3.412 nouveaux morts, la Russie (791) et le Brésil (643).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 670.009 décès pour 41.785.979 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 589.240 morts et 21.069.017 cas, l'Inde avec 444.248 morts (33.381.728 cas), le Mexique avec 270.348 morts (3.549.229 cas), et le Pérou avec 198.891 morts (2.164.380 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 603 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Hongrie (312), la Bosnie (310), la Macédoine du Nord (306), le Monténégro (290), et la Bulgarie (285).

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisent 1.469.094 décès pour 44.167.050 cas, l'Europe 1.282.699 décès (65.661.937 cas), l'Asie 818.640 décès (52.531.145 cas), les Etats-Unis et le Canada 697.319 décès (43.347.188 cas), l'Afrique 204.948 décès (8.125.992 cas), le Moyen-Orient 192.537 décès (12.980.077 cas), et l'Océanie 1.913 décès (154.425 cas).

FRANCE

L'obligation vaccinale est entrée en vigueur, les réfractaires très minoritaires

L'obligation vaccinale contre le Covid-19 est entrée en vigueur mercredi en France pour 2,7 millions de professionnels: hôpitaux, maisons de retraite, soignants libéraux, aides à domicile, pompiers, ambulanciers.

Mais une petite minorité n'a toujours pas reçu de première dose. L'ultimatum a expiré. Deux mois après son annonce par Emmanuel Macron, l'obligation vaccinale s'applique à tout le système de soins, au sens large. Les contrevenants sont prévenus: sans justifier d'une première injection, d'une contre-indication vaccinale ou d'une contamination récente, ils "ne peuvent plus exercer leur activité", selon la loi du 5 août.

Cela doit se traduire pour eux par la suspension immédiate du contrat de travail, sans rémunération - à moins d'utiliser des jours de congés.

Suspension de 3.000 soignants non vaccinés (ministre)

Quelque 3.000 soignants non-vaccinés contre le Covid-19 après ont été suspendus, après l'entrée en vigueur mercredi en France de l'obligation vaccinale pour ces professionnels, a annoncé jeudi le ministre de la Santé Olivier Véran.

"Il y a eu hier quelque 3.000 suspensions qui ont été signifiées à du personnel des établissements de santé ou médico-sociaux qui n'étaient pas encore rentrés dans un parcours de vaccination", a déclaré M. Véran sur la radio RTL, ajoutant qu'il y avait eu également "quelques dizaines de démissions".

"Nous parlons d'un public de 2,7 millions de salariés", a ajouté le ministre, assurant que "la continuité des soins a été assurée".

Selon lui, "un grand nombre de ces suspensions ne sont que temporaires" et concernent "essentiellement du personnel des services supports", "très peu de blouses blanches".

L'obligation vaccinale contre le Covid-19 est entrée en vigueur mercredi pour 2,7 millions de professionnels de santé en France: des hôpitaux, maisons de retraite, soignants libéraux, aides à domicile, pompiers, ambulanciers. D'après Santé publique France (SpF), qui se base sur des échantillons de l'Assurance maladie, au 12 septembre, 89,3% des soignants avaient reçu au moins une dose dans les structures accueillant des personnes âgées dépendantes (Ehpad, USLD). Dans la population totale, 73,9% des personnes avaient au moins reçu une injection. Les contrevenants, qui ne justifient pas d'une première injection, d'une contre-indication vaccinale ou d'une contamination récente, "ne peuvent plus exercer leur activité", selon une loi française du 5 août.

Plus de 115.000 personnes sont mortes du Covid depuis le début de l'épidémie en France.

GUINÉE ÉQUATORIALE

Obligation vaccinale étendue et nouveau couvre-feu réinstauré

Le président de la Guinée équatoriale a étendu vendredi de manière drastique l'obligation vaccinale, réinstauré un couvre-feu et durci les conditions de voyage, en invoquant une troisième vague "inquiétante" de Covid-19 dans ce petit pays d'Afrique centrale.

Le décret impose désormais un cycle complet de vaccination à tous les fonctionnaires quand seuls ceux relevant de la santé, de la sécurité et de l'éducation y étaient soumis. Mais aussi et surtout à toute personne qui effectue physiquement une démarche auprès d'une administration. Même obligation pour tout étudiant de plus de 18 ans pour s'inscrire dans une école ou à l'université. Mais le décret ne dit rien du délai restant aux fonctionnaires pour se faire vacciner. "A compter du 17 septembre et jusqu'au 15 octobre, un couvre-feu est instauré de 18H00 à 6H00", selon ce décret qui annonce aussi le "déploiement de forces de l'ordre pour le faire respecter".

Le chef de l'Etat, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, qui dirige à 79 ans ce petit Etat pétrolier depuis plus de 42 ans, invoque une "troisième vague d'infections (...) observée avec une profonde inquiétude", dans un décret présidentiel lu en boucle à la Radiotélévision de Guinée équatoriale (RTVGE), média d'Etat.

Depuis mi-août, Malabo fait état d'une troisième vague de Covid-19 même si, comme nombre de ses voisins d'Afrique équatoriale, le pays a jusqu'alors été relativement épargné par le virus, avec un total cumulé affiché de 11.063 cas depuis avril 2020 et 137 morts pour une population de quelque 1,4 million d'habitants répartis sur la partie continentale et les cinq îles qui composent le pays.

Ces chiffres du ministère de la Santé ont cependant connu une hausse plus brutale ces sept derniers jours avec 771 nouvelles infections annoncées et cinq décès pour 1.414 cas actifs.

Seules quelque 161.000 personnes ont reçu deux injections de vaccin à ce jour, et plus de 214.000 une seule, selon le ministère.

Le décret durcit également les conditions de voyage: en plus du test PCR négatif maintenu, tout passager d'un avion ou d'un navire devra produire un certificat de vaccination. Et le président Obiang réduit le nombre de rotations aériennes autorisées à une par semaine par compagnie pour les vols internationaux et trois pour les liaisons entre les parties continentale et insulaires. Tout passager en provenance de l'étranger sera soumis à une quarantaine de cinq jours à l'hôtel à ses frais.

CAMBODGE

Début de vaccination des enfants à partir de six ans

Le Cambodge a commencé vendredi à vacciner les enfants dès l'âge de six ans contre le coronavirus, bien que l'OMS n'ait encore approuvé aucun vaccin pour les moins de 12 ans. Le pays d'Asie du Sud-Est a été salué pour sa campagne de vaccination, avec 98% des adultes ayant reçu au moins une dose à ce jour, selon le ministère cambodgien de la Santé. Vendredi, le petit-fils du Premier ministre Hun Sen a été parmi les premiers enfants a recevoir une dose du vaccin chinois Sinovac devant des journalistes à Phnom Penh. "Il est nécessaire que nous fassions cela car nous devons prendre de l'avance", a déclaré Hun Sen. Le royaume prévoit d'administrer deux doses de Sinovac aux enfants âgés de six à 12 ans, ainsi qu'une dose de rappel plus tard. Le Sinovac a été approuvé pour les adultes dans plus de 50 pays, mais jusqu'ici seule la Chine a autorisé son utilisation chez les enfants et a récemment commencé à le donner à des millions de jeunes de trois ans et plus. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les bénéfices d'une vaccination des moins de 12 ans ne sont pas encore prouvés. "Il est nécessaire de disposer de davantage de données sur l'utilisation des différents vaccins Covid-19 chez les enfants pour pouvoir formuler des recommandations générales", a déclaré l'agence sanitaire des Nations unies. Une étude mondiale sur l'efficacité du vaccin Sinovac chez les jeunes âgés de six mois à 17 ans a été lancée la semaine dernière. La recherche portera sur 14.000 enfants et adolescents en Afrique du Sud, au Chili, au Kenya, en Malaisie et aux Philippines. Mais Hun Sen, l'homme fort qui dirige le Cambodge depuis plus de trois décennies, a rejeté les préoccupations en matière.

CHINE

Pékin affirme avoir entièrement vacciné plus d'un milliard d'habitants

Le gouvernement chinois a affirmé jeudi avoir entièrement vacciné plus d'un milliard d'habitants contre le nouveau coronavirus (Covid-19), soit plus de 70% de sa population.

Le pays le plus peuplé de la planète (1,4 milliard d'habitants), où le coronavirus a fait son apparition fin 2019, avait distribué au total 2,16 milliard de vaccins en date du 15 septembre, a annoncé devant la presse le porte-parole du ministère de la Santé, Mi Feng. Le premier pays touché par la pandémie a également été le premier à s'en sortir dès le printemps 2020, après l'adoption de mesures radicales, notamment la détection généralisée et la quasi-fermeture de ses frontières. Il fait encore face sporadiquement à des regains épidémiques limités, comme ces derniers jours dans la province du Fujian (est), avec une cinquantaine de cas détecté chaque jour. Le nombre officiel de morts du Covid reste fixé à 4.636. Le pays a commencé dès la fin de l'an dernier à vacciner sa population principalement à l'aide de deux vaccins distribués en deux doses par les laboratoires Sinovac et Sinopharm.

Pékin n'a pour l'heure pas autorisé la commercialisation de vaccins étrangers sur son sol.

ITALIE

Généralisation du pass sanitaire à tous les lieux de travail

Le gouvernement italien s'apprête à généraliser l'obligation sur le lieu de travail du pass sanitaire qui sera exigé aussi bien dans le secteur public que privé, selon un projet présenté jeudi soir en conseil des ministres.

"Le gouvernement est prêt à accélérer sur le pass sanitaire (...) Nous nous dirigeons vers l'obligation du pass sanitaire non seulement dans le secteur public mais aussi dans le secteur privé", a déclaré la ministre des Affaire régionales Mariastella Gelmini au micro de Radio Rai. A partir du 15 octobre, le "green pass", nom donné en Italie au pass sanitaire, serait donc exigé sur tous les lieux de travail, un dispositif qui de fait n'exclut donc que les retraités, les femmes et hommes au foyer et les chômeurs, selon des médias italiens. Objectif de cette mesure: augmenter au maximum le taux de vaccination avant l'arrivée du froid qui risque de favoriser un regain des contagions. A ce stade, près de 75% de la population âgée de plus de douze ans est vaccinée, soit 40,46 millions de personnes. "Le vaccin est notre arme unique contre le Covid", a souligné Mariastella Gelmini. L'Italie a été le premier pays européen touché gravement par la pandémie qui a fait plus de 130.000 morts dans la péninsule et entraîné en 2020 la récession la plus grave depuis l'après-guerre. La décision de généraliser le pass sanitaire est le fruit de longues discussions entre le gouvernement, les partis politiques composant la large coalition au pouvoir et les partenaires sociaux (syndicats et patronat).

APS

DIABÈTE
LES SYMPTÔMES QU'IL FAUT RECONNAÎTRE

Le diabète est une maladie chronique qui peut avoir des conséquences graves pour la santé. On fait le point sur les symptômes qui peuvent traduire une hyperglycémie chronique.

Environ 5 % de la population française souffre de diabète, une maladie qui se caractérise par une hyperglycémie chronique – c'est-à-dire : par un taux de sucre dans le sang (glycémie) anormalement élevé en permanence.

DANS LE DÉTAIL, ON DISTINGUE 2 TYPES DE DIABÈTE :

Le diabète de type 1 (ou DT1) est le plus rare puisqu'il ne représente que 10 % des cas de diabète. Il s'agit d'une maladie auto-immune : le système immunitaire détruit les cellules du pancréas chargées de sécréter l'insuline, l'hormone qui régule la glycémie. Le DT1 apparaît plutôt durant l'enfance ou l'adolescence.

Le diabète de type 2 (DT2) est plus répandu : il survient lorsque les cellules de l'organisme deviennent résistantes à l'insuline, ce qui conduit le sucre à rester en circulation dans l'organisme, d'où l'hyperglycémie chronique. Le DT2 survient plutôt vers 40 ans.

LE DIABÈTE EST PARFOIS ASYMPTOMATIQUE

Contrairement aux idées reçues, le diabète (DT1 ou DT2) est une maladie grave : parce que le sucre peut attaquer les vaisseaux sanguins et les nerfs, on peut observer le développement d'une rétinopathie diabétique (avec une baisse de l'acuité visuelle), d'une insuffisance rénale chronique (les reins ne sont plus capables de filtrer le sang), d'un accident cardiovasculaire (un accident vasculaire cérébral ou un infarctus du myocarde, par exemple), de neuropathies... Attention ! Le diabète (et surtout le diabète de type 2) n'est pas toujours symptomatique : il peut parfois rester longtemps silencieux avant d'être diagnostiqué !

1/9 - La fatigue

Les personnes diabétiques souffrent souvent d'une fatigue intense – celle-ci peut même perdurer au repos. En effet : le sucre sert normalement de "carburant" à l'organisme.

Or, en cas d'hyperglycémie chronique, le sucre "stagne" dans les vaisseaux sanguins et ne peut pas être utilisé par les cellules, d'où une fatigue persistante.

2/9 - La vision floue

Le diabète s'attaque aux petits vaisseaux sanguins (les capillaires) qui circulent dans les yeux : les diabétiques peuvent donc souffrir d'une vision "floue" (pas forcément en permanence), mais aussi d'une sécheresse oculaire, d'un dédoublement brutal de la vue (on voit "double") ou encore de difficultés à percevoir les couleurs.

3/9 - Une soif intense

Chez une personne diabétique, les reins travaillent beaucoup plus pour éliminer le sucre qui est en excès dans le sang (c'est l'hyperglycémie) : en résulte une soif intense (on parle de polydipsie) et... une envie de faire pipi beaucoup plus fréquente (on parle de polyurie).

4/9 - Des infections fréquentes

On le sait : les bactéries se multiplient et se développent plus facilement dans un environnement chargé en sucre. Or, les diabétiques souffrent d'une hyperglycémie chronique, c'est-à-dire d'un taux de sucre dans le sang anormalement élevé en permanence : ils présentent donc un risque accru d'infections bactériennes – d'autant plus que l'hyperglycémie a tendance à affaiblir le système immunitaire.

5/9 - Des infections urinaires à répétition

Cystite, urétrite, pyélonéphrite... Les infections urinaires sont fréquentes chez les diabétiques (et surtout chez les femmes) notamment parce que l'urine est sucrée et parce que l'hyperglycémie chronique peut perturber la vidange de la vessie.

6/9 - Une cicatrisation difficile

Le diabète a tendance à ralentir la cicatrisation des plaies : ce phénomène (qui n'est pas encore totalement compris) serait lié à des processus inflammatoires ainsi qu'à un transport de l'oxygène dans les vaisseaux sanguins moins efficace. Les diabétiques présentent donc un risque accru de plaies chroniques – lorsque celles-ci apparaissent aux pieds, il y a un véritable risque d'amputation.

7/9 - Des troubles digestifs

L'excès chronique de sucre dans le sang qui caractérise le diabète peut être à l'origine de perturbations au niveau de la flore intestinale : on peut voir proliférer des "mauvaises bactéries" ainsi que des agents pathogènes. En résultent des troubles digestifs : brûlures d'estomac, ballonnements, nausées, vomissements, diarrhée et/ou constipation...

8/9 - Un coma acidocétosique

Ce symptôme ne concerne que le diabète de type 1 : à cause de l'acidification du sang (qui est provoquée par cette fameuse hyperglycémie chronique), la personne qui souffre d'un DT1 peut subir un coma acidocétosique. Très impressionnant, ce symptôme neurologique constitue parfois le premier signe du diabète de type 1.

9/9 - Un amaigrissement

Là encore, il s'agit d'un symptôme spécifique au diabète de type 1 : malgré une polyphagie (c'est-à-dire : un appétit anormalement important), les diabétiques DT1 perdent du poids puisque les cellules, qui ne peuvent pas utiliser le sucre pour fonctionner, puisent dans les réserves de graisse et dans la masse musculaire.

QUAND L'HYPERTENSION MASQUE LE DIABÈTE

Pour la 9e édition de la Semaine nationale de prévention du diabète, la Fédération française des diabétiques a choisi de mettre l'accent sur le lien entre le diabète et l'hypertension. Plus de 11 millions de personnes suivent quotidiennement un traitement contre l'hypertension artérielle, auxquelles il faut ajouter 3 à 4 millions d'hypertendus qui ignorent leur pathologie, soit un total représentant plus de 20 % de la population française. Or, l'hypertension artérielle constitue un facteur de risque important dans l'apparition d'un diabète de type 2, une maladie bien souvent détecté trop tardivement (5 ou 10 ans peuvent s'écouler entre son apparition et son diagnostic).

Ce qui se cache derrière les questions

Ce questionnaires s'intéresse notamment à votre tour de taille, car "sa mesure est une méthode qui peut permettre d'évaluer l'importance d'un excès de graisse abdominale et pour le médecin, le risque de survenue de maladie cardiovasculaire ou de diabète de type 2".

Mais aussi à vos antécédents familiaux car les facteurs génétiques jouent un rôle important dans le diabète de type 2. "Si l'un des parents est diabétique, les enfants ont un risque de 30 à 40 % de développer un diabète de type 2" souligne l'Association française des diabétiques.

La pratique d'une activité physique quotidienne et la consommation de fruits et légumes entrent également en ligne de compte pour déterminer votre risque.

Le questionnaire croise ensuite les réponses aux questions pour déterminer votre probabilité de développer un diabète de type 2.

Les 9 meilleurs aliments anti-diabète

1/9 - Le citron réduit le taux de sucre dans le sang
Saviez-vous qu'en arrosant vos salades ou vos poissons d'un filet de citron, vous réduisez l'index glycémique de vos repas ? En réduisant sensiblement le taux de sucre dans le sang, le citron vous permet d'éviter fringales et prise de poids. Découvrez ici toutes les vertus santé du citron.

2/9 - L'avocat est un fruit coupe-faim
Il est extrêmement riche en fibres solubles, cela fait de l'avocat un fruit anti-diabète, anti-cholestérol et coupe-faim. Riche en tanins antioxydants, il est également un bon protecteur de votre cœur. Découvrez ici 9 façons de préparer les avocats.

3/9 - Les épinards aident à stabiliser la glycémie
On les cite souvent comme les champions de la richesse en fer, mais les épinards sont surtout riches en acide alpha-lipoïque, un puissant antioxydant qui influe sur le rythme auquel le sucre sanguin est brûlé. Découvrez ici 12 recettes faciles avec des épinards.

4/9 - L'avoine est riche en fibres solubles
L'avoine est extra riche en fibres solubles (donc coupe-faim, anti-diabète et anti-cholestérol) et renferme de la trigonelline, un composant qui aide votre organisme à mieux réguler son taux de sucre. Découvrez ici tous les autres bienfaits de l'avoine

5/9 - L'oignon fait baisser le taux de glucose et de triglycérides
L'oignon (et surtout l'oignon rouge) est une excellente source de quercétine, un antioxydant puissant. Mais ses molécules soufrées participent aussi à la réduction des taux de glucose, de cholestérol et de trihlycérides dans le sang.

6/9 - L'ail régule le taux de sucre dans le sang
A petites doses, l'ail n'aura que peu d'effets sur votre haleine (surtout si vous pensez à ôter le germe qui est à l'intérieur, difficile à digérer) mais aura de grands effets sur votre santé. L'ail est en effet un grand protecteur des diabétiques (ses principaux actifs aident le foie à réguler l'excès de sucre dans le sang) mais aussi du cœur car il fluidifie le sang.

7/9 - Le gingembre fait baisser le taux de glucose dans le sang
On sait que le gingembre est notre meilleur allié en hiver car il est anti-fatigue, antiviral et antibactérien. Mais c'est aussi un protecteur cardiaque et il accroît la captation du glucose par les cellules musculaires, donc il favorise la réduction du taux de glucose dans le sang.

8/9 - La cannelle augmente la sensibilité à l'insuline
La cannelle, l'un des quatre aliments les plus riches en antioxydants du monde, est aussi riche en fibres, coupe-faim, la cannelle augmente la sensibilité des cellules à l'insuline. Un peu de cannelle dans les plats et notre "hormone du sucre" fonctionne mieux.

9/9 - Le piment prévient l'hyperglycémie
On sait que le piment réduit le risque d'AVC et d'infarctus, mais il aide aussi à réguler la glycémie en empêchant la transformation de l'amidon en glucose. Brûle graisses, il augmente aussi le métabolisme de base.

In topsanté.fr

DIABÈTE DE TYPE 2
LES CAUSES, LES SYMPTÔMES ET LES TRAITEMENTS

Le diabète de type 2 est une maladie fréquente qui est étroitement liée à l'alimentation, au stress et à l'activité physique. On fait le point avec une spécialiste.

Le diabète de type 2 (DT2) est une maladie fréquente puisqu'elle concerne environ 2 millions de Français. Cette pathologie se caractérise par une hyperglycémie chronique (c'est-à-dire : par un taux de sucre dans le sang anormalement élevé en permanence), qui est provoquée d'abord par une résistance anormale à l'insuline – ou "insulinorésistance".

Insulinorésistance : qu'est-ce que ça signifie ? L'insuline est une hormone secrétée par le pancréas – et, en particulier, par les cellules ß des îlots de Langerhans, qui sont des cellules pancréatiques. "Cette molécule agit comme une "clé" pour faire pénétrer le sucre (apporté par l'alimentation) dans les organes qui en ont besoin – les muscles, le foie, les tissus adipeux..." explique le Dr. Florence Cousty-Pech, médecin endocrinologue et diabétologue.

En cas d'insulinorésistance, les cellules du corps deviennent résistantes à cette "clé". Conséquence : le sucre s'accumule dans les vaisseaux sanguins, c'est l'hyperglycémie chronique. "Pour combattre cette résistance, le pancréas s'épuise à augmenter sa production d'insuline – on parle de DT2 quand les cellules du pancréas ne sont plus capables de compenser l'insulino-résistance par une sécrétion accrue d'insuline" développe le Dr. Cousty-Pech.

Attention ! Il ne faut pas confondre le diabète de type 1 avec le diabète de type 2. Si le second survient en raison d'une résistance à l'insuline, le premier correspond à une absence de sécrétion d'insuline (parce que les cellules du pancréas sont détruites par le système immunitaire : c'est une maladie auto-immune). Le diabète de type 1 est nettement plus rare que le diabète de type 2.

Diabète de type 2 : quelles causes, quels facteurs de risque ?

À savoir. Le diabète de type 2 est une maladie de plus en plus fréquente. Ainsi, d'après l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le nombre de diabétiques de type 2 dans le monde est passé de 108 millions à 422 millions entre 1980 et 2014.

Plusieurs facteurs de risque favorisent la survenue d'une insulinorésistance, donc d'une hyperglycémie chronique et d'un diabète de type 2 :

L'âge. Le diabète de type 2 se manifeste généralement après 40 ans ; le diagnostic survient en moyenne vers 65 ans. L'incidence est maximale entre 75 et 79 ans avec 20 % des hommes et 14 % des femmes traités pour cette maladie.

L'hygiène de vie. Une alimentation trop grasse et trop sucrée, combinée à une activité physique insuffisante, favorise l'apparition d'un diabète de type 2.

L'obésité. On parle d'obésité lorsque l'indice de masse corporelle (IMC) est supérieur à 30.

Le stress. Les épisodes de stress se traduisent par la sécrétion d'une hormone qui favorise l'hyperglycémie (le cortisol).

Certains médicaments. Les traitements prolongés à base de neuroleptiques ou de corticoïdes, par exemple, peuvent accroître le risque de développer un diabète de type 2.À savoir. La Fédération Française des Diabétiques (FFD) a créé un test qui permet à chacun d'évaluer son risque de développer un diabète de type 2.

Diabète de type 2 : quels sont les symptômes ?

On l'a dit : le diabète de type 2 se caractérise par une hyperglycémie chronique : celle-ci entraîne des symptômes peu spécifiques et parfois absents au début de la maladie. On peut notamment observer :

Une fatigue anormalement importante,

Un syndrome polyuropolydipsique : "le patient a très soif et très envie de faire pipi, avec des levers nocturnes fréquents" clarifie l'endocrinologue.

Des infections (virales, bactériennes...) anormalement fréquentes,

Une cicatrisation difficile,

La présence de sucre dans les urines (glycosurie), qui peut s'accompagner d'une perte de poids.

Diabète de type 2 : quelles sont les complications possibles ? Le diabète de type 2 est une maladie grave. "Le sucre se dépose sur les vaisseaux sanguins et les altère" explique le Dr. Cousty-Pech. Du côté des complications, on peut donc citer :

La rétinopathie diabétique : "il peut y avoir une altération des vaisseaux sanguins des yeux, ce qui nécessite des fonds d'œil réguliers",

L'insuffisance rénale chronique. Chaque année, 3000 diabétiques débutent une dialyse ou subissent une greffe de rein,

Un risque accru d'infarctus du myocarde. Chaque année, 10 000 diabétiques sont hospitalisés en France à cause d'une crise cardiaque : parmi eux, 1000 décèdent,

Un risque accru d'accident vasculaire cérébral (AVC),

Une atteinte des artères périphériques : "cela se traduit par une mauvaise cicatrisation : en cas de plaie, il y a un risque accru d'amputation",

Un risque accru de neuropathie (car le sucre se dépose aussi sur les gaines des nerfs) : on peut alors observer des douleurs (parfois invalidantes) et/ou des troubles de la sensibilité (sensations de picotements, de brûlures...).

Diabète de type 2 : comment est posé le diagnostic et quels sont les traitements ?

Diagnostic. Le diagnostic du diabète de type 2 passe d'abord par des dosages sanguins : "on peut poser le diagnostic de diabète lorsque, sur deux prises de sang successives réalisées à jeun, le taux de sucre dans le sang (glycémie) est supérieur ou égal à 1,26 g/L" explique le Dr. Cousty Pech.

Un dosage d'anticorps spécifiques permet ensuite de faire la différence entre le diabète de type 1 (qui est d'origine auto-immune, donc) et le diabète de type 2.

Traitements. "Pour le diabète de type 1 comme pour le diabète de type 2, le premier traitement consiste en une prise en charge hygiéno-diététique" note l'endocrinologue. Un régime alimentaire spécifique est mis en place : celui-ci bannit les sucres rapides (bonbons, gâteaux, miel, confitures...), régule les sucres lents (pâtes, riz, pommes de terre) et associe nécessairement ces derniers avec des légumes.

"Il est également impératif de manger le moins gras possible et de ne pas sauter de repas."

Natation, running, danse... Une activité physique régulière est également recommandée. "Pour fonctionner, les muscles utilisent du sucre : le sport contribue donc à réduire le taux de sucre dans le sang" précise la diabétologue.

En cas de diabète de type 2, des médicaments antidiabétiques à prendre par voie orale seront prescrits : en première intention, le médecin proposera de la metformine (Glucophage® et génériques, Stagid®). Ce médicament, qui appartient à la famille des biguanides, améliore l'efficacité de l'insuline, en particulier au niveau des muscles et du foie. "Avec le temps, les diabétiques de type 2 peuvent devenir insulino-nécessitants et avoir besoin d'une insulinothérapie, c'est-à-dire d'injections régulières d'insuline" ajoute le Dr. Cousty-Pech.

LE SUCRE EST-IL VRAIMENT UN POISON ?

Le sucre est indispensable au fonctionnement de notre organisme, mais peut aussi se révéler très néfaste. Avant tout, il faut tenter de comprendre de la définition même d'un poison. Selon le docteur et alchimiste suisse Paracelse, qui enseignait au 16ème siècle, « Tout est poison, rien n'est poison : c'est la dose qui fait le poison. » Une notion essentielle en toxicologie.

Il en va de même pour le glucose, et donc le sucre. Il est essentiel dans le fonctionnement énergétique de notre organisme. Privé totalement de sucre, nous décédons très vite d'épuisement.

Ceci étant, ingérés en trop forte quantité, les aliments sucrés engendrent un surpoids et obésité, avec leur flot de complications : diabète de type 2, accroissement du risque de cancer, développement n du risque de maladie cardiovasculaire, etc.

On croit souvent que le sucre provoque le diabète. Mais le lien direct entre la consommation de sucre et l'arrivée du diabète n'a pas été démontré scientifiquement. Dans son étude « Glucides et santé » publiée en 2004, l'Afssa a établi que les études ne démontraient pas de lien direct entre l'ingestion de sucre et le risque de diabète.

Néanmoins, la consommation démesurée d'aliments sucrés joue un rôle déterminant dans le surpoids et l'obésité. Or cela a pour conséquence de favoriser l'apparition du diabète de type 2. Ainsi, une alimentation trop sucrée favoriserait, indirectement, l'apparition du diabète chez une personne déjà en surpoids.

Pour finir, il est important de distinguer le glucose apporté par les féculents, surtout les complets, et celui apporté par les aliments riches en sucres (confiseries, sodas, pâtisseries, biscuits, etc.). Les premiers sont essentiels à notre corps et doivent représenter entre un quart et un tiers des aliments ingérés. Les seconds doivent être consommés de manière exceptionnelle. Il convient par ailleurs de se méfier des sodas et autres jus de fruits) : le sucre apporté de façon liquide semble avoir un effet catastrophique sur le poids.

GUINÉE

Rencontre de concertation entre les militaires au pouvoir et les ambassadeurs accrédités

Les militaires au pouvoir, ont organisé mercredi une rencontre de concertation avec l'ensemble du corps diplomatique accrédité en Guinée.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des larges consultations entamées depuis mardi par les membres du Comité national de rassemblement et développement (CNRD). Devant le corps diplomatique, le président du CNRD le lieutenant-colonel Mamadi Doumbouya, a rappelé les raisons de la prise de pouvoir par l'armée guinéenne dans le but de préserver l'unité nationale, tout en garantissant un avenir meilleur pour tous les Guinéens.

Selon lui, le CNRD compte renforcer les relations d'amitié et de coopération avec tous les pays étrangers.

"Dans le cadre de la coopération, nous désirons avec ténacité resserrer les liens d'unité entre le peuple de Guinée et nos amis, afin que demain, notre pays puisse faire face convenablement aux enjeux de développement", a dit M. Doumbouya.

Et c'est pour cette raison, a-t-il ajouté, que les nouvelles autorités militaires entendent dialoguer avec toutes les composantes de la Nation, sans exclusion, afin que toutes les décisions soient prises de manière participative.

M. Doumbouya a indiqué aux ambassadeurs que cette rencontre se veut être l'illustration de l'amitié, de la confiance et d'un franc partenariat entre la Guinée et leurs pays et institutions respectifs.

"Cette concertation se veut être aussi la garantie que la Guinée continuera de respecter tous ses engagements internationaux : bilatéraux et multilatéraux, en adéquation avec la volonté du peuple de Guinée", a souligné le président du CNRD, avant d'ajouter que "la communauté internationale a toujours été au chevet de la Guinée". Avant de conclure, le lieutenant-colonel a exprimé le souhait de recevoir les propositions des ambassadeurs pour la réussite de la transition engagée dans le pays.

Au nom de tous les chefs de mission diplomatique en fonction en Guinée, le doyen du corps diplomatique et ambassadeur de la Côte d'Ivoire en Guinée, Diarrassouba Mifougo Youssouf, a exprimé leurs remerciements aux nouvelles autorités militaires du pays d'avoir pris l'initiative de les convier à cette concertation. Il a ensuite réitéré l'engagement de la communauté internationale à accompagner les nouvelles autorités pour une transition réussie. Le corps diplomatique accrédité en Guinée compte à ce jour 43 ambassadeurs, 2 consuls généraux et 25 consuls honoraires.

CAMEROUN

10 enseignants et responsables de l'éducation kidnappés libérés dans la région du Nord-Ouest

Des hommes armés ont libéré cinq enseignants d'écoles publiques et cinq responsables de l'éducation qui ont été enlevés à Ngo-Ketunjia, un département de la région anglophone du Nord-Ouest du Cameroun, ont annoncé mercredi des responsables et des sources de sécurité. Les fonctionnaires et les enseignants ont été enlevés mardi alors qu'ils assistaient à une réunion pour planifier la nouvelle année scolaire, selon les autorités locales. Ils ont été libérés dans la nuit après avoir payé une rançon de 500.000 franc CFA chacun (environ 894 dollars américains), ont indiqué des responsables.

Aucun groupe n'a revendiqué l'enlèvement, mais des combattants séparatistes ont menacé de perturber les écoles des deux régions anglophones du Cameroun où ils se heurtent aux forces gouvernementales depuis 2017 dans le but de créer une nation indépendante dans les deux régions. Mercredi également, les activités dans la plupart des régions anglophones du pays ont été paralysées après que les dirigeants séparatistes avaient imposé un blocus de deux semaines pour exiger l'intervention de l'ONU pour régler le conflit séparatiste qui a duré quatre ans.

SAHARA OCCIDENTAL

L'Algérie condamne l'attitude irresponsable du Maroc

L'Algérie a une fois encore condamné l'attitude irresponsable du Maroc, s'agissant du territoire non autonome du Sahara Occidental, qui tente "d'entacher" l'action du HCR et de ses opérations humanitaires au profit des réfugiés sahraoui.

Intervenant lors des débats de la 82eme réunion du comité permanent du Programme du HCR à Genève, le représentant de la délégation algérienne a indiqué que "(ma délégation) condamne énergiquement l'attitude outrageante de la délégation du Maroc qui, une fois de plus, tente d'instrumentaliser nos débats pour exhumer ses allégations mensongères, infondées et réitérées de manière obsessionnelle dans le seul objectif, vous l'auriez tous compris, d'entacher la crédibilité et le bien fondée de l'opération du HCR en Algérie".

Le représentant algérien, qui a tenu à dénoncer les propos mensongers du chef de la délégation marocaine, s'agissant de la situation des réfugiés sahraouis, a invité le HCR "à communiquer sur la gestion des camps des réfugiés du Sahara occidental dans le respect des normes reconnues en la matière, et apporter un démenti ferme et catégorique à ces allégations qui portent atteinte, en premier lieu, à ses équipes sur le terrain et ses partenaires d'exécution présents dans ces camps de réfugiés depuis près d'un demi-siècle".

"Ma délégation reprend la parole pour rappeler que l'Algérie intervient au sein des instances du HCR en qualité de pays d'accueil de réfugiés. Cette position de mon pays est confortée par le fait qu'il abrite la première situation prolongée sous le mandat du HCR", indique encore le chef de la délégation algérienne, avant de relever que "les tentatives de diversion à courtes vues, simplistes et vaines de la délégation marocaine, y compris celles visant à vanter les bienfaits de la colonisation, ne font que renforcer la détermination de mon pays à poursuivre son soutien en faveur des réfugiés du Territoire non autonome du Sahara occidental et leur cause, à l'instar de toute les autres causes justes dans le monde".

Refusant de suivre le représentant du royaume chérifien dans ses diatribes contre l'Algérie, le représentant de la délégation algérienne au HCR a notamment rappelé lors de son droit de réponse que "le rapport du Secrétaire général de l'ONU à la 76ème Assemblée générale, cite le Sahara occidental parmi les Territoires non-autonomes inscrits sur l'agenda des Nations Unies.

Elle a été confirmée, il y a quelques jours, par le refus des Nations Unies et de l'Union africaine de déléguer des observateurs lors des élections récentes au Maroc, refusant ainsi de cautionner l'occupation.

Cette légalité sera confirmée, nous en sommes convaincus, à l'occasion du rendu judiciaire de la Cour de Justice de l'Union européenne le 29 septembre prochain".

La Bolivie rétablit ses relations avec la RASD

Le ministère des Affaires étrangères de Bolivie a exprimé jeudi sa volonté de renforcer ses "relations diplomatiques " avec la République arabe sahraouie démocratique (RASD), précisant que la suspension des relations entre les deux pays en 2020 ne reflétait pas l'engagement de la Bolivie dans la lutte contre le colonialisme.

Dans un communiqué diffusé suite à la visite, à La PAZ, du ministre sahraoui des Affaires étrangères, Mohamed Salem Ould Salek, le ministère bolivien a réaffirmé son engagement à renforcer les relations diplomatiques avec la RASD entretenues depuis 1982 et interrompues le 2 janvier 2020. La diplomatie bolivienne explique, que la "décision inconsidérée (de rupture des relations) a été prise (à l'époque de la présidente) Jeanine Anez - poursuivie pour génocide-, et ne reflète pas l'engagement universel de lutte contre le colonialisme et la préservation de la paix, traditionnellement soutenue par l'Etat bolivien". "La Bolivie maintient son engagement à continuer de travailler avec le gouvernement de la République arabe sahraouie afin de renforcer les relations d'amitié, de respect, de solidarité et de coopération", ajoute le ministère.

Il s'agit d'une nouvelle victoire pour la cause sahraouie, puisque cette décision s'ajoute à celle du Pérou qui a annoncé, le 9 septembre courant, le rétablissement des relations diplomatiques avec la République sahraouie, après 12 ans de suspension.

La Bolivie avait reconnu la RASD le 14 novembre 1982, mais leurs relations ont été gelées en 2020 par l'ex-présidente intérimaire Jeanine Anez, suite au coup d'Etat contre le président Evo Morales.

Jeanine Anez est poursuive aujourd'hui par la justice pour "terrorisme", "sédition" "conspiration" "génocide", "décisions contraires à la Constitution" et "manquement au devoir". Elle est en détention préventive depuis six mois et attend d'être jugée.

NIGERIA

Un million d'enfants nigérians vont manquer l'école à cause de l'insécurité

Un million d'enfants nigérians risquent de ne pas pouvoir aller à l'école en raison de la menace de violence, après une série d'enlèvements massifs et d'attaques visant des étudiants cette année, a déclaré l'agence des Nations unies pour l'enfance (Unicef) mercredi.

Plus de 37 millions d'enfants nigérians doivent commencer la nouvelle année scolaire ce mois-ci, mais "cette année, ce moment est volé à environ un million d'enfants nigérians, car l'insécurité menace leur sûreté et leur éducation", a déclaré dans un communiqué le représentant de l'Unicef au Nigeria, Peter Hawkins. Selon l'Unicef, il y a eu cette année 20 attaques contre des écoles au Nigeria, plus de 1.400 élèves ont été enlevés et 16 sont morts.

Enlevés par des bandes criminelles dans les Etats du nord-ouest et du centre du pays, la plupart ont été libérés après négociation d'une rançon, après des semaines ou des mois de captivité, souvent dans des conditions épouvantables dans des camps ruraux.

Environ 200 sont toujours portés disparus. "Les familles et les communautés craignent toujours de renvoyer les enfants dans leurs salles de classe en raison de la vague d'attaques d'écoles et d'enlèvements d'élèves", selon l'Unicef.

Les gouvernements de certains Etats ont temporairement fermé des écoles après des enlèvements.

Les Etats du nord-ouest et du centre du pays sont depuis longtemps en proie à la violence entre les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs nomades qui se disputent les terres et l'eau.

Les attaques se sont intensifiées avec l'émergence de bandes criminelles lourdement armées, connues localement sous le nom de bandits, qui pillent les villages, volent le bétail et kidnappent pour obtenir une rançon.

Cette année, ces gangs ont pris pour cible des écoles et des collèges dans le nord-ouest du Nigeria, enlevant les élèves et les emmenant dans des cachettes en forêt pendant qu'ils négocient les paiements.

Environ 70 étudiants enlevés il y a près de quinze jours ont été libérés cette semaine dans l'Etat de Zamfara, au nord-ouest du pays, où l'armée a lancé une offensive contre les bandes de ravisseurs.

SYRIE

Un diplomate chinois à l'ONU appelle à une amélioration substantielle de la situation humanitaire

Un diplomate chinois à l'ONU a appelé mercredi la communauté internationale à intensifier ses efforts en vue d'une amélioration substantielle de la situation humanitaire en Syrie.

Selon les évaluations onusiennes, les besoins humanitaires en Syrie ont atteint leur niveau le plus élevé depuis le début de la crise il y a 10 ans, avec plus de 13 millions de personnes ayant un besoin urgent d'assistance. La communauté internationale doit faire des efforts conjoints pour intensifier l'aide humanitaire à la Syrie et s'efforcer d'améliorer sensiblement la situation humanitaire dans ce pays dès que possible, a déclaré Geng Shuang, représentant permanent adjoint de la Chine auprès de l'ONU.

Tout d'abord, il est important de mener énergiquement des projets de redressement rapide adaptés aux besoins du peuple syrien tout en fournissant une aide humanitaire d'urgence, a-t-il affirmé au Conseil de sécurité.

"La communauté internationale devrait mettre en œuvre la résolution 2585 en promouvant des projets de redressement rapide dans les domaines des ressources en eau, des soins de santé, de l'éducation et des abris, tout en aidant la Syrie à lutter contre la COVID-19 afin de promouvoir son développement économique et social", a poursuivi M. Geng. Il convient de souligner que les sanctions unilatérales imposées par les pays concernés aggravent la crise humanitaire en Syrie, entravent son développement économique et social et vont à l'encontre des efforts de la communauté internationale.

Elles doivent être levées immédiatement, a-t-il ajouté. Deuxièmement, la surveillance du mécanisme d'acheminement de l'aide transfrontalière doit être renforcée et des efforts doivent être déployés pour promouvoir une transition de l'acheminement transfrontalier à un acheminement à travers les lignes de front, selon M. Geng.

Le Conseil de sécurité a l'obligation de renforcer la surveillance afin de s'assurer que le mécanisme transfrontalier est neutre et transparent et reste fidèle à sa nature humanitaire.

Il doit être clairement établi que le mécanisme transfrontalier est un arrangement spécial conclu dans des circonstances spécifiques, tandis que l'acheminement à travers les lignes de front doit être la voie principale, a-t-il ajouté.

"La Chine soutient l'Organisation mondiale de la santé pour qu'elle continue à mener des opérations humanitaires dans le nord-est de la Syrie par le biais du mécanisme d'acheminement à travers les lignes de front.

La première livraison transversale de fournitures humanitaires du Programme alimentaire mondial d'Alep à Idlib marque une avancée majeure dans les opérations d'aide humanitaire en Syrie.

Nous espérons que nous pourrons travailler ensemble pour développer ce mécanisme et mieux répondre aux besoins humanitaires du peuple syrien", a souhaité le diplomate chinois.

Troisièmement, il est nécessaire d'aider le gouvernement syrien à stabiliser la situation sécuritaire dans tout le pays et à créer les conditions nécessaires aux opérations humanitaires et au processus politique, a-t-il estimé. La Chine salue l'accord de cessez-le-feu conclu par les parties concernées à Deraa, dans le sud du pays, et soutient le gouvernement syrien dans la stabilisation de la situation locale, la réinstallation des civils et la fourniture de secours, a ajouté M. Geng.

Plusieurs membres du Conseil de sécurité sont préoccupés par les activités terroristes en Syrie et leurs risques de débordement.

Le règlement de la question de la lutte contre le terrorisme est la condition préalable au rétablissement de la paix et de l'ordre en Syrie.

Les forces terroristes à Idlib constituent une menace majeure pour la sécurité nationale de la Syrie. Sur la question d'Idlib, la communauté internationale devrait se prononcer catégoriquement contre le terrorisme, soutenir les efforts de lutte contre le terrorisme du gouvernement syrien et maintenir la dynamique de paix et de reconstruction en Syrie, a-t-il conclu.

IRAN - NUCLÉAIRE

Les caméras de surveillance de l'AIEA en Iran ont été endommagées dans "des attaques terroristes", selon le chef du nucléaire iranien

Certaines des caméras installées par les inspecteurs du nucléaire de l'ONU sur les sites de l'industrie atomique iranienne en application de l'accord sur le nucléaire de 2015 "ont été endommagées dans des attaques terroristes récentes" et n'ont pas été remplacées parce que les autres parties à cet accord n'ont pas rempli leurs engagements, a déclaré mercredi le chef du nucléaire iranien.

"Un certain nombre de ces caméras ont été endommagées lors d'opérations terroristes récentes, générant deux rapports extrêmement durs et destructeurs" de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a indiqué Mohammad Eslami, directeur de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), cité par l'agence de presse étatique IRNA.

S'exprimant en marge d'une réunion avec la Commission parlementaire iranienne sur la sécurité nationale et la politique étrangère, M. Eslami a observé que les caméras imposées par l'accord de sauvegarde du Traité de non-prolifération avec l'AIEA fonctionnaient, mais que celles relatives à l'accord de 2015 "ne sont plus nécessaires, considérant la non-conformité des autres parties".

M. Eslami a déclaré mercredi aux journalistes qu'une réunion avait été organisée avec le directeur général de l'AIEA, Rafael Grossi, afin de clarifier toute "ambiguïté" et de "clarifier" ces questions, et que l'Iran avait toute confiance maintenant que "aucune ambiguïté ne subsiste à l'AIEA concernant le programme nucléaire iranien".

M. Grossi a rencontré M. Eslami au cours d'une visite d'une journée en Iran dimanche avant une réunion du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, débutée lundi à Vienne, la capitale autrichienne.

Les deux hommes ont publié dimanche un communiqué réaffirmant l'esprit de coopération et de confiance mutuelle.

Selon ce communiqué, MM. Grossi et Eslami doivent se rencontrer lors de la réunion de la Conférence générale de l'AIEA prévue du 20 au 24 septembre, et M. Grossi doit se rendre en visite à Téhéran dans un avenir proche pour y tenir des consultations de haut niveau avec les autorités iraniennes.

L'Iran a dénoncé une attaque de "terrorisme nucléaire" le 13 avril suite à une panne complète qui a frappé la centrale d'enrichissement d'uranium de Natanz dans le centre de l'Iran la veille.

Le ministre iranien des Affaires étrangères de l'époque, Mohammad Javad Zarif, a accusé Israël d'être "à l'origine de cet incident". Le 6 juillet, le gouvernement iranien a de nouveau accusé Israël "d'acte de sabotage contre un bâtiment de l'organisation atomique près de la ville de Karaj", le 23 juin à l'ouest de Téhéran.

LÉGISLATIVES EN IRAK

L'UE espère un scrutin "sans violences"

L'Union européenne (UE) va pour la première fois déployer 80 observateurs en Irak pour superviser les élections législatives anticipées du 10 octobre, a annoncé jeudi la cheffe de mission d'observation de l'UE, Viola von Cramon, en espérant un scrutin "sans violences ni intimidations".

"C'est la première fois que l'UE déploie une mission d'observation électorale en Irak", a souligné Viola von Cramon lors d'une conférence de presse à Baghdad, évoquant une équipe d'environ 80 personnes.

"J'encourage toutes les parties à assurer un processus pacifique.

Les violences et les intimidations n'ont aucune place dans des élections. Toute violence (...) in fine empêchera les électeurs de donner leur voix", a ajouté la députée allemande, siégeant au Parlement européen.

Un climat "pacifique et sûr" est essentiel pour "veiller à ce que tous les candidats, particulièrement les femmes, les militants, les journalistes, les défenseurs des droits humains et tout l'électorat, puissent exercer pleinement leurs droits et libertés démocratiques", a encore dit Mme von Cramon.

Le 10 octobre, près de 25 millions d'électeurs sont appelés à choisir parmi les quelque 3.249 candidats en lice pour 329 sièges au Parlement. Ces législatives étaient initialement prévues en 2022.

COLOMBIE

Des militaires dans les rues de Bogota contre l'insécurité

Des centaines de militaires ont commencé, dans la nuit de mercredi à jeudi, à patrouiller dans les rues de Bogota pour aider à lutter contre l'insécurité dans la capitale colombienne, selon les autorités.

Ce déploiement militaire pour épauler la police fait suite à une demande de la maire, Claudia Lopez, qui a réclamé des "renforts" pour juguler une vague de vols à main armée violents et parfois mortels.

Près de 360 soldats seront déployés en plusieurs points de Bogota, a expliqué mercredi soir, au lancement de l'opération, le ministre de la Défense Diego Molano, entouré de policiers et de militaires en armes, au cours d'une conférence de presse improvisée dans la rue.

Aux premières heures de leur déploiement, les militaires ont investi trois quartiers populaires de la ville, dont le quartier Kennedy, au sud de la capitale, réputé pour sa délinquance et son insécurité.

Ils vont essentiellement vérifier des identités, fouiller des véhicules et les individus suspects, a expliqué le général David Gomez, commandant de la 13e brigade de l'armée.

Au cours de leurs patrouilles, ils seront armés et pourront procéder à des arrestations, a souligné le ministre Molano. "La criminalité et la violence ont augmenté" ces derniers mois, a-t-il justifié, attribuant cette aggravation de l'insécurité à la hausse du chômage, de la pauvreté, et aux conséquences "psychologiques et culturelles du confinement" imposé par la pandémie de coronavirus.

Avec une pauvreté atteignant 42% de la population et un chômage à plus de 16%, l'économie colombienne a été particulièrement touchée par la pandémie, et l'activité dans Bogota nettement ralentie.

La capitale "a besoin" de 10.000 policiers supplémentaires, en plus des 16.000 qu'elle compte aujourd'hui, selon la municipalité.

En 2021, 754 homicides et plus de 65.000 vols contre des personnes ont été enregistrés, selon les statistiques officielles. Ces chiffres sont encore inférieurs aux 1.031 homicides et 82.169 vols commis l'année dernière, mais les autorités affirment que les indicateurs sont en hausse constante depuis mars.

APS

UKRAINE - RUSSIE

L'Ukraine dénonce la tenue d'élections russes en Crimée

Kiev a dénoncé jeudi la tenue des élections législatives russes en Crimée, annexée par Moscou, ainsi que la participation à ce vote des habitants de l'Est de l'Ukraine.

"Ce qu'elle (la Russie) fait en y organisant ses élections nationales, relève d'une violation du droit international", a déclaré le chef de la diplomatie ukrainienne Dmytro Kouleba lors d'une conférence de presse.

La Russie a distribué plus de 600.000 passeports dans l'Est de l'Ukraine, tandis que la Crimée est considérée par Moscou comme partie intégrante de son territoire.

Des bureaux de vote sont prévus en Crimée dans le cadre des législatives qui se tiennent en Russie de vendredi à dimanche.

Les habitants des régions séparatistes peuvent participer au scrutin de manière électronique ou voter dans la région russe de Rostov, frontalière de l'Ukraine.

L'Ukraine est en conflit depuis 2014 avec la Russie.

Cette guerre, qui a éclaté peu après l'annexion de la Crimée, a fait plus de 13.000 morts à ce jour. Ces derniers jours, la tension est montée à nouveau sur la ligne de front.

Jeudi matin, les séparatistes ont bombardé la localité de Chtchastia, blessant le chef d'une administration locale et endommageant plusieurs immeubles et voitures, ont indiqué les autorités ukrainiennes.

APS

PARUTION

"Hirak et propagande médiatique en contexte postcolonial", un essai critique sur le discours des médias français

"Hirak et propagande médiatique en contexte postcolonial" est un essai critique écrit par l'anthropologue et chercheur Yazid Ben Hounet qui analyse l'attention portée notamment par les médias français à ce mouvement, et dont le discours s'inscrit dans des "relations d'hégémonie et de domination (coloniale et postcoloniale) qu'ils tentent de prolonger".

"Cet essai jette un regard critique sur la propagande médiatique visant à déformer la réalité algérienne. Il éclaire en retour l'intérêt porté, par les autorités algériennes, à la guerre de quatrième génération -comprenant la manipulation des médias- destinée à déstabiliser les Etats qui ne s'inscrivent pas dans les logiques des puissances et lobbys néocoloniaux et impérialistes", explique le chercheur dans cet ouvrage qui vient de paraitre aux éditions de l'ANEP.

Dans l'avant-propos de cet essai, le chercheur note que depuis 2019, l'Algérie a connu plusieurs changements politiques via des élections "qui, si elles n'ont pas mobilisé beaucoup d'électeurs, se sont néanmoins déroulées de manière transparente" et "l'armée n'a pas été utilisée pour réprimer la population algérienne, ni d'autres populations d'ailleurs" et "les seuls militaires morts dans leur mission l'ont été en sauvant des citoyens lors des incendies survenus au mois d'août 2021 en Kabylie".

Développant son argumentaire, l'auteur relève que sur la même période (2019-2021), "la France, septième puissance militaire du monde, en opération dans plusieurs pays - dont le rapport Duclert (2021) a mis en avant le rôle d'appui dans le génocide au Rwanda-, soutenait militairement encore le dictateur tchadien Idriss Déby (mort en 2021)".

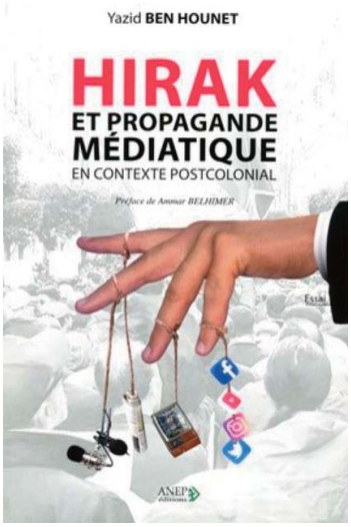
En métropole et dans les territoires ultra-marins, le mouvement social des Gilets jaunes faisait l'objet d'"une des répressions les plus féroces depuis 1962" et au Maroc, "une bonne partie de l'armée demeurait employée à occuper illégalement le Sahara occidental et à y réprimer les populations locales", alors qu'Israël "utilisait encore son armée pour maintenir son occupation coloniale, mettre au pas les Palestiniens et bombarder Ghaza de manière répétée", a souligné l'auteur.

Curieusement, dans les médias mainstream français, notamment, observe Yazid Ben Hounet, l'Algérie est toujours dépeinte comme "une dictature ou un régime militaire", alors que dans ces médias "il est à peine permis de s'inquiéter de la dérive autoritaire de la France", le Maroc est "encore présenté, en particulier dans Le Monde, comme un ami de la France, 'à l'inquiétante régression autoritaire' - pas encore un régime autoritaire donc", et "Israël est, bien entendu, toujours 'la seule démocratie au Proche-Orient'".

Dans la préface de l'ouvrage, le ministre de la Communication, Ammar Belhimer, dénonce l'action déstabilisatrice de certaines ONG étrangères et leurs relais médiatiques, dont l'objectif concernant l'Algérie est "on ne peut plus clair: éloigner l'Armée nationale populaire de son rôle historique naturel de protection de l'Etat-nation -seul garant de la souveraineté nationale, du progrès et de la justice sociale". "Les relais internes de ces ONG feignent d'ignorer qu'aucun des pays ayant emprunté la voie du processus constituant issu des laboratoires atlantistes n'est sorti indemne de l'effondrement de l'Etat national, de la partition territoriale et de la guerre civile", met en garde Ammar Belhimer.

Yazid Ben Hounet est anthropologue, chercheur au Centre national de recherche scientifique et membre du Laboratoire d'anthropologie sociale (CNRS - Collège de France - EHESS).

Il est docteur de l'Ecole des Hautes études en sciences sociales (Paris).



UNION EUROPÉENNE

"Tandem Media Awards", un concours de l'UE ouvert aux journalistes et aux artistes

L'Union européenne (UE) lance à travers le programme "EU Neighbours South", le concours "Tandem Media Awards", dans sa première édition dédiée à la Culture et aux candidats de neuf pays méditerranéens dont l'Algérie, annoncent les organisateurs sur la page Facebook de l'UE.

Ouvert aux journalistes, étudiants en journalisme et aux artistes issus d'Algérie, Palestine, Tunisie, Libye, Liban, Jordanie, Syrie, Egypte et Maroc, ce concours repose sur l'idée d'une collaboration à deux (binôme) qui aura à fournir des contenus médiatiques innovants autour des différentes thématiques en lien avec la Culture. Lors de cette première édition placée sous le slogan "Speak up culture!", trois tandems seront récompensés: journalistes homme-femme, journaliste professionnel et étudiant en journalisme et le binôme journaliste-artiste. Les duos de candidats auront à produire un contenu journalistique commun sur différents supports, (article print, article web, émission TV, émission radio, capsule vidéo, reportage télévisé, reportage radio, reportage photo, podcast ou encore bande dessinée).

Les lauréats seront invités à assister à la cérémonie de remise des prix, prévue en décembre 2021 et bénéficieront d'une récompense financière et d'un voyage de presse culturel au cours de l'année 2022.

La date limite de soumission des travaux proposés au concours étant fixée au 14 novembre 2021, "EU Neighbours South" met à la disposition des postulants sur ce site web, le règlement intérieur et toutes les informations et documents de participation nécessaires. Les organisateurs rappellent que les contenus proposés doivent être "de préférence lié à un projet ou une initiative culturelle financés par l'UE dans la région du voisinage Sud de l'Union européenne".

HAUT COMMISSARIAT À L'AMAZIGHITÉ

Participation à un atelier de préparation d'une plateforme numérique pour les langues africaines

Le secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Si Hachemi Assad, a participé, mercredi par vidéoconférence, en tant qu'observateur et membre de la commission des langues transfrontalières véhiculaires de l'Académie africaine des langues (Acalan), aux travaux d'un atelier de préparation d'une plateforme numérique interactive et participative au compte de l'Académie, indique le HCA dans un communiqué.

Le programme de cette rencontre, à laquelle ont participé des experts, des chercheurs et des responsables de structures nationales représentant les divers groupes géographiques du continent africain, a porté sur plusieurs interventions académiques et techniques liées à l'utilisation du contenu technologique et à la numérisation des langues africaines, précise le communiqué.

Les participants ont discuté, à cette occasion, de "l'utilisation positive et diversifiée des médias et de la communication, tels que la radio, la télévision, les blogs électroniques, pour faciliter la communication et l'interaction dans les langues locales et nationales afin de préserver les langues africaines menacées de disparition", relève la même source.

Avec l'installation d'une équipe technique spécialisée, l'Académie des langues africaines adoptera un "programme de travail dédié spécialement à la plateforme numérique pour les langues africaines". "Ce dispositif moderne aura certainement des retombées positives sur l'ensemble des structures de langues des pays africains dont l'Algérie, représentée par le HCA", souligne le communiqué.

APS

PARUTION

"L'illusion de l'identité", premier essai de Malika Challal

Dans son premier essai intitulé "L'illusion de l'identité", Malika Challal partage avec ses lecteurs sa propre conception de "l'identité", telle qu'elle l'a vécue et ressentie, résultat d'un cumule d'éducation, de lectures et d'expériences personnelles aboutissant à une conception culturelle de l'identité.

Cet essai de 123 pages, publié aux édition "Medias Index", évoque d'abord le mode de vie de Malika Challal dans son enfance, lors de son installation à Alger depuis sa Kabylie natale, où existait "un mélange d'héritage culturel colonial et de mode de vie et de pensée arrivé de tous les coins du pays".

L'auteure raconte son expérience à l'école, ses interrogations relatives à l'utilisation et à l'apprentissage de la langue amazigh, et son rapport à "l'Autre" qui est devenu, dans sa perception, un "rival" nourrissant, dans l'esprit de la collégienne, une image sombre sur la culture, la langue et la pensée arabe.

L'auteure explique que ce sentiment de rejet s'est vite transformé en sentiment d'appartenance quand elle a découvert "l'apport considérable de la civilisation musulmane à la renaissance de l'Europe".

A partir de cette découverte, l'auteure évoque une "réconciliation avec la culture arabe" et l'appropriation d'une "double culture".

Dans sa construction de "sa conception de l'identité", elle évoque des événements charnières, comme la guerre du Liban et la découverte de la cause palestinienne et l'ampleur de la violence du conflit au Moyen-Orient.

Après la décennie noire et ses conséquences, l'auteure aborde l'arrivée de l'outil informatique et d'Internet qui a également remis en cause certaines de ses convictions, une fois les barrières géographiques, culturelles et linguistiques tombées d'un seul coup.

Malika Challal revient également sur les plus grands événements ayant secoué le monde arabe depuis 2011, comme la chute de plusieurs régimes et la montée du terrorisme et de la violence, et défend la nécessité du dialogue au sein d'un même pays, entre les pays et entre les civilisations et religions.

Malika Challal a enseigné les sciences physiques au secondaire avant d'embrasser une carrière dans l'édition. Après une expérience de sept ans dans le domaine de l'édition, elle publie son ouvrage "L'illusion de l'identité".

ADRAR

Plaidoyer pour la valorisation de l'œuvre de Cheikh Sidi Mohamed Belkebir

Les participants à la 19ème édition du colloque national dédié à la mémoire du défunt Cheikh Sidi Mohamed Belkebir ont plaidé, mercredi dans la soirée à Adrar, pour la valorisation de la personnalité et l'œuvre éducative et les recherches cognitives de cette éminente personnalité religieuse.

Chouyoukh et imams ont ainsi appelé à capitaliser les méthodes et programmes d'enseignement de l'école coranique de Cheikh Sidi Mohamed Belkebir, et les ériger en normes pour l'octroi d'autorisations d'ouverture de zaouias et autre structures d'enseignement.

Ils ont recommandé, en outre, l'extension de segments communs entre les différentes zaouias à travers le pays pour des jumelages scientifiques et éducatifs entre elles, en plus d'accompagner les imams à travers un dispositif réglementaire en adéquation avec leurs diplômes. Les participants à ce colloque intitulé "L'imam, un message religieux et une valeur nationale" ont plaidé aussi pour la mise en place d'une législation visant à immuniser l'imam et à consacrer son statut au sein de la société, ainsi que pour l'institution d'un prix de la meilleure recherche sur le thème à l'occasion de la journée nationale de l'Imam.

Ils ont valorisé, à ce titre et avec fierté et considération, l'annonce du Président de la République M.Abdelmadjid Tebboune, de décréter le 15 septembre de chaque année, journée nationale de l'Imam.

La 19ème édition du colloque national dédiée à la mémoire de l'éminent Cheikh Sidi Mohamed Belkebir, organisé au palais de la Culture d'Adrar, a été consacrée au rôle de l'Imam au sein de la société.

La séance d'ouverture a été marquée par la lecture par le ministre des affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, du message adressé au colloque par le Président Abdelmadjid Tebboune et dans lequel il est fait l'annonce de la consécration du 15 septembre journée nationale de l'Imam.

INTERNET SPATIAL

Lancement de 34 nouveaux satellites britanniques

Une fusée russe Soyouz, opérée par l'européen Arianespace, a lancé mardi 34 nouveaux satellites de l'opérateur britannique Oneweb, qui déploie une constellation pour fournir un internet haut débit partout dans le monde.

La fusée a décollé à 18H07 GMT du cosmodrome de Baïkonour, au Kazakhstan, selon des images diffusées en direct par l'agence spatiale russe Roscosmos.

"Le lancement s'est déroulé normalement", a commenté son directeur, Dmitri Rogozine, sur la messagerie Telegram.

Il s'agit du sixième lancement de satellites OneWeb cette année, trois semaines après celui du 23 août. Au total, 322 satellites seront désormais en orbite pour cette constellation.

OneWeb, détenu par le gouvernement britannique avec l'indien Bharti, prévoit un internet mondial opérationnel fin 2022 grâce à un réseau de 650 satellites.

En vertu d'un contrat avec l'européen Arianespace confirmé en septembre 2020, 16 tirs de Soyouz sont prévus entre décembre 2020 et fin 2022 pour achever le réseau.

Plusieurs projets en vue de mettre en place des constellations fournissant, de l'espace, un internet global sont en cours de réalisation.

Le milliardaire américain Elon Musk, patron de la société spatiale SpaceX, a déjà mis en orbite à cette fin plus de 1.500 satellites pour créer le réseau Starlink.

INFORMATIQUE

Le pionnier britannique de l'informatique Clive Sinclair meurt à 81 ans

Clive Sinclair, l'inventeur britannique à l'origine de la calculatrice de poche et des ordinateurs domestiques abordables, est décédé jeudi à 81 ans, a annoncé sa famille aux médias.

Il est décédé à son domicile de Londres après avoir lutté contre un cancer pendant plus de dix ans, ont indiqué les médias britanniques, suscitant les hommages de nombreuses personnes qui se souviennent avec émotion de leur première expérience de l'informatique au début des années 1980.

La semaine dernière, il travaillait encore sur des inventions "parce que c'est ce qu'il aimait faire", a déclaré sa fille Belinda Sinclair à la BBC. "Il était inventif et imaginatif et pour lui, c'était excitant et une aventure, c'était sa passion", a-t-elle ajouté. Parmi les inventions révolutionnaires de Clive Sinclair figure la première calculatrice électronique portable en 1972. La Sinclair ZX80, lancée en 1980 et vendue pour moins de 100 livres sterling à l'époque, a permis de démocratiser l'informatique domestique en Grande-Bretagne et ailleurs. D'autres ordinateurs domestiques tels que l'Apple II coûtaient bien plus cher, et la société de Sinclair a été la première au monde à vendre plus d'un million de machines.

Parmi les modèles qui ont suivi, le ZX Spectrum en 1982, qui offrait une puissance supérieure et une interface plus conviviale, ce qui a accéléré la révolution des jeux et de la programmation à domicile. Le réalisateur britannique Edgar Wright, dont le dernier film "Last Night in Soho" a été présenté en première mondiale à Venise ce mois-ci, a rendu hommage à Sinclair sur Twitter. "En tant que quelqu'un dont les premiers aperçus d'un monde nouveau étaient les graphiques terrifiants de +3D Monster Maze+ sur la ZX81, je voudrais saluer le pionnier de la technologie Sir Clive Sinclair", a-t-il déclaré. "Il a rendu les rêves du 21e siècle possibles. Je vais taper sur les touches en caoutchouc d'un Spectrum en votre honneur. RIP."

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE CHLEF

DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION

AVIS D'INFRUCTUOSITE DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 65 du Décret présidentiel n° 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés Publics et des délégations de service public, la Direction de la Santé et de la Population de la Wilaya de Chlef, informe les soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 04/2021 paru dans les quotidiens nationaux et dans le BOMOP relatif à :

ACQUISITION D'EQUIPEMENTS MEDICAUX ET COLLECTIFS

AU PROFIT DE L'HOPITAL 60 LITS DE AIN MERANE

LOT 06 : EQUIPEMENTS DE DIALYSE

que l'avis d'appel d'offres est déclaré infructueux

DK NEWS — Anep : 2116016198 du 19/09/2021

EPE - Algérie Télécom - Spa
Direction Opérationnelle De Sétif
NIF: 000216001808337

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 14/ AT/SDFS/DAL/SA/2021

Un Avis d'Appel d'Offres national ouvert avec exigence de capacités minimales est lancé pour : **Travaux de Réalisation d'infrastructures d'Accueil, Pose et Raccordement des Câble à Fibre Optiques pour le site suivant :**

- **Site 4G Mobilis Beni Fouda.....1,30KM.**

ELIGIBILITE DES CANDIDATS:

Cet d'appel d'offres est destiné uniquement aux entreprises qualifiées selon le palier suivant:

- **Palier 01 : Pour les lots dont la distance est inferieure ou égale à 10 Km:**

- Les entreprises ayant la qualification une (01) dont l'activité est l'hydraulique ou les travaux publics ;
- Les entreprises sans qualification;
- Les entreprises sans références professionnelles quelles que soient leurs qualification;
- Les entreprises nouvellement créées;
- Les entreprises issues des dispositifs de l'ANSEJ, CNAC, ANGEM, en cours de bénéfice d'avantages conférés par ces dispositifs.

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres, peuvent retirer le cahier des charges auprès de la structure contractante d'Algérie Télécom à l'adresse suivante :

Direction Opérationnelle De Sétif
Sous-direction Fonctions Support
Département Achats & Logistique
Service Achats
Rue Mokrani El Hadj Sétif

Contre le paiement, auprès de la banque BNA Agence 711 Sétif, d'un montant de **Cinq Mille dinars algériens (5000,00 DA)** non remboursable, représentant les frais de documentation et de reprographie par versement au compte bancaire : **Compte en dinars N°00100711030000012318.**

Présentation des offres :

Le dossier administratif (un (01) original et deux (02) copies plus l'offre en format électronique (CD)), l'offre technique (un (01) original et deux (02) copies plus l'offre en format électronique (CD)) et l'offre financière (un (01) original et deux (02) copies plus l'offre en format électronique (CD)) sont insérés dans des enveloppes séparées et fermées, indiquant, sur chaque enveloppe, la dénomination de l'opérateur économique, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que, sur chaque pli correspondant, la mention «dossier administratif » , « offre technique » et « offre financière ».

Les trois (03) enveloppes susmentionnées sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, aucun signe d'identification du soumissionnaire comportant les mentions suivantes :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 14/AT/SDFS/DAL/SA/2021
Travaux de Réalisation d'infrastructures d'Accueil, Pose et Raccordement des Câble à Fibre Optiques (Site 4G Mobilis Beni Fouda).
« À N'ouvrir Que Par La Commission d'Ouverture des Plis et d'Evaluation des Offres »

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :

Direction Opérationnelle de Sétif
Rue Mokrani El Hadj Sétif

Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges sous peine de rejet.

La date limite de dépôt des offres est fixée à **quinze (15) jours** de 08h00 à 14h00 à partir de la première date de parution du présent avis dans la presse nationale.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissions qui parviennent après la date limite de dépôt des plis ne seront pas prises en considération.

Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 14h00 mn à l'adresse précitée.

Les candidats restent tenus par leurs offres pendant une période de **cent quatre-vingts (180) jours** à compter de la date limite de dépôt des plis.

DK NEWS — Anep : 2116016392 du 19/09/2021

Programme de la soirée

TF1 20:05

Chamboultout

Après un accident de la route qui l'a rendu aveugle, Frédéric n'a plus de mémoire immédiate. Désormais obsédé par la nourriture, le quadragénaire a perdu presque toute inhibition ce qui provoque des situations embarrassantes pour ses proches. Sa femme Béatrice publie un livre pour raconter sa nouvelle vie avec son époux et ses enfants. Mais même si elle a pris soin de modifier les noms de ses amis dans l'ouvrage, ces derniers se reconnaissent dans le roman et ils n'apprécient que très moyennement la description que la jeune femme fait d'eux dans son livre.

France 2 20:05

Night and Day

Un cocktail amusant, mais un peu bavard, d'action et d'humour. A voir pour le charme du duo Cameron Diaz-Tom Cruise.

France 3 20:05

Les enquêtes de Murdoch

Le service de l'agent Meyers capte par radio un étrange message apparemment codé. Terrence prévient immédiatement Murdoch. Le message est adressé à l'inspecteur. Julia et William comprennent qu'il provient de James Pendrick. L'inventeur appelle à l'aide. Pour le retrouver, Murdoch a l'idée de construire deux grandes antennes et de s'en servir pour trianguler sa position. Pendant ce temps, Watts est chargé d'enquêter sur un corps retrouvé près de la rivière. Il a été battu. Passant devant la photo du cadavre, Julia reconnaît le docteur Quinlan, un immunologiste.

Canal+ 20:05

Rugby / Top 14

Après avoir terminé à la huitième place de la la saison dernière, Louis Carbonel et les Toulonnais vont tout mettre en oeuvre pour ne pas rater une nouvelle fois la phase finale du championnat. Pour cela, les Varois comptent sur leur nouvelle recrue, la star sud-africaine Cheslin Kolbe. L'ancien Toulousain, deux fois vainqueur du bouclier de Brennus et lauréat en champions Cup en 2021, est venu apporter son expérience au RCT. Barragistes la saison passée, les Parisiens endossent le rôle d'outsider cette saison. Les hommes de Gonzalo Quesada veulent avancer masqués pour surprendre les favoris.

M6 20:05

Zone interdite

Huit cents personnes y travaillent. Parmi elles, Virginie, 33 ans, vient d'être sélectionnée pour intégrer les équipes de sécurité de la Garde Républicaine. Mike, le garde du corps du Président, organise un exercice de sécurité dans le Palais. Sur un front plus pacifique, Arthur, 16 ans, apprenti pâtissier, débute dans les cuisines présidentielles. Comme les membres des équipes de sécurité, il sait qu'on attend beaucoup de lui. Didier est, lui, le chef de la logistique depuis 32 ans. Enfin, Marie-Laure et Astrid sont en charge de la restauration du salon des Portraits.

Jeux

Samouraï-Sudoku n°2803

Les problèmes de sudoku samouraï se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samouraï a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

		3		4		5						9		8		2				
		9	1		5	6						3	2		7	4				
5	1						4	9			2	5					8	9		
	4						3					3					7			
2								5			8							6		
	9						2					9					4			
7	8						9	1			5	2					3	1		
		2	7		1	4				2			1	3		5	8			
		4		9		7			1		9		4		1		9			
							3					8								
							1						4							
							5					1								
		3		4		1			2		3			5		8		4		
		4	6		1	5				7				2	3		1	5		
1	5						2	4				7	1						6	8
	3						5						6						5	
8								6				5								1
	1						9						4						7	
6	8						7	3				8	5						3	9
		9	8		7	4								9	8		4	1		
		1		3		8								6		3		8		

"Rien n'est plus vivant qu'un souvenir."

Federico Garcia Lorca

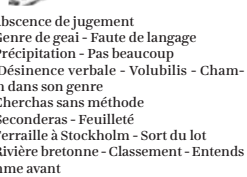
Mots croisés n°2803

Horizontalement :

1 - Abscence de jugement
2 - Genre de geai - Faute de langage
3 - Précipitation - Pas beaucoup
4 - Désinence verbale - Volubilis - Champion dans son genre
5 - Cherchas sans méthode
6 - Seconderas - Feuilleté
7 - Ferraille à Stockholm - Sort du lot
8 - Rivière bretonne - Classement - Entends comme avant
9 - Symbole de bêtise - Belles pierres
10- Hérésiarque condamné à Ephèse - Attrapé

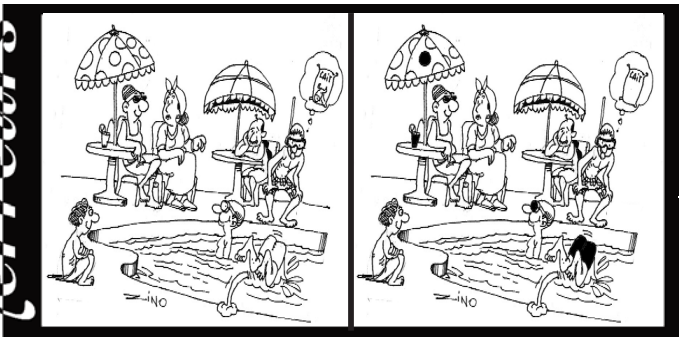
Verticalement :

A - Contraire à l'usage
B - Trés dense - Rebut
C - Prise - Rêves de fans -
D - Plein d'huile
E - Négation - Petit trou - Début de gamme
F - Agita - Coup de feu
G - Il vaut le chrome - Jouerai
H - Prise d'eau - Imitateur
I - Petite auge - Quatre saisons
J - Découverte - Station hivernale du 06
K - Astiquas - Bande
L - Temps de règnes - Callypige



	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2								■				
3					■		■					
4			■							■		
5												■
6								■			■	
7		■				■						
8					■				■			
9				■								
10										■		

7erreurs



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1503

- sioux ou apache / fictif
- enfiévrer / gobées
- lisions péniblement / abrutis
- vent du Nord / douze mois
- bouchon d'oreille
- jalon
- dernière épreuve / gouverne
- autre moi pour moi / qui en vaut deux
- creusons / le dessus du panier
- limer / possessif
- aseptisera / pour de bon
- parties d'intestins / apathies
- d'un goût de fiel / vedettes
- âge géologique / agence spatiale
- à peine
- cube à points / choisit une cible
- émergent / tendresse
- élu de Bigorre / ville de la Loire
- ne reconnus pas / incohérence
- colère de Corneille / souillais
- jamais énoncés
- décollage
- parieras / très importantes
- après dix / patron d'arche
- traditions / école de ministres
- livre qui fait rire / tiras
- coffret de rangement
- éclipseraient
- mille-pattes / bien sûr !
- copies génétiques / berge
- sensualités
- marche / écrasai
- mômes / crack
- possédée / aspect
- élargit / chamois à Gavarnie
- iridium en cornue / éparpilla
- tracerais / près de
- boîte en bois
- maladie moderne / quoique… retraite
- coup de boxeur / taches de cornée
- bonne copine
- roue à gorge / reçu en naissant
- pile / cité universitaire roumaine
- mois printanier / début de gamme
- vallées noyées / fille niaise
- baldaquin / ne sent pas bon
- chiffrai / contrariété
- fleuve turinois / article contracté
- petit samarium / personnel
- récipient
- miroir de Nagoya
- jolies sur écran

Solution

Sudoku n°2803

6	2	3	8	4	9	5	1	7				7	4	9	5	8	6	2	1	3
4	7	9	1	2	5	6	8	3				1	8	3	2	9	7	4	6	5
5	1	8	3	6	7	2	4	9				2	5	6	4	3	1	7	8	9
8	4	5	9	7	2	1	3	6				4	3	5	6	2	9	1	7	8
2	6	1	4	8	3	9	7	5				8	1	2	7	4	3	5	9	6
3	9	7	5	1	6	8	2	4				6	9	7	1	5	8	3	4	2
7	8	6	2	5	4	3	9	1	7	6	4	5	2	8	9	7	4	6	3	1
9	5	2	7	3	1	4	6	8	3	2	5	9	7	1	3	6	5	8	2	4
1	3	4	6	9	8	7	5	2	1	8	9	3	6	4	8	1	2	9	5	7
						9	7	3	4	1	2	8	5	6						
						8	1	6	5	3	7	2	4	9						
						2	4	5	8	9	6	1	3	7						
9	6	3	5	4	2	1	8	7	2	4	3	6	9	5	2	8	7	4	1	3
2	7	4	6	8	1	5	3	9	6	7	1	4	8	2	3	6	1	5	9	7
1	5	8	3	7	9	6	2	4	9	5	8	7	1	3	4	9	5	2	6	8
4	3	6	7	9	8	2	5	1				2	6	1	9	7	8	3	5	4
8	9	2	1	5	3	7	4	6				5	3	7	6	4	2	9	8	1
5	1	7	4	2	6	3	9	8				9	4	8	5	1	3	6	7	2
6	8	5	2	1	4	9	7	3				8	6	4	1	2	6	7	3	9
3	2	9	8	6	7	4	1	5				3	7	9	8	5	4	1	2	6
7	4	1	9	3	5	8	6	2				1	2	6	7	3	9	8	4	5

Mots Croisés n°2803

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	I	N	C	O	N	S	C	I	E	N	C	E
2	R	O	L	L	I	E	R	■	C	U	I	R
3	R	U	E	E	■	C	■	G	U	E	R	E
4	I	R	■	I	P	O	M	E	E	■	A	S
5	T	R	I	F	O	U	I	L	L	A	S	■
6	A	I	D	E	R	A	S	■	L	U	■	F
7	T	■	O	R	E	■	E	M	E	R	G	E
8	I	L	L	E	■	T	R	I	■	O	I	S
9	O	I	E	■	D	I	A	M	A	N	T	S
10	N	E	S	T	O	R	I	E	N	■	E	U

Grille géante n°1503

•	A	•	A	•	A	•	B	•	C	•	R	•	M
I	M	A	G	I	N	A	I	R	E	•	E	G	O
•	E	V	I	D	O	N	S	•	R	A	P	E	R
G	R	A	T	I	N	•	E	T	U	V	E	R	A
•	I	L	E	O	N	S	•	A	M	E	R	E	S
I	N	E	R	T	I	E	S	•	E	R	E	•	S
•	D	E	•	S	O	R	T	E	N	T	•	P	E
V	I	S	A	•	N	I	A	S	•	I	R	E	•
•	E	•	M	I	S	E	R	A	S	•	O	U	T
E	N	V	O	L	•	U	S	•	A	N	A	•	U
•	•	I	U	L	E	S	•	C	L	O	N	E	S
D	E	T	R	O	N	E	R	A	I	E	N	T	•
•	V	A	•	G	A	M	I	N	S	•	E	U	E
P	I	L	A	I	•	E	V	A	S	A	•	I	R
•	D	E	S	S	I	N	E	R	A	I	S	•	O
L	E	S	•	M	S	T	•	D	I	R	E	C	T
•	M	•	R	E	A	•	T	A	S	•	M	A	I
A	M	I	E	•	R	I	A	S	•	D	A	I	S
•	E	N	C	O	D	A	I	•	P	O	•	S	M
E	N	N	U	I	•	S	E	A	U	•	I	S	E
•	T	E	L	E	V	I	S	U	E	L	L	E	S

Retour du public aux enceintes sportives : les compétitions internationales non concernées par la décision (MJS)

Les compétitions internationales (qualifications du Mondial-2022 de football et Coupes africaines des clubs) prévues en Algérie, ne sont pas concernées par la récente décision du ministère de la Jeunesse et des sports (MJS) de rouvrir au public l'accès aux stades et salles de sport, a-t-on appris samedi auprès du MJS. Cette précision émanant du ministère de la Jeunesse et sports est motivée par le fait que les compétitions internationales, prévues en Algérie, sont gérées par des instances internationales (FIFA et CAF) contrairement aux compétitions nationales, a souligné la même source. Par conséquent, les prochaines rencontres de l'équipe algérienne de football et celles des représentants algériens en Ligue des champions d'Afrique et Coupe de la Confédération ne sont pas concernées par la décision de réouverture des enceintes sportives au public, et se dérouleront de facto à huis clos. Jeudi dernier, le MJS avait annoncé «le retour du public aux stades et salles de sport, sur présentation du pass sanitaire, confirmant la prise du vaccin», en vue de la nouvelle saison sportive 2021-2022.

ENCEINTES SPORTIVES

Feu vert pour le retour du public avec pass sanitaire (MJS)

Le ministère de la Jeunesse et des sports (MJS) a annoncé jeudi le retour du public aux stades et salles de sport, sur présentation du pass sanitaire, en vue de la nouvelle saison sportive 2021-2022.

«En rappel de la décision du Premier ministre du 13 septembre relative à l'allègement du protocole sanitaire et dans le cadre de la reprise des activités sportives et de jeunesse, il a été décidé la réouverture des infrastructures sportives, publiques et privées, ainsi que la reprise des activités et compétitions dans toutes les disciplines, sous condition du strict respect du protocole sanitaire tel que préconisé par les autorités publiques pour faire face à la propagation de la pandémie du Coronavirus», indique un communiqué du MJS. L'accès aux stades et salles de sport est ouvert au public à condition de la présentation d'un pass sanitaire confirmant la prise du vaccin», a précisé le communiqué du MJS. Le 5 septembre courant, le MJS avait décidé, rappelle-t-on, la réouverture des infrastructures sportives et la reprise des activités compétitions dans toutes disciplines à partir du lundi 6 septembre 2021. «Dans le cadre de la reprise des activités sportives en prévision des compétitions sportives importantes, dont les Jeux méditérrranéens-2022 à Oran, afin de permettre aux différentes sélections nationales de se préparer dans les meilleures conditions au démarrage des différents championnats nationaux» avait alors souligné le MJS dans son communiqué.

Le communiqué de la tutelle avait, en outre, souligné «que la réouverture des infrastructures sportives et la reprise des compétitions à partir du 6 septembre est subordonnée à la présentation du pass-sanitaire qui confirme la vaccination de tous les gestionnaires de ces infrastructures et le respect total du protocole sanitaire tel que préconisé par les autorités publiques pour faire face à la propagation de la pandémie du Coronavirus».

JEUX PARALYMPIQUES DE TOKYO 2020

L'athlète Nassima Saifi honorée à Mila

Une cérémonie en l'honneur de l'athlète paralympique Nassima Saifi, issue de la ville de Mila, médaillée d'argent au lancer du disque aux jeux paralympiques de Tokyo (Japon) a été organisée jeudi au siège de la wilaya.

Cette cérémonie en l'honneur de Nassima Saifi dont le palmarès est riche en de nombreuses médailles et records dans plusieurs compétitions internationales du lancer du disque et du poids, a été présidée par le wali de Mila, Abdelouahab Moulay, accompagné des autorités civiles et militaires.

A l'occasion, le chef de l'exécutif a estimé que cette cérémonie célèbre la championne d'Algérie et de Mila, qui a honoré le pays et hissé le drapeau algérien dans le ciel de Tokyo, ce qui nous a «inspiré une grande fierté et un sentiment élevé de dignité et une gratitude envers la championne».

De son côté, l'athlète Nassima Saifi, a exprimé son immense joie assurant dans une déclaration à la presse, que «cette gratification revêt un goût particulier du fait qu'elle est initiée par les enfants de ma ville». Elle a ajouté que «ce dont j'ai réalisé lors de ma participation aux jeux de Tokyo, malgré ma blessure, est le résultat du soutien que j'ai reçu des Algériens en général et de la population de Mila en particulier, et ceci me motive d'aller de l'avant et à œuvrer à honorer mon pays et hisser l'emblème national».

ATHLÉTISME - MARATHON INTERNATIONAL DE MEDGHACEN

La 11e édition décalée au 4 décembre (Fédération)

La onzième édition du Marathon International de Medghacen, initialement prévue le 2 octobre 2021 dans la Wilaya de Batna (Est) a été finalement décalée au 4 décembre de la même année, a annoncé vendredi la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), sans préciser le motif de ce report. Un ajournement qui cependant devrait arranger parfaitement les affaires des athlètes, car grâce à ce report, ils bénéficieront de plus temps pour bien préparer cette compétition, surtout après la décision des Pouvoirs Publics de rouvrir les différentes installations sportives. En effet, depuis l'apparition de la pandémie du nouveau coronavirus, la plupart des infrastructures sportives ont dû fermer leurs portes, et les athlètes d'élite, qui préparaient entre autres les Jeux olympiques de Tokyo étaient pratiquement les seuls à bénéficier d'une dérogation spéciale pour s'y entraîner. Une situation qui s'est répercutée négativement sur la forme physique des athlètes, car restés plusieurs mois sans compétition officielle, sans même pouvoir s'entraîner. Une donne qui cependant devrait changer prochainement, avec la réouverture des différentes installation sportives, à condition bien sûr que les athlètes disposent d'un pass sanitaire pour pouvoir les fréquenter. D'ailleurs, même pour participer au Marathon International de Medghacen, les coureurs devront apporter la preuve qu'ils ont reçu les doses de vaccin contre la COVID-19, ainsi qu'un «test PCR, datant de mois de 72 heures avant le jours de la compétition» ont encore précisé les organisateurs.

PARA-TRIATHLON (MONDIAUX-2021)

L'édition d'Abu Dhabi en novembre prochain

Les Championnats du monde de para-triathlon auront lieu en même temps que les épreuves des Mondiaux de triathlon d'Abou Dhabi, prévues les 5 et 6 novembre prochain sur l'île de Yas, a annoncé le Conseil des sports d'Abu Dhabi (ADSC) sur son site officiel. « Après avoir malheureusement manqué les Championnats du monde 2020 en raison de la pandémie, les meilleurs para-triathlètes du monde se réuniront désormais sur l'île de Yas le premier week-end de novembre, deux mois seulement après leurs incroyables performances aux courses paralympiques de Tokyo. «, a indiqué l'ADSC.

Le format de la course comprendra neuf catégories sportives de para-triathlon en compétition dans six épreuves de médailles par sexe, avec 12 champions du monde qui seront couronnés à Abu Dhabi. Ces Mondiaux para-triathlon étaient initialement prévus à Milan, en Italie. Un total de 110 para-triathloniens sont annoncés au rendez-vous d'Abu Dhabi qui peuvent choisir parmi les distances de course Super Sprint, Sprint et olympique - soit en tant qu'individu, soit en tant que membre d'une équipe de relais.

En raison de la pandémie du Covid-19, les évènements de triathlon et para-triathlon de 2020 avaient été annulés, alors qu'en 2021, le calendrier mondial a été remanié et divisé en événements comptant pour la finale 2022 qui se déroulera à la fin de l'année 2021, et d'autres événements se déroulant au printemps et à l'été 2022, pour se terminer ensuite à la finale des championnats en Abou Dhabi en novembre 2022.

NATATION (DOPAGE)

Retour en compétition de l'Australienne Shayna Jack, après sa suspension

La nageuse australienne, Shayna Jack, dont la suspension pour dopage de quatre années avait réduite à deux ans et confirmée par le Tribunal arbitral du sport (TAS), s'est dite vendredi «submergée par la joie» de pouvoir à nouveau s'aligner dans les bassins.

La spécialiste de la nage libre, membre de l'équipe australienne du Relais 4x100m qui avait établi le record du monde de l'épreuve en 2018, avait été suspendue pendant quatre ans en 2019, à la suite d'un contrôle antidopage positif au ligandrol, une substance qui favorise la prise de masse musculaire.

Elle avait alors clamé son innocence et obtenu en appel, en novembre 2020, une réduction de moitié de sa peine par le Tribunal arbitral du sport (TAS), une décision ensuite contestée par Sports Integrity Australia (ex-Asada, l'organisme australien antidopage, ndlr), et l'Agence mondiale antidopage (AMA), ce qui avait empêché la jeune femme de postuler à une place dans la sélection australienne pour les Jeux de Tokyo cet été.

Mais le plus haut tribunal du sport, basé à Lausanne, a rejeté jeudi cette demande conjointe, estimant qu'une suspension de deux ans était suffisante, étant donné que la nageuse avait établi «ne pas avoir consommé intentionnellement ou par imprudence la substance interdite».

«Je suis à présent libre de faire ce que j'aime, sans restriction, et je suis submergée par la joie», a affirmé Jack, 22 ans, sur son compte Instagram, «je vais maintenant prendre du temps pour moi afin de chérir ce moment et réfléchir à ce que j'ai enduré. Le cauchemar est enfin terminé. Je parlerai davantage à l'avenir, ce n'est pas le moment pour l'instant... Mais surveillez ce compte, ce n'est que le début», a-t-elle ajouté. La révélation du test positif de Jack était tombée quelques jours après qu'un des nageurs de la délégation australienne, Mack Horton, lors des Mondiaux-2019 en Corée du Sud, avait refusé de monter sur le podium du 400 m pour recevoir sa médaille d'argent, afin de manifester sa défiance à l'égard du Chinois Sun Yang, multiple champion du monde au coeur d'une polémique de dopage.

En février 2020, Sun avait été suspendu pendant huit ans pour avoir détruit une fiole de son sang lors d'un contrôle antidopage inopiné en 2018, une peine réduite à quatre ans et trois mois en juin dernier par le TAS.

APS

ATHLÉTISME (JO-2024)

La Vénézuélienne Rojas misera sur deux titres à Paris

La Championne olympique en titre du triple saur et détentrice du record du monde, la Vénézuélienne Yulimar Rojas a indiqué jeudi, qu'aux Jeux olympiques de Paris-2024, elle misera sur deux titres, défendre son titre et tenter de décrocher le titre en saut en longueur. «Je suis une athlète de défis. Si cela ne tenait qu'à moi, je participerais à deux épreuves (longueur et triple saut). C'est ce que j'ai prévu. C'est ce à quoi je pense. Il y a de grandes chances que je participe aux deux», a-t-elle dit au président vénézuélien Nicolas Maduro lors d'une cérémonie en son honneur au palais présidentiel de Caracas.

Au triple saut, elle a déjà un palmarès exceptionnel: vice-championne olympique à Rio, championne olympique à Tokyo, records du monde en salle comme en extérieur, double championne du monde en extérieur et en salle, gagnante de la Ligue de Diamant cette année... Selon plusieurs experts, l'athlète de 19,2 m, qui fêtera ses 26 ans en octobre et qui est basée à Barcelone, peut légitimement rêver d'être compétitive à la longueur. Son entraîneur n'est autre que le légendaire sauteur cubain Ivan Pedroso, champion olympique et quadruple champion du monde de la longueur. Le 13 juin, Rojas avait notamment fait un bond à 7,27 mètres, qui n'avait pas été homologué en raison d'un vent favorable de 2,7 m/sec. A Tokyo, l'Allemande Malaika Mihambo a remporté l'or à la longueur avec un saut à 7 mètres.

BUREAU FÉDÉRAL DE LA FAF

Motion de soutien au sélectionneur Belmadi

Une motion de soutien au sélectionneur national Djamel Belmadi a été adoptée, jeudi par le bureau fédéral de l'instance algérienne de football (FAF) en guise d'encouragement à l››équipe nationale algérienne engagée actuellement dans les qualifications pour la Coupe du monde Qatar-2022.

«Les membres du BF, tout en réitérant leur soutien indéfectible au sélectionneur national, dénoncent fermement toute atteinte qui puisse nuire à la stabilité de l'équipe nationale engagée dans d'importantes échéances dont la défense de son titre continental et les qualifications pour la prochaine Coupe du monde Qatar 2022», a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué rendu public à l'issue d'une réunion du BF. Cette réunion, la première du BF après le déroulement des deux premières journées des éliminatoires pour la Coupe du monde-2022, a été «une occasion aux membres présents d'adopter, à l'unanimité, une motion de soutien au sélectionneur de l'équipe nationale A, Djamel Belmadi», a ajouté la même source.

Lors des deux premières journées des qualifications du mondial 2022, disputées début septembre, les Verts avaient dominé Djibouti (8-0) au stade Mustapha Tchaker et ont fait match nul avec le Burkina Faso (1-1) à Marrakech. A l'issue de deux premières journées de qualifications, l'Algérie est le Burkina Faso occupent la tête du groupe A avec 4 points devant le Niger (3 pts). Djibouti ferme la marche (0 pt). Les coéquipiers de Riad Mahrez joueront les deux prochaines journées (3è et 4è) comptant pour les qualifications au Mondial de Qatar, face au Niger en aller-retour début octobre prochain, à Blida puis à Niamey.

ELIMINATOIRES DE LA CAN FÉMININE DE 2022

La sélection algérienne en stage avec 29 joueuses à Rouiba (FAF)

Vingt-neuf joueuses, dont 26 professionnelles évoluant à l'étranger, ont été convoquées par la sélectionneuse algérienne Radia Fertoul, pour un stage bloqué actuellement en cours à Alger, en vue de la double confrontation contre le Soudan, prévue au mois d'octobre prochain, dans le cadre des éliminatoires de la CAN féminine 2022, a-t-on appris vendredi auprès de la fédération algérienne de football (FAF).

Ce stage a démarré le mercredi 15 septembre, au stade de Rouiba, avec un effectif de 21 joueuses, en attendant la journée du samedi 18 septembre, qui verra l'arrivée de huit autres joueuses, pour que l'effectif soit au grand complet.

La première confrontation contre le Soudan dans le cadre de ces éliminatoires de la CAN féminine 2022, dont la phase finale aura lieu au Maroc, est prévue le 20 octobre prochain, au stade du 5-Juillet (Alger).

En cas de qualification, l'équipe nationale sera opposée, au 2e et dernier tour (14 - 23 février 2022), au vainqueur de la double confrontation entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, vice-championne d'Afrique.

Ce stage, qui se poursuivra jusqu'au 21 septembre au stade de Rouiba, est le premier pour la sélection nationale depuis son retour d'Egypte, où elle avait pris part dernièrement au tournoi de l'Union Nord Africaine de Football (UNAF-2021).

Deux matchs d'application figurent menu des Algériennes pendant ce stage, a encore annoncé la FAF, en précisant que «le premier match aura lieu le vendredi 17 septembre face aux U17 du club de Bach-Djarrah, et le second le lundi 20 septembre contre l'équipe des U16 de l'USM Alger».

Liste des joueuses convoquées : Amina Hally, Lounas Lamia, Rabhi Assia, Neggazi Yamina, Bara Fatima, Allouache Wassila, Arbi Aouda Keltoum, Ouadah Isma, Abadou Léa, Khezami Roselène, Boudaoud Sarah, Haffaf Mélina, Khellas-Chebel Imane, Kendouci Zeineb, Bekheda Fatiha, Belkacemi Lydia, Khellif Lina, Toumi Camélia, Benlazar Meryem, Inès Laubat, Seghiri Inès, Bouzid Wissam, Naïma Bouhenni-Bouziane, Rahima Benaïchouche, Madina Ramdani, Merrouche Imène, Boutaleb Inès, Laura Muller.

AFRIQUE - GUINÉE

Pas de matchs officiels en Guinée jusqu'à nouvel ordre (CAF)

La Confédération africaine de football (CAF) a envoyé un courrier au secrétaire général de la Fédération guinéenne de football (FEGUIFOOT) pour lui faire part de son opposition à la programmation de matchs en Guinée, en raison de «la situation politique actuelle» liée au coup d'Etat qui a renversé le président Alpha Condé, le 5 septembre dernier.

«Dans ces circonstances et malgré l'amour et la passion du public pour le football en Guinée, vous comprendrez au vu de la situation actuelle, qu'il est difficile d'envisager l'organisation de rencontres internationales sur le territoire guinéen», indique la CAF.

«La sécurité des acteurs, officiels et spectateurs au stade et dans ses environs est en effet primordiale et non négociable lors des matchs internationaux», souligne l'instance continentale dans son courrier.

Elle ajoute : «Pour ces raisons, nous ne pouvons dans le contexte actuel et ce jusqu'à nouvel ordre, programmer des matchs internationaux en Guinée».

Aussi ceux qui étaient prévus devront se jouer à l'extérieur, indique la CAF qui a annulé le match Guinée-Maroc comptant pour la deuxième journée des éliminatoires de la Coupe du monde au lendemain du coup d'Etat en question.

De même a-t-elle refusé de programmer des rencontres de Coupe de la Confédération et de Ligue des champions sur le territoire guinéen.

En octobre, le Syli national de Guinée va jouer deux matchs éliminatoires du mondial contre le Soudan pour le compte des 3ème et 4ème journées.

La CAF continue «toutefois d'observer l'évolution de la situation et ne manquera pas de revoir sa position dès que possible».

Un coup d'Etat militaire a mis fin le 5 septembre au pouvoir du président Alpha Condé, réélu pour un 3-ème mandat en octobre 2020.

LIGUE 1 ALGÉRIENNE

Nadir Bouzenad nouveau secrétaire général de la JS Kabylie

La nouvelle Direction de la JS Kabylie, conduite par Yazid Yarichène, a annoncé vendredi avoir désigné le dirigeant Nadir Bouzenad comme Secrétaire Général du club.

Une fonction que connait très bien Bouzenad, et ce, pour l'avoir déjà occupée par le passé, et dans différentes structures, puisque, outre la Ligue de football professionnel (LFP) et la Fédération algérienne de football (FAF), il a été également SG du Chabab Ahly de Bordj Bou Arréridj, ainsi que de l'Union Sportive de la Médina d'Alger.

En ce qui concerne la LFP, Bouzenad y avait occupé le poste de SG sous l'ère Mohamed Mecherara, avant de devenir Secrétaire Général de la FAF, sous la direction de Mohamed Raouraoua.

Son dernier poste en date, il l'avait occupé l'an dernier, au sein de la Société Sportive par actions (SSPA) USM Alger, avant de rendre le tablier quelques semaines avant la fin de la saison.

De son côté, Yazid Yarichène a succédé dernièrement à Chérif Mellal en tant que président de la JS Kabylie, et il semble vouloir s'entourer de dirigeants expérimentés, comme Bouzenad, pour l'aider à bien mener sa mission.

APS

LIGUE 1 - MC ORAN

La direction dément un départ précipité de l'entraineur Ait Djoudi

La direction du MC Oran a démenti, samedi, le départ de son nouvel entraineur Azzedine Aït Djoudi, rentré chez lui vendredi au lendemain de son arrivée à Oran pour entamer sa mission avec le club de Ligue 1 de football.

La même source a fait savoir que le technicien a quitté précipitamment Oran pour des «raisons personnelles», assurant qu'il est attendu dans les prochaines heures pour lancer les préparatifs de la nouvelle saison 2021-2022.

En revanche, la direction oranaise a avoué qu'un certain retard est enregistré dans le début de la préparation d'intersaison, un état de fait déploré par Aït Djoudi, «mais pas au point de le pousser à renoncer à son engagement avec le club».

Des sources proches de l'ancien entraineur de la sélection nationale des espoirs ont indiqué que ce dernier devait diriger sa première séance d'entrainement jeudi passé, avant de se rendre compte que les conditions d'une reprise sereine du travail n'étaient pas encore réunies.

Outre cet inconvénient, Aït Djoudi n'aurait pas apprécié le recrutement de certains nouveaux joueurs sans son consentement, souligne-t-on encore. L'effectif du MCO a connu, au cours de cet été, un départ massif de ses joueurs, puisque pas moins de 17 d'entre eux n'y font plus partie.

Certains ont réussi à avoir leurs libérations automatiques après avoir saisi la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) à cause de plusieurs salaires impayés, rappelle-t-on.

Face à cette "saignée", le président du club, Tayeb Mehiaoui, a procédé au recrutement de plusieurs éléments, sauf que certains d'entre eux ne font pas l'unanimité dans l'entourage du Mouloudia, et même chez l'entraineur Aït Djoudi, d'où son désir de mettre les «points sur les i» avec son employeur avant de descendre sur le terrain.

ENCEINTES SPORTIVES

Feu vert pour le retour du public avec pass sanitaire

Le ministère de la Jeunesse et des sports (MJS) a annoncé jeudi le retour du public aux stades et salles de sport, sur présentation du pass sanitaire, en vue de la nouvelle saison sportive 2021-2022.

"En rappel de la décision du Premier ministre du 13 septembre relative à l'allègement du protocole sanitaire et dans le cadre de la reprise des activités sportives et de jeunesse, il a été décidé la réouverture des infrastructures sportives, publiques et privées, ainsi que la reprise des activités et compétitions dans toutes les disciplines, sous condition du strict respect du protocole sanitaire tel que préconisé par les autorités publiques pour faire face à la propagation de la pandémie du Coronavirus", indique un communiqué du MJS.

L'accès aux stades et salles de sport est ouvert au public à condition de la présentation d'un pass sanitaire confirmant la prise du vaccin", a précisé le communiqué du MJS.

Le 5 septembre courant, le MJS avait décidé, rappelle-t-on, la réouverture des infrastructures sportives et la reprise des activités compétitions dans toutes disciplines à partir du lundi 6 septembre 2021.

"Dans le cadre de la reprise des activités sportives en prévision des compétitions sportives importantes, dont les Jeux méditérrranéens-2022 à Oran, afin de permettre aux différentes sélections nationales de se préparer dans les meilleures conditions au démarrage des différents championnats nationaux" avait alors souligné le MJS dans son communiqué. Le communiqué de la tutelle avait, en outre, souligné "que la réouverture des infrastructures sportives et la reprise des compétitions à partir du 6 septembre est subordonnée à la présentation du pass-sanitaire qui confirme la vaccination de tous les gestionnaires de ces infrastructures et le respect total du protocole sanitaire tel que préconisé par les autorités publiques pour faire face à la propagation de la pandémie du Coronavirus".

APS

LIGUE 1 TUNISIENNE

Un championnat à deux poules de 8 équipes approuvé (fédération)

Le championnat de Tunisie de Ligue 1 (saison 2021-2022) sera organisé selon un système à deux groupes de 8 équipes chacun, a décidé à l'unanimité le bureau de la Fédération tunisienne de football (FTF) lors d'une réunion consultative avec les clubs de la Ligue 1 du football Professionnel, tenue jeudi soir.

La répartition des clubs a été effectuée selon l'ordre pair ou impair dans le classement du championnat de Ligue 1 de la saison sportive 2020-2021. Les participants ont également approuvé à l'unanimité que le CS Hammam-Lif soit classé 13ème, le CS Chebba 14e, l'ES Hammam-Sousse 15e et l'équipe issue du tournoi de Barrage 16e. A la fin de la première phase du championnat (un total de 14 journées aller-retour), les trois premiers de chaque poule accèderont en phase Play-off remportant avec eux des points de bonus (3 points pour le leader, deux points pour le 2e et un point pour le 3e) et le vainqueur final sera sacré champion de Tunisie. Par ailleurs, l'équipe classée 8e de chaque poule à l'issue de la première phase sera directement reléguée en Ligue 2, tandis que les 6e et 7e de chacune des deux poules disputeront un mini-championnat (1 point de bonus pour les 6e) à l'issue duquel les deux derniers descendent en Ligue 2. A la fin de cette phase, quatre équipes donc seront reléguées contre la montée de deux équipes de la Ligue 2 pour composer les 14e équipes de la saison suivante (2022-2023) qui verra le retour à la composition d'origine.

Composition des deux groupes:
Groupe A : Espérance de Tunis, US Ben Guerdane, CS Sfaxien, US Tataouine, ES Metlaoui, CA Bizertin, CS Hammam-Lif et ES Hammam-Sousse
Groupe B : Etoile du Sahel, AS Soliman, AS Rejiche, Club Africain, US Monastir, Olympique Béja, CS Chebba, et l'équipe montante du tournoi barrage.

LIGUE 1 - TRANSFERT

Le Libyen Al-Mosarati signe au CRB

L'attaquant international libyen Anis Fowzi Al-Mosarati s'est engagé pour deux ans avec le CR Belouizdad, a annoncé jeudi, le double champion d'Algérie de Ligue 1 sur sa page officielle facebook. Agé de 27 ans, le buteur de la formation libyenne d'Al-Hilal a été officiellement présenté en fin d'après-midi par le club algérois. Auteur de 10 buts lors de la défunte saison en championnat libyen, Al-Mosarati est la quatrième recrue estivale du CRB après Ahmed Ait Abdeslem (JSK), Sabri Cheraitia (CS Sfax) et Mahi Benhamou (MC Oran).

LIGUE 1 - USM ALGER

Brahim Chenihi signe pour deux 2 ans (club)

L'attaquant Brahim Chenihi s'est engagé pour deux ans avec l'USM Alger, devenant ainsi la 6è recrue du club pour cette saison, a annoncé jeudi la formation algéroise de la Ligue 1 de football.

L'ancien joueur du MC El Eulma (31 ans) est libre de tout engagement après expiration de son contrat avec la formation saoudienne de Damac FC qu'il avait rejointe en janvier 2020.

Chenihi, ancien international, avait quitté le championnat d'Algérie en 2015 pour rejoindre le Club Africain de Tunis où il a évolué jusqu'à 2017.

Il a ensuite porté les couleurs du club saoudien d'Al Fateh SC (2018-2019), avant d'endosser le maillot de Damac, en compagnie de ses deux compatriotes, le défenseur Farouk Chafai et le gardien de but Mustapha Zoghba.

Brahim Chenihi est la 6è recrue de l'USMA cet été, après Oussama Benbot (JSK), Brahim Bekakchi (ESS), Messalah Merbah (ESS), Abderrahmane Meziane (ES Tunis) et Brahim Benzaza (ASO Chlef).

Antonio Rüdiger pose ses conditions pour prolonger

L'international allemand a posé ses conditions pour rempiler. Relancer par Thomas Tuchel depuis le début de l'année, Antonio Rüdiger enchaîne les rencontres depuis maintenant plusieurs mois. Alors que son contrat se termine au mois de juin prochain, ce dernier serait dans le viseur du Paris Saint-Germain et du Real Madrid.

Selon les informations publiées par le quotidien Bild, l'international allemand serait disposé à prolonger son bail avec les Blues mais pas à n'importe quelle condition. En effet, le joueur demanderait un nouveau contrat de quatre ans et surtout un salaire annuel de 11 millions d'euros soit le double de ce qu'il perçoit actuellement.

BRUNO FERNANDES BIENTÔT PROLONGÉ

Bruno Fernandes et sa prolongation de contrat font désormais partie des priorités du moment pour les dirigeants de Manchester United. Un deal pourrait bientôt être annoncé.

Les dirigeants de Manchester United travaillent depuis quelques semaines à la prolongation de contrat de Bruno Fernandes. Selon le journaliste de Sky Sports, Fabrizio Romano, les discussions entre l'entourage du joueur portugais et la direction des Red Devils a commencé en juillet dernier. L'ancien joueur du Sporting Portugal se sent bien en Premier League et envisage sérieusement de poursuivre sa carrière au sein du club mancunien. Un deal pourrait donc intervenir rapidement entre Bruno Fernandes et Manchester United. Il s'agira avant tout de récompenser le joueur de ses performances par une augmentation de salaire. Car au niveau contrat, il n'y avait pas urgence. Arrivé en 2020, l'international lusitanien dispose encore d'un bail qui court jusqu'en juin 2025.

Fabrizio Romano précise également que l'autre priorité du moment serait de convaincre Paul Pogba de prolonger son contrat. L'arrivée de Cristiano Ronaldo et les bons résultats actuels pourraient convaincre l'international français que Manchester United est la place où il faut être actuellement. Les discussions seraient toujours en cours à ce sujet avec Mino Raiola.

Paulo Dybala bientôt prolongé ?

Paulo Dybala pourrait bien prolonger son bail.Juventus : Paulo Dybala bientôt prolongé ? Sous contrat avec la Juventus Turin jusqu'en juin 2022, Paulo Dybala alimente beaucoup les rumeurs dans le Piémont. Néanmoins, le départ de Cristiano Ronaldo semble avoir régler ce dossier, si l'on en croit les dernières informations de Sky Italia. En effet, l'Argentin est redevenu titulaire et a même inscrit un but face à Malmö ce samedi.

Son agent aurait déjà rencontré les Bianconeri à plusieurs reprises, et l'intéressé a ouvert la porte à une prolongation.

« Nous espérons bientôt signer la prolongation. Il y a le désir de tout le monde de terminer les négociations, je pense qu'il y aura une autre rencontre entre les parties cette semaine. Ils savent qu'il y a une grande envie de ma part de rester à Turin, je sais que la direction veut aussi prolonger mon contrat et nous avons recommencé à discuter. J'espère que tout sera bientôt terminé et que de bonnes nouvelles arriveront pour tout le monde, je suis très confiant. » Âgé de 27 ans, il pourrait rempiler jusqu'en 2025 ou 2026.

GORETZKA PROLONGE JUSQU'EN 2026

Le Bayern Munich a officialisé jeudi la prolongation du contrat de son milieu de terrain Leon Goretzka. Alors que son bail prenait fin en juin 2022, le footballeur allemand de 26 ans s'est engagé pour les cinq prochaines années avec le club bavarois, soit jusqu'en juin 2026. Débarqué libre à l'Allianz Arena durant l'été 2018, l'ancien joueur de Schalke 04 a disputé 118 matchs toutes compétitions confondues, pour 25 buts et 26 passes. Depuis le début de la saison 2021-2022, le natif de Bochum a participé à six rencontres, pour quatre apparitions en Bundesliga.

« Avec le Bayern, nous avons tout gagné ces trois dernières années. Mais c'est encore plus agréable de remporter un titre pour confirmer et répéter ces succès. Nous voulons construire là-dessus dans les prochaines années. L'équipe, le club et l'environnement sont non seulement très professionnels, mais aussi familiers. Ce mélange est l'un des garants du succès de ce club. Je suis très heureux d'avoir pu prolonger mon contrat de manière anticipée jusqu'en 2026 », a-t-il déclaré sur le site internet du club.

GRIEZMANN SIFFLÉ POUR SON RETOUR

Comme on pouvait s'y attendre, Antoine Griezmann (30 ans, 1 match en Liga avec Atl. Madrid cette saison) n'a pas reçu un accueil chaleureux de la part des supporters de l'Atletico Madrid. Pour son retour au Wanda Metropolitano ce mercredi soir, à l'occasion du match de Ligue des Champions contre le FC Porto, l'attaquant madrilène a été sifflé par une partie du public lors de l'annonce de son nom par le speaker avant la rencontre. L'ancien Barcelonais, loin d'être pardonné suite à son départ en 2019, devra reconquérir le public et l'entraîneur Diego Simeone qui ne l'a pas titularisé.

Carlo Ancelotti interpelle Camavinga !

Recruté en toute fin de mercato, Eduardo Camavinga réalise des débuts convaincants au Real Madrid comme le souligne Carlo Ancelotti qui pense toutefois que son nouveau joueur va encore progresser. Dans les dernières heures du mercato, après l'échec du transfert de Kylian Mbappé, le Real Madrid s'est finalement rabattu sur Eduardo Camavinga, recruté pour environ 35M€ en provenance du Stade Rennais. Et l'international français a réalisé d'excellents débuts sous le maillot merengue. Buteur contre le Celta Vigo après son entrée en jeu (5-2), Eduardo Camavinga a délivré une passe décisives à Rodrygo pour offrir la victoire au Real Madrid contre l'Inter Milan pour le premier match en Ligue des Champions (1-0). Après la rencontre, Carlo Ancelotti s'est enflammé pour les jeunes de son effectif.

« Nous avons des jeunes joueurs très forts avec beaucoup de qualité. Je dois apporter de l'expérience, ce qui est normal dans ces matchs, c'est important pour eux. Nous avons de jeunes joueurs avec beaucoup de qualité », confie l'entraîneur du Real Madrid en conférence de presse avant d'envoyer un message à Eduardo Camavinga : « C'est un joueur qui peut jouer à Madrid, c'est pourquoi nous l'avons recruté. Il est très jeune, il a beaucoup de qualités mais nous devons être patients. Il doit bien progresser, il le fait. Il doit s'améliorer sur le plan défensif et il va s'améliorer à l'avenir. »

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction A. CHERBAL

RÉDACTION ADMINISTRATION
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité – ANEP spa - 1, Avenue Pasteur – Alger – TÉL : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 – FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Dimanche 19 septembre 2021 / 12 safar 1443 - N° 2870 - 9e année

ALGÉRIE-LYBIE

Le président Tebboune reçoit le vice-président du Conseil présidentiel libyen

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, jeudi, le vice-président du Conseil présidentiel libyen, Moussa Al-Kouni, en visite officielle en Algérie à la tête d'une délégation, dans le cadre "de la concertation continue entre les deux pays frères", selon un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, aujourd'hui, le vice-président du Conseil présidentiel libyen, Moussa Al-Kouni, arrivé à Alger pour une visite officielle à la tête d'une délégation, dans le cadre de la concertation continue entre les deux pays frères", lit-on dans le communiqué de la Présidence de la République.

Le président de la République a réaffirmé "la position de l'Algérie qui soutient le règlement de la crise libyenne, à même de permettre l'organisation des élections prévues, édifier les institutions de l'Etat et rejeter toute forme d'ingérence étrangère dans les affaires internes de la Libye", selon la même source.

Pour sa part, le vice-président du Conseil présidentiel libyen a mis en avant "la convergence totale des vues avec Monsieur le

Président sur les différents dossiers, saluant les efforts continus de l'Algérie en termes de coordination et de concertation pour servir les intérêts des deux peuples frères, et la décision de réouverture de l'ambassade d'Algérie à Tripoli, de son Consulat à Sabha, de la ligne aérienne Alger-Tripoli et des passages de Ghat et de Ghadamès", ajoute le communiqué.

La rencontre s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra et du Directeur de cabinet de la Présidence de la République, Noureddine Bardad Daïdj.

Impérative consultation et coordination avec l'Algérie sur les affaires libyennes et de la région

Le vice-président du Conseil présidentiel libyen, Moussa Al-Kouni, a insisté, jeudi, sur l'impérative "consultation et coordination avec l'Algérie de manière permanente" concernant toutes les affaires relatives à la Libye et à la Région.

Dans une déclaration à la presse à l'issue d'une audience que lui a accordée le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, M. Al-Kouni a rappelé l'importance de l'Algérie, "la grande soeur" dans la région et le pays avec lequel nous devons tenir des consultations de manière permanente et une coordination concernant toutes les affaires relatives à la Libye et à la région, aux plans africain, maghrébin ou méditerranéen".

Le même responsable a fait savoir, dans ce sens, que sa visite en Algérie vise à "consulter et examiner avec le Président Tebboune les différentes questions d'intérêt commun à commencer par les frontières et les pays du voisinage notamment les pays du Sud à l'instar du Tchad, du Niger et du Soudan et les modalités de coopération avec ces pays afin de réaliser la sécurité des frontières communes".

"Nous avons également abordé la question de la coordination des politiques relatives à la communication avec les différentes rencontres concernant la Libye avec la participation de l'Algérie", a-t-il poursuivi, soulignant l'existence "d'un consensus total" avec le président de la République qui nous a promis la reprise des vols entre Tripoli et Alger et l'ouverture du consulat qui existait avant", outre "les postes frontaliers de Ghadamès et Ghât" pour le transport des marchandises entre les deux pays". Selon le même responsable libyen, l'impérative organisation d'élections libyennes dans les délais prévus et les résultats du processus du Congrès de Berlin ont également été abordés lors de cette rencontre.

M. Al-Kouni a estimé que ces démarches étaient "très importantes" pour les deux peuples en vue de "l'intégration économique et de la communication sociale", soulignant que la situation en Tunisie et l'importance de sa stabilité et sa sortie des crises ont également été abordés.

Il convient de noter que cette rencontre s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra et du Directeur de Cabinet de la Présidence de la République, Noureddine Bardad Daïdj. Pour rappel, le vice-président du Conseil présidentiel libyen, Moussa Al-Kouni , est arrivé jeudi matin à Alger dans le cadre d'une visite officielle en Algérie.

TUNISIE-LIBYE

Covid-19: la Tunisie rouvre vendredi ses frontières avec la Libye

La présidence tunisienne a annoncé jeudi la réouverture à partir de vendredi des postes-frontières avec la Libye, fermés depuis plus de deux mois en raison de la pandémie de Covid-19. Cette décision a été prise par le président tunisien Kais Saied au lendemain d'une réunion à Djerba, dans le sud de la Tunisie, entre des délégations sanitaires et sécuritaires tunisienne et libyenne, a indiqué dans un communiqué la présidence. Selon la même source, M. Saied a souligné "la nécessité de respecter pleinement le protocole sanitaire" qui pourrait être révisé "au regard de l'évolution de la situation sanitaire dans les deux pays". "Tout manquement à ces exigences pourrait entraîner un réexamen de la décision de rouvrir les postes frontaliers", a ajouté la présidence.

Le 8 juillet, la Libye avait décidé de fermer ses frontières avec la Tunisie et de suspendre les liaisons aériennes avec ce pays qui enregistrait à l'époque un taux élevé du nombre de personnes atteintes par le coronavirus, dépassant les 4.000 cas quotidiens. Dans la foulée, la Tunisie avait décidé de faire de même, en fermant ses frontières avec son voisin libyen. Grâce à une vague de dons de doses de vaccins, la Tunisie, un pays de 12 millions d'habitants, a pu accélérer sa campagne de vaccination permettant à plus de 4,5 millions de personnes de recevoir une première dose de vaccin contre le coronavirus.

Plus de 2,3 millions ont reçu les deux doses. Ces dernières semaines, la situation sanitaire s'améliore, le pays ayant enregistré mardi 9 décès liés au Covid-19, contre plus d'une centaine de morts quotidiennement durant le mois de juillet.

La Tunisie est l'un des seuls pays, avec la Turquie et l'Egypte, où les vols en provenance de la Libye sont habituellement autorisés et qui accepte les ressortissants libyens sans visa.

FÊTE DE INDÉPENDANCE

Un concours national pour la conception du logo du 60e anniversaire de la Fête d'indépendance

Le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droits a annoncé, jeudi, l'organisation d'un concours national pour la conception du logo du 60e anniversaire de la fête d'indépendance, (5 juillet 1962/5 juillet 2022).

"Dans le cadre des préparatifs des festivités commémorant le 60e anniversaire de la fête de l'indépendance, le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droits annonce l'organisation d'un concours pour la conception du logo de cette fête nationale", précise le ministère. S'agissant des conditions de participation à ce concours, ouvert aux infographes (concepteurs de logos), le ministère a cité notamment, la justification d'un âge de plus de 18 ans, jouir de la nationalité algérienne, et le respect de toutes les clauses du règlement intérieur téléchargeable sur le site officiel du ministère des Moudjahidine.

Devant représenter "une symbolique historique et des significations de l'édification de l'Algérie", le logo à concevoir doit également partir d'un concept original, ajoute le ministère qui a relevé la nécessité pour le participant de joindre une fiche descriptive du logo détaillant la philosophie, la description, les couleurs et les caractères graphiques utilisés.

Les œuvres réalisées au titre de ce concours seront sélectionnées par un jury spécialisé, sachant que la récompense financière consentie au lauréat est estimée à 300.000 Da, pour peu que le ministère de tutelle conserve la propriété de l'œuvre retenue, la liberté de son exploitation et de l'adapter.

Le ministère appelle également les participants à accompagner leurs produits, de cartes d'informations contenant le nom, le prénom, la date de naissance, l'adresse et le numéro de téléphone. La durée de préparation des œuvres a été fixée à 15 jours, à partir de la date de la 1e annonce du concours dans les journaux nationaux, avec le droit de participer avec plus d'une œuvre, à adresser via l'adresse électronique suivante: mdm60eme@m-moudjahidine.dz . A l'occasion, le ministre du secteur a appelé, sur son compte officiel Twitter, "les jeunes algériens à participer au concours national pour la conception du logo propre aux festivités commémorant le 60e anniversaire de la fête de l'indépendance.

ALGÉRIE - INDE

Le Premier ministre reçoit le ministre d'Etat indien pour les Affaires étrangères

Le Premier ministre, ministre des Finances, M. Aïmene Benabderrahmane, a reçu jeudi, le ministre d'Etat indien pour les Affaires étrangères, M. Shri V. Muraleedharan, qui effectue une visite de travail en Algérie, indique un communiqué des services du Premier ministre. L'audience a été l'occasion d'un "large échange de vues sur l'état et les perspectives du renforcement des relations algéro-indiennes et de la consolidation des partenariats établis entre les deux pays, notamment dans le domaine économique, et ce à l'occasion des prochaines échéances de l'agenda bilatéral", précise la même source.

ANP

Livraison d'aides humanitaires au Niger

Des aides humanitaires contenant des tentes et un groupe électrogène ont été envoyées, mercredi, au Niger à bord d'un avion militaire à partir de la base aérienne de Boufarik, à destination de la base aérienne de déploiement secondaire située au secteur opérationnel de In Guezzam et qui viennent s'ajouter aux aides humanitaires contenant des tentes et des produits alimentaires acheminés par voie terrestre et livrées aux autorités nigériennes au niveau des frontières, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "En consécration des principes de coopération et de solidarité humanitaire avec les différents pays frères et amis, une cargaison d'aides humanitaires a été envoyée, le 13 septembre 2021, à bord d'un avion militaire à partir de la base aérienne de Boufarik à destination de la base aérienne de déploiement secondaire située au secteur opérationnel de In Guezzam, contenant des tentes et un groupe électrogène, qui viennent s'ajouter aux aides humanitaires contenant des tentes et des produits alimentaires acheminés par voie terrestre et livrées aux autorités nigériennes au niveau des frontières avec le Niger à la wilaya de In Guezzam (6e région militaire)", précise le communiqué.

"Cette opération témoigne, une fois de plus, de l'accompagnement de l'Armée nationale populaire (ANP) à toutes les initiatives humanitaires et son engagement permanent à accomplir ses nobles missions", conclut la source.

APS